N°1 DEPUIS 1909 — HISTORIA.FR

HISTORIA

1966, Mao fait sa révolution

La Grande Loge de France se dévoile

Alsaciens, Mosellans

Incorporés de force par les nazis

M 02630 - 949 - F: 6,90 € - RD

MAI 2026
N° 949
ALL 8,40 €
BEL/ESP/GR/ITA/LUX/PORT 7,90 €
CH 12 CHF - DOM/S 7,90 €
TOM/S 1030 XPFMAR 75 DH
TUN 11 TND - CAN $ 11,99

ARCHIVES NATIONALES

LAFAYETTE



ENTRE FRANCE ET AMÉRIQUE

HISTOIRE ET LÉGENDE

1ER AVRIL
14 JUILLET 2026

ENTRÉE LIBRE

DU LUNDI AU VENDREDI
10H00-17H30

SAMEDI ET DIMANCHE
14H00-19H00

FERMÉ LE MARDI ET LE 1ER MAI

Jean-Antoine Houdon, *Lafayette*, 1790
Musée National des Châteaux de Versailles et de Trianon, MV1573
© Château de Versailles, Dist. GrandPalaisRmn / Christophe Fouin

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté Égalité Fraternité

En partenariat avec
LAFAYETTE COLLEGE

Avec la participation exceptionnelle de
FONDATION Chambrun
MUSÉE CARNAVALET HISTOIRE DE PARIS

Partenaires média
connaissance des arts
L'Histoire
HISTORIA

Plus d'informations

HISTORIA
SFPA (Société française de promotion artistique).
10, boulevard de Grenelle, CS 10817,
75738 Paris Cedex 15.
www.historia.fr ; tél. : 01 87 39 84 84.

Pour toute question concernant votre abonnement : 01 55 56 70 56.
Historia service abonnements : 45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex.
E-mail : serviceclients@historia.fr
Tarifs France : 1 an, 10 nos d'*Historia* : 59 € ; 1 an, 10 nos d'*Historia* + 4 *Historia Hors-série* (trimestriel) : 88 €.
Belgique : Edigroup. Tél. : 070 233 304.
Suisse : Edigroup. Tél. : 022 860 84 01.
Tarifs autres pays : nous consulter.

Directrice de la publication et gérant de SFPA : Michèle Benbunan.
Éditrice : Claire Lénart.

Rédaction
Directeur éditorial : Franck Ferrand.
Rédacteur en chef : Éric Pincas.
Rédacteur en chef adjoint chargé du *Hors-série* : Victor Battaggion.
Assistante : Florence Jaccot.
Création graphique : Quintin Leeds.
Directeur artistique : Stéphane Ravaux.
Secrétaires de rédaction : Alexis Charniguet, Nathalie-Anne Soumaire.
Rédactrice photo : Anne-Laure Schneider.
Rédacteur en chef adjoint chargé du Web : Pierre-Louis Lensel.
Rédactrices Web : Véronique Dumas, Élise Neyret.
Comité éditorial : Jean-Yves Boriaud, Laure de Chantal, Bruno Dumézil, Bruno Fuligni, Jean-Yves Le Naour, Catherine Salles, Thierry Sarmant, Bénédicte Vergez-Chaignon, Laurent Vissière.
Directrice marketing et des revenus clients : Lise Benamou.
Fabrication : Catherine Massabuau, Bruno Santin, Naïma Mensouri.
Ventes messageries : Gaëlle Trabut.
Réassort kiosque : venteshistoria@teamdiffusion.fr
Agrément postal Belgique n° P207 231.

Publicité Les Échos-Le Parisien Médias
Tél. : 01 87 39 78 00. Pour obtenir votre correspondant, composer le 01 87 39 suivi des chiffres entre parenthèses.
Les adresses e-mail se constituent ainsi : initialeduprenomnom@lesechosleparisien.fr
Présidente : Corinne Mrejen.
Directeur général adjoint : Nicolas Danard.
Directrice de la publicité : Karine Lyautey (89 87).
Impression : Maury Eurolivres Manchecourt.
Imprimé en France/Printed in France.

Dépôt légal : mai 2026.
Commission paritaire : n° 1026 K 80413.
ISSN : 1270-0835.
Historia est édité par SFPA.
RCS Paris 304 951 460.
Historia est une publication du groupe Les Échos-Le Parisien.
Ce numéro comporte un encart « Sélect Presse » sur la diffusion abonnés et un encart abonnement sur la France Kiosque.
Photo de couverture : Photo archives DNA/ collection Henry AMANN.

Origine du papier : Finlande - Taux de fibres recyclées : 0% - Eutrophisation : PTot = 0,06kg/tonne de papier.



Édito
Par Éric Pincas

Destins contraints

Une douleur lancinante d'abord. Celle de ces 130 000 Alsaciens et Mosellans, hommes et femmes, enrôlés de force par les nazis, pris au piège du rattachement de l'Alsace et de la Moselle aux territoires du IIIe Reich depuis 1940. Après la défaite allemande, les survivants – 30 000 ne sont jamais revenus des théâtres d'opérations et des camps de prisonniers – reprirent difficilement le cours de leur existence, parfois murés dans le silence et l'enfouissement de leurs souvenirs, fuyant les regards suspicieux et les jugements à l'emporte-pièce.

Une blessure mémorielle ensuite. Celle de leurs familles, enfants et petits-enfants, qui tout au long des décennies d'après-guerre ont veillé à ce que l'expérience contrainte vécue par leurs aïeux ne leur enlève pas leur dignité et que leur statut de victimes soit pleinement reconnu.

Ceux qu'on a appelés les « malgré-nous » – l'expression est aujourd'hui délaissée – se sont longtemps sentis stigmatisés, méprisés. Le procès de Bordeaux de 1953, au cours duquel furent jugés 13 incorporés de force – et un Alsacien volontaire – ayant pris part au massacre d'Oradour-sur-Glane, a largement contribué à entretenir un sentiment de malaise à leur égard.

> « Longtemps relégués parmi les ombres d'un passé dérangeant »

Dans les prochaines semaines, la région Grand Est inaugurera le « Mur des noms » au pied du mémorial de Schirmeck. Un dispositif numérique rendant hommage à tous les Alsaciens et Mosellans morts au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les incorporés de force y figureront en bonne place. Une manière d'inscrire définitivement dans la mémoire nationale le souvenir de ces hommes et de ces femmes longtemps relégués parmi les ombres d'un passé dérangeant. Mesurer la complexité de leur histoire à la lumière des dernières recherches historiographiques, appréhender la diversité de leurs expériences, découvrir leurs témoignages, explorer la question des incorporés de force au-delà de nos frontières… Tels sont les enjeux de ce dossier réunissant les plus grands experts du sujet. Grâce à eux, l'on comprend mieux pourquoi l'histoire de ces Alsaciens et Mosellans aux destins brisés dépasse largement le seul cadre régional.

HISTORIA SOMMAIRE

8



22



30



8 Portfolio

1966, la tempête rouge

Antoine fait chanter la France avec ses *Élucubrations* mais, en Chine, Mao choisit de reprendre le contrôle politique en déclenchant la Révolution culturelle…

14 Échos de l'Histoire

Versailles réinvente le lit de Louis XVI ; le patrimoine culturel, une autre victime des guerres ; de nouvelles datations des grottes ornées….

18 Ils font l'événement

La Corée du Sud, à la conquête (pacifique) du monde ! Les quatre-vingts ans du Festival de Cannes.

22 Récit

Charles le Téméraire, le fossoyeur de la Bourgogne

Ambitieux et impétueux, flamboyant et imprudent, Charles a précipité la chute du duché de Bourgogne par ses guerres ruineuses et sa mort prématurée. **PAR LAURENT VISSIÈRE**

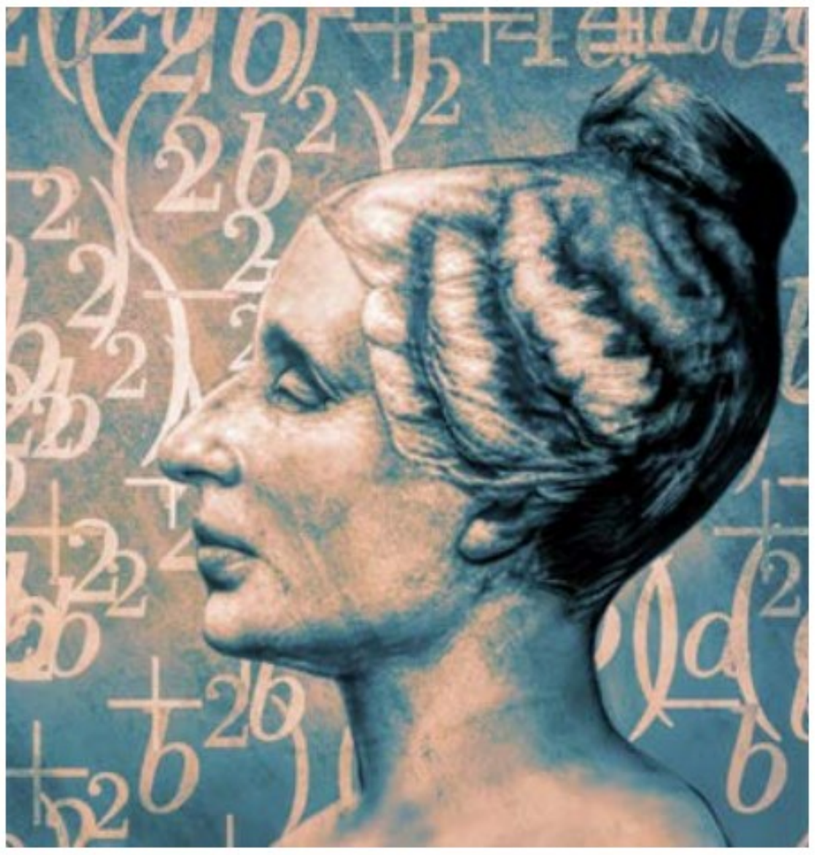
30 Dossier

Alsaciens, Mosellans

Incorporés de force par les nazis

Arrachés à leur terre, des dizaines de milliers d'Alsaciens et de Mosellans des deux sexes furent contraints de servir sous l'uniforme allemand ; un tragique destin que l'on voulut longtemps oublier.

32 **« Malgré-nous », une tragédie française** DANIEL FISCHER
34 **Des soldats à la mémoire blessée** FRÉDÉRIQUE NEAU-DUFOUR
37 **« À la polémique succède la reconnaissance »** ENTRETIEN AVEC FRANCK LEROY
38 **Refuser ou accepter : la terrible alternative** JEAN-LAURENT VONAU ET CÉDRIC NEVEU
45 **Un phénomène européen** FRÉDÉRIC STROH
46 **Des incorporés jetés sur tous les fronts** GEOFFREY KOENIG
50 **L'enfer du camp de Tambov** ALPHONSE TROESTLER
51 **Juger « ceux d'Oradour »** BÉNÉDICTE VERGEZ-CHAIGNON
52 **L'armée des âmes errantes** ILSE HILBOLD
54 **Portraits et témoignages d'une époque de fer…**
60 **Les « malgré-elles » reprennent la parole** MARIE JANOT-CAMINADE
63 **Une après-guerre qui n'en finit pas…** MARIE-CLAIRE VITOUX







66 Récit

Sophie Germain, génie oublié des mathématiques

Femme de talent dans un monde d'hommes, elle s'imposa vers 1800 comme une mathématicienne hors pair, bravant les préjugés pour révolutionner les sciences. **PAR SOPHIE VIGUIER-VINSON**

70 Reportage

La Grande Loge de France se dévoile

Au cœur du 17e arrondissement, un ancien couvent franciscain abrite, depuis 1911, le siège parisien de cette obédience maçonnique, qui accueille désormais les visiteurs, loin des idées reçues. **PAR CHARLES GIOL**

76 Tête-à-tête

Marc Dugain et la marquise de Brinvilliers

Chaque mois, une personnalité évoque son lien avec une figure historique. **PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE GATIGNOL**

80 Histoire sur ordonnance

En 1816, René Laennec révolutionne la médecine en inventant le stéthoscope, ouvrant une ère nouvelle pour l'auscultation du corps humain. **PAR JEAN-NOËL FABIANI-SALMON**

82 Cahier culture

82 **Écrans** Cinéma et télévision.
85 **Expos** Sèvres et les Rothschild ; La Fayette ; Louis XVI ; Ceija Stojka.
88 **Livres** La sélection bios et essais, romans et polars, BD.

97 Mots croisés

98 L'humeur

d'Emmanuel de Waresquiel

Contributeurs

Pascal Dayez-Burgeon Agrégé d'histoire, ancien diplomate, auteur de *La Nouvelle Vague coréenne : histoire d'un phénomène culturel* (Perrin 2026). **Daniel Fischer** Historien, auteur de *Sous un uniforme qui n'était pas le leur* (La Nuée Bleue, 2020). **Raphaël Georges** Docteur en histoire contemporaine. **Ilse Hilbold** Historienne, coordinatrice scientifique à la région Grand Est. **Marie Janot-Caminade** Docteure en science politique à l'Institut des Sciences sociales du Politique. **Geoffrey Koenig** Historien, auteur de « *L'Armée tiendra jusqu'au dernier* » (L'Harmattan, 2020). **Frédérique Neau-Dufour** Historienne, cheffe de projet de la stratégie mémorielle de la région Grand Est. **Cédric Neveu** Historien, spécialiste de la Moselle annexée. **Frédéric Stroh** docteur en histoire contemporaine, chercheur à l'université de Strasbourg. **Philippe Tomasetti** Historien, spécialiste de l'histoire politique, intellectuelle et militaire de l'Alsace-Lorraine (1870-1950). **Bénédicte Vergez-Chaignon** Historienne. **Laurent Vissière** Médiéviste. **Marie-Claire Vitoux** Historienne, maître de conférences honoraire en histoire contemporaine à l'université de Haute-Alsace. **Jean-Laurent Vonau** Historien, auteur de *L'Alsace annexée : 1940-1945* (Éd. du Signe, 2022).



La Grande Mosquée d'Ayasofya, İstanbul

VOYAGES AU CŒUR DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO EN TÜRKİYE

Imaginez remonter le temps, parcourir des histoires gravées dans la pierre et découvrir les secrets des civilisations passées, le tout en Türkiye, une mosaïque vibrante du patrimoine partagé de l'humanité. Rejoignez-nous pour explorer certains des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO les plus impressionnants, où chaque destination offre non seulement un aperçu du passé mais aussi des expériences inoubliables qui vous feront vous sentir comme un véritable explorateur.

DÉCOUVRIR LA VILLE AUX MERVEILLES ÉTERNELLES

Imaginez la lumière dorée du Bosphore scintillant sur les anciens remparts de la ville tandis que le cri animé des mouettes se mêle au bourdonnement d'un bazar animé. À Istanbul, l'histoire ne se voit pas seulement, elle se ressent. Pour découvrir les **Zones historiques d'Istanbul** dans toute leur splendeur, partez à la découverte de ses chefs-d'œuvre emblématiques. Commencez votre voyage par la célèbre **Sainte-Sophie du VIe siècle**, dont le nom signifie « Sainte Sagesse », puis laissez-vous porter par les échos des chars de course sur la **place Sultanahmet**, qui accueillait autrefois le légendaire **Hippodrome de Constantinople**. Admirez ensuite la grandeur de l'Empire ottoman au **palais de Topkapı** datant du XVe siècle, avant de vous perdre dans les ruelles pavées du **Grand Bazar**.

Conseil local :

Pour découvrir le style incomparable d'Istanbul, flânez dans les boutiques de mode et de design des quartiers de **Nişantaşı** et **Galata**. Terminez votre journée par un repas dans l'un des restaurants de la ville récemment récompensés d'une **étoile Michelin**.

SUR LES TRACES DE L'HÉRITAGE OTTOMAN

À seulement trois heures de route d'Istanbul se trouve **Bursa**, ville qui fut la première capitale de l'Empire ottoman au XIVe siècle. Ici, des monuments remarquables vous attendent. En vous promenant dans le **bazar historique de la soie de Bursa (Koza Han)**, le parfum des châtaignes grillées emplit l'air et rappelle l'époque où les marchands échangeaient à la fois de la soie et des histoires mémorables. Du superbe **dôme octogonal de Yeşil Türbe (le Tombeau Vert)**, orné de magnifiques carreaux verts, aux lieux de repos paisibles d'**Osman et Orhan**, en passant par l'emblématique **Ulucami (Grande Mosquée)**, précurseur architectural de toutes les mosquées ottomanes, la ville raconte discrètement les débuts de la dynastie ottomane. Vous pourrez également découvrir un patrimoine artistique unique, notamment les fascinants motifs de **l'ebru**, l'art turc du marbrage, et les spectacles captivants de **Karagöz**, le théâtre traditionnel d'ombres, tous deux inscrits au **patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO**.

Après avoir exploré Bursa, prenez la route vers **Cumalıkızık**, un charmant village ottoman aux pittoresques maisons en bois. Ce village offre une représentation authentique de la vie rurale près de la première capitale ottomane telle qu'elle pouvait apparaître au XIVe siècle.

Conseil local :

Ne quittez pas Bursa sans goûter l'**İskender kebap**, nappé de beurre fondu et de yaourt acidulé, un véritable festin digne d'un sultan. Pour des souvenirs uniques,


La cité antique d'Aphrodisias, Aydın

découvrez les célèbres **carreaux d'İznik**, fabriqués dans cette ville historique au bord du lac située à seulement 80 km de Bursa. Classée **Cittaslow** et membre de la **Route européenne de la céramique**, İznik constitue une excursion idéale riche en histoire et en savoir-faire.

PARCOURIR LES SPLENDEURS DE L'ÉGÉE

Aucune visite en Türkiye ne serait complète sans un voyage vers son célèbre sud. Ici, des plages baignées de soleil et des baies turquoise immaculées se nichent sous des collines couvertes de pins, tandis que certains des villages et stations balnéaires les plus pittoresques du pays célèbrent un art de vivre détendu. Et quoi de mieux pour découvrir les merveilles de la **côte égéenne**

que de cocher quelques autres sites du patrimoine mondial de l'UNESCO sur votre liste ? Commencez votre voyage à **Troie**, située à 30 km au sud-ouest de **Çanakkale**, où les échos de l'**Iliade d'Homère** prennent vie parmi les ruines antiques. Le **musée de Troie**, à l'architecture moderne, retrace les **5 000 ans d'histoire de la ville**, avec des expositions captivantes qui donnent vie à l'âge du bronze. En vous promenant le long du front de mer de Çanakkale, vous verrez le célèbre **cheval de Troie en bois** utilisé dans le film hollywoodien du même nom, symbole du siège mythique de Troie déclenché par l'amour légendaire entre **Hélène et Pâris**.

Plus au sud, près d'**İzmir**, d'autres merveilles vous attendent. La **péninsule de Çeşme** attire les vacanciers turcs et les amateurs de gastronomie dans ses charmantes villes et leurs beach clubs, centres de surf, restaurants étoilés Michelin et domaines viticoles. Pendant ce temps, **Pergame** et **Éphèse** séduisent les passionnés d'histoire. À Pergame, un téléphérique vous conduit jusqu'à l'impressionnante **acropole perchée sur la colline**, où la **bibliothèque de Pergame** rivalisait autrefois avec celle d'Alexandrie avec plus de **200 000 volumes**. Le **sanctuaire d'Asclépios**, situé dans une vallée paisible, était l'un des plus importants centres de guérison du monde antique.

Éphèse, quant à elle, offre un aperçu exceptionnel d'une métropole antique prospère sous domination romaine. Ses rues de marbre mènent à la **bibliothèque de Celsus** et au **grand théâtre**, tandis que les vestiges d'une villa en terrasse révèlent le mode de vie luxueux de ses habitants. Le **temple d'Artémis**, l'une des **sept merveilles du monde antique**, rendit autrefois la ville célèbre et attira des pèlerins de toute la Méditerranée. Aujourd'hui, cet esprit de pèlerinage se poursuit à la **Maison de la Vierge Marie**, considérée comme sa dernière résidence.

Conseil local :

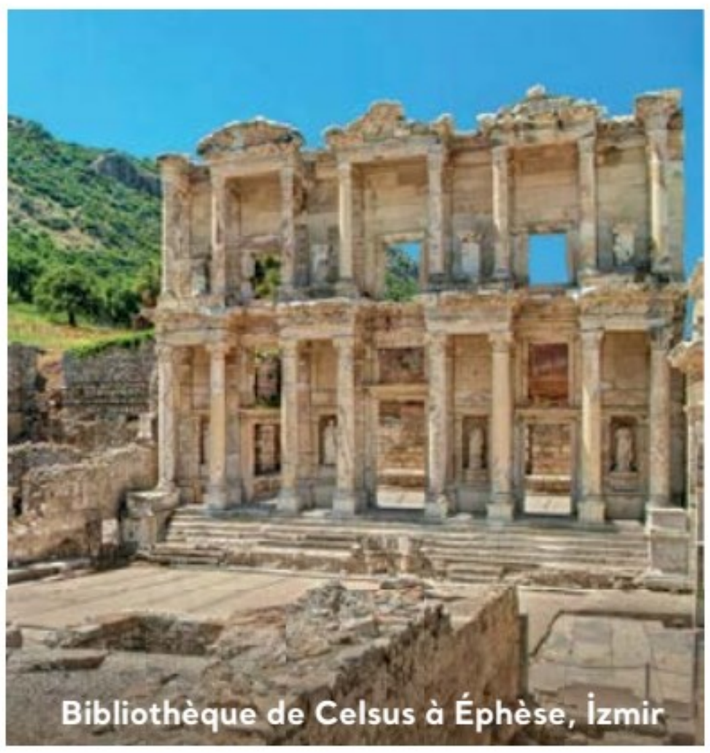
À Çanakkale, goûtez au **peynir helvası (halva au fromage)**. Puis dirigez-vous vers **Assos**, ancienne cité devenue station balnéaire prisée. Après avoir exploré Éphèse, dégustez un verre de vin local à **Şirince**, un village de montagne pittoresque réputé pour ses vignobles.

TRAVERSER LE CŒUR DE L'ANATOLIE

En vous dirigeant vers l'intérieur des terres depuis la côte égéenne vers l'Anatolie centrale, un paysage spectaculaire apparaît, marqué par des formations volcaniques naturelles et des merveilles antiques. La **Cappadoce** est la plus célèbre de ces régions. Vous pouvez vous lever au lever du soleil et survoler ces paysages presque irréels lors d'un **vol en montgolfière**. Sous la surface se trouve un réseau de **villes souterraines**, tandis qu'au-dessus se dressent les célèbres **cheminées de fées** et des **églises rupestres des Xe et XIe siècles** ornées de fresques. Classée **patrimoine mondial de l'UNESCO en 1985**, la **vallée de Göreme et les sites rupestres de Cappadoce** offrent une expérience inoubliable.

Conseil local :

Séjournez dans un **hôtel troglodyte de luxe à Ürgüp**, **Uçhisar ou Göreme** et profitez d'un petit-déjeuner turc avec vue sur la vallée. Essayez également un **atelier de poterie à Avanos**, où les artisans façonnent l'argile de la rivière **Kızılırmak** depuis des millénaires.


Bibliothèque de Celsus à Éphèse, İzmir


Göbeklitepe, Şanlıurfa

Le sol volcanique de la Cappadoce permet aussi la culture du raisin **Emir**, utilisé pour produire d'excellents vins blancs.

EXPLORER LES PROVINCES DU SUD-EST

Avant la découverte de **Göbeklitepe** près de **Şanlıurfa** en 1995, on pensait que seules les civilisations agricoles avancées pouvaient construire des monuments monumentaux. Göbeklitepe a bouleversé cette idée. Ce complexe cérémoniel vieux de **12 000 ans**, plus ancien que les pyramides d'Égypte et Stonehenge, réécrit l'histoire de l'humanité. Il présente d'immenses **piliers en forme de T** qui témoignent des premiers pas de l'humanité vers l'agriculture.

Une randonnée jusqu'au **mont Nemrut** constitue également une étape incontournable. Après une route d'environ **1 h 30 depuis Şanlıurfa** et une marche panoramique d'1 à 2 heures, vous atteindrez le sommet où se trouve le **tumulus funéraire monumental du roi Antiochos Ier de Commagène**. Autour du tumulus se dressent d'immenses **têtes de pierre de dieux et de gardiens** dominant le plateau anatolien. Le sommet de la montagne, illuminé par les couleurs flamboyantes du lever du soleil, offre une récompense inoubliable.

Conseil local :

Associez votre visite de Göbeklitepe à une dégustation des célèbres **kebabs de Şanlıurfa** et terminez la journée par une **soirée traditionnelle de musique et de récits appelée « sıra gecesi »**, également inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. En redescendant du mont Nemrut, arrêtez-vous dans le village de **Kahta** pour goûter le miel des hauts plateaux d'Adıyaman et découvrir l'artisanat local.


Les travertins de Pamukkale, Denizli


Le mont Nemrut, Adıyaman

6 AUTRES TRÉSORS À DÉCOUVRIR

Les sculptures d'Aphrodisias
Entre le Ier et le Ve siècle, les riches citoyens romains commandaient leurs sculptures en marbre aux célèbres artistes d'Aphrodisias.

Une ville thermale antique
Détendez-vous dans les eaux thermales de **Hiérapolis**, station thermale du IIe siècle encore active aujourd'hui, puis admirez les **travertins de Pamukkale**, où des sources chaudes forment de superbes bassins blancs en cascade.

Les maisons de Safranbolu
Passez la nuit dans une demeure traditionnelle restaurée à Safranbolu, aujourd'hui transformée en hôtel boutique.

Une déesse mère vieille de 8 000 ans
Le site néolithique de **Çatalhöyük** est célèbre pour ses figurines féminines représentant probablement la **déesse mère de la fertilité**.

Le premier traité de paix du monde
Les **Hittites**, dont la capitale était **Hattusa**, sont connus pour le **traité de Kadesh**, premier traité de paix de l'histoire.

Sardes et Bin Tepe
Situé dans la vallée fertile de l'Hermus en Anatolie occidentale, **Sardes** est l'un des paysages archéologiques les plus remarquables de la région.

SCANNER LE QR CODE
pour découvrir les 22 sites du patrimoine mondial de l'UNESCO en Türkiye

Portfolio

1966, la tempête rouge

Pour sauver son pouvoir, Mao déclenche, le 16 mai, une révolution… de masse.

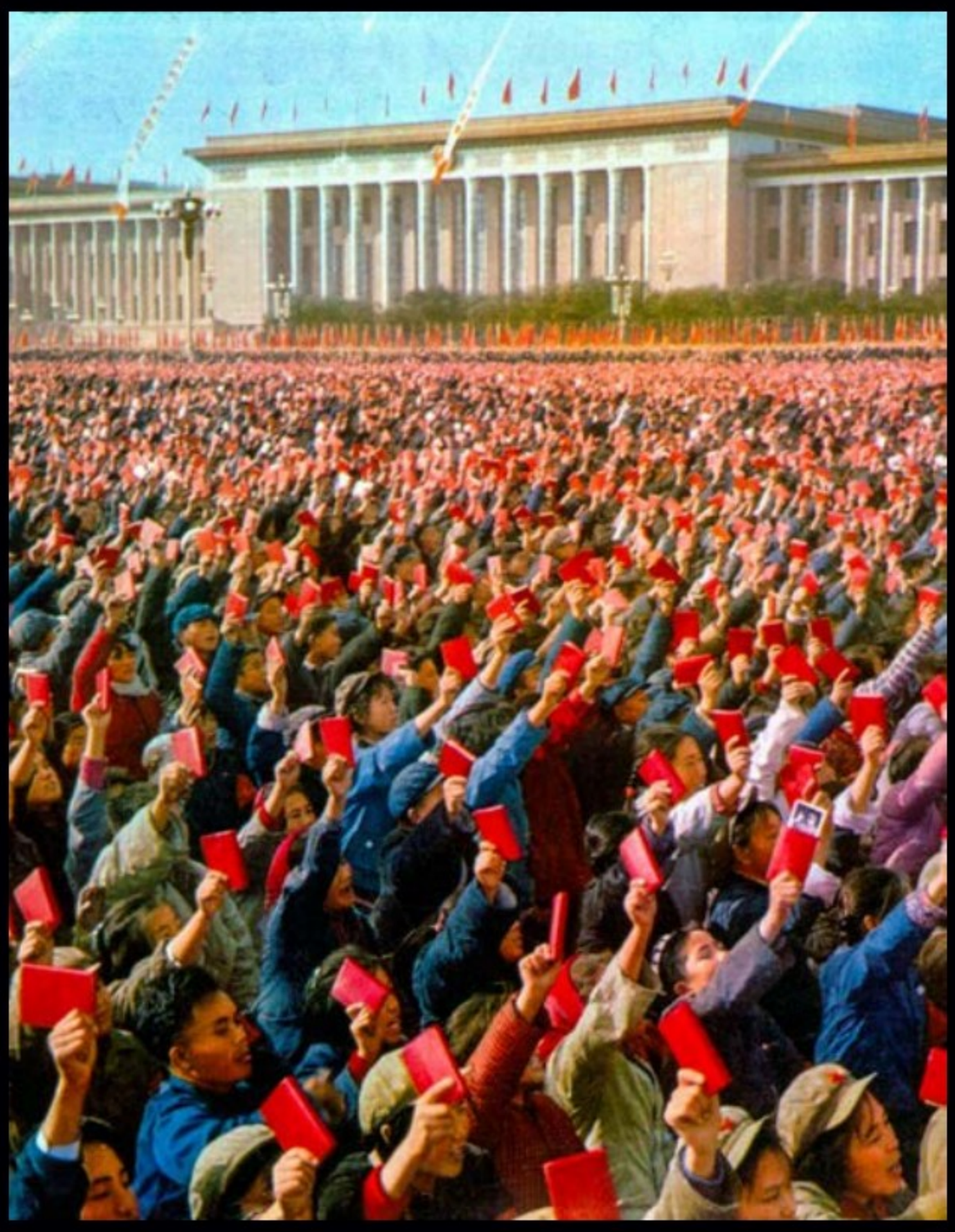


ROLAND-SABRINA MICHAUD/RAPHO

LOOK AND LEARN/BRIDGEMAN IMAGES

Stratège Sorti politiquement très affaibli après l'échec de sa réforme économique, dite du Grand Bond en avant (1958-1962) – qui a provoqué une famine causant entre 15 et 55 millions de morts –, Mao mobilise la jeunesse (les Gardes rouges) pour éliminer ses rivaux politiques.

Programme « Citoyens du monde entier, levez-vous ! Renversez l'impérialisme américain ! Éradiquez la corruption ! Renversez les contre-révolutionnaires dans tous les pays […] ». La « révolution » repose sur une forme de paranoïa, dénonçant l'ennemi extérieur et intérieur.



© LEONARD DE SELVA/BRIDGEMAN IMAGES



© LEONARD DE SELVA/BRIDGEMAN IMAGES

Lignes de front En 1964, Lin Biao (un fidèle qui sera éliminé en 1971) publie un recueil de pensées de Mao, *Citations du président Mao Zedong* ou *Petit Livre rouge*. Chaque citoyen chinois est tenu de lire et méditer les 33 chapitres de l'ouvrage, tiré à plusieurs milliards d'exemplaires. Une citation reflétant l'esprit de l'opuscule : « Il n'y a pas de construction sans destruction. La destruction signifie la critique et le rejet ; elle signifie la révolution. » À g., des étudiants place Tian'anmen (1967) ; à dr., des paysans en 1968.



© WWW.BRIDGEMANART.COM

Aube rouge La Chine multimillénaire doit se réformer sous la férule de Mao : « Encouragez les mariages tardifs, planifiez vos naissances, travaillez dur pour la nouvelle ère », proclame le texte de cette affiche publiée par le groupe de contrôle des naissances de la ville de Wuchang. Des mesures qui se veulent les ingrédients des lendemains qui chantent… vraiment ?

© EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES



Nettoyage Les Gardes rouges – de jeunes militants fanatiques, principalement des étudiants et des lycéens – traquent tous les suspects accusés d'être « contre-révolutionnaires », spécialement les intellectuels et cadres du Parti… Le coupable, coiffé d'un chapeau conique sur lequel est généralement inscrit en gros caractères rouges : « Ennemi du peuple », est souvent accusé d'avoir lu des livres étrangers ou enseigné des idées « bourgeoises ». Les Gardes l'obligent à se courber, dans une position humiliante.



JANINE NIEPCE /ROGER-VIOLLET

Mao et débats Les événements chinois fascinent toute une génération d'intellectuels français : Louis Althusser, Roland Barthes, Julia Kristeva, Philippe Sollers (directeur de la revue *Tel Quel*, fer de lance du maoïsme culturel), Michel Foucault, Alain Badiou, Jean-Luc Godard (qui réalise *La Chinoise* en 1967, un film qui suit les tribulations d'étudiants parisiens marxistes, lecteurs de Mao)… À la Sorbonne, en mai 1968, on affiche les pensées de Mao sous le portrait du Grand Timonier (ci-dessus). Jean-Paul Sartre (avec, au fond, Simone de Beauvoir) manifeste devant les locaux de *La Cause du Peuple* – journal officiel de la Gauche prolétarienne, organisation maoïste française créée en 1968 (ci-contre). Quant à la Chine, ses dirigeants qualifieront, en 1981, la Révolution culturelle de « grave erreur »…



BRUNO BARBEY/MAGNUM PHOTOS

Boris GOLZIO
Lili KELLER ROSENBERG

Lili
TOUJOURS DEBOUT JUSQU'AU BOUT !

De RAVENSBRÜCK
à BERGEN-BELSEN

Le témoignage poignant et nécessaire de Lili, survivante des camps de la mort.

« Je dois transmettre la mémoire de cette réalité abominable que j'ai vécue, que des millions d'humains ont vécue. »
Lili Keller-Rosenberg

© Éditions Glénat 2026

Glénat **BD DISPONIBLE**

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR VÉRONIQUE DUMAS



CHRISTIAN MILET/CHÂTEAU DE VERSAILLES/SP

Remeubler Versailles, un défi

Recréation. Depuis la mi-avril, les visiteurs du château de Versailles peuvent admirer le lit de la chambre privée de Louis XVI, recréé de toutes pièces selon les techniques du XVIIIe siècle. Mais comment remeubler sans perdre en authenticité ? Les réponses de Laurent Salomé, directeur du musée national des châteaux de Versailles et de Trianon depuis 2016.

HISTORIA – Vous avez récemment recréé le lit de la chambre privée de Louis XVI, détruit pendant la Révolution. Sur quelles sources s'appuyer pour ne rien sacrifier à l'authenticité du lieu?

Laurent Salomé – Le recours aux archives dépend du projet. Dans ce cas précis, il n'y avait pas de sources figurées avec des schémas, des dessins, seulement des sources écrites, à savoir le mémoire du sculpteur Pierre-Edme Babel (v. 1720-1775), conservé aux Archives nationales. Le texte décrit très précisément chaque dimension, chaque élément de décor, car cela lui servait à argumenter son mémoire, qui n'est qu'un document comptable.

Combien de temps ce programme a-t-il mûri?

C'est un projet très ancien: il a pris la suite de celui d'aménagement de la chambre de la Reine, achevé à la fin des années 1970. C'est à partir de 1985 qu'a commencé le long travail de tissage: c'est donc un projet



DIDIER SAULNIER/CHÂTEAU DE VERSAILLES/SP

vieux de quarante ans ! Mais quarante années d'études ne signifient pas pour autant quarante ans de travail continu : il y a eu des moments de réflexion, d'échange, de concertation.

Quels savoir-faire doit-on mobiliser pour mener à bien une telle entreprise ?

Nous avons fait travailler plusieurs métiers d'art qui ont besoin de ces projets pour exister : le tissage à bras, la broderie, la passementerie, en faisant appel à des maisons traditionnelles qui disposent d'un savoir-faire ancestral en la matière. Mais c'est véritablement la sculpture du lit monumental qui a emporté la décision finale. On a longtemps pensé faire le minimum en cernant le lit d'un rideau d'entour, mais nous avons finalement trouvé une équipe formidable pour restituer l'objet. On croit vraiment qu'il arrive du XVIIIe siècle.

À quoi sert un tel chantier, au-delà du fait de compléter le parcours d'exposition ?

C'est, avant tout, une nouvelle méthode de recherche. En effet, les sources uniquement descriptives dans les archives ont nourri un processus de dialogue permanent entre les historiens, les conservateurs et les différents artisans *(en photo, ci-dessous la reproduction de la sculpture* Pélican se saignant pour nourrir ses petits *couronnant le lit royal).*

À travers ces réaménagements, quelle image de Versailles veut-on donner ?

Ce projet s'inscrit dans la lignée de la « résurrection permanente » de Versailles, enclenchée depuis le XIXe siècle avec Louis-Philippe puis avec le conservateur Pierre de Nolhac au début du XXe siècle, lequel chercha à réunir les meubles originaux dispersés à travers le monde… On ne veut pas « faire du faux », la restitution s'impose seulement en quelques cas bien précis – comme lorsque nous avons reproduit certaines torchères de la galerie des Glaces pour compléter la collection.

Quels ont été les principaux défis rencontrés lors de cette restauration ?

L'un des plus gros défis a été le tissage, du fait de l'ampleur du travail demandé et du coût que cela impliquait – nous utilisons beaucoup de fil d'or… Le fait de sculpter un lit monumental à partir de simples descriptions a suscité beaucoup de questionnements. Nous avons pesé toutes les inconnues en utilisant, pour les comparer, des objets de la même époque, ainsi que des travaux contemporains d'artisans au service de la Couronne. Le plus gros défi consistait à recréer de toutes pièces un objet d'art sans s'appuyer sur le moindre dessin : il fallait de l'audace ! **PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS MÉRA**



DIDIER SAULNIER/CHÂTEAU DE VERSAILLES/SP

Le mot du mois de

Virginie Girod



Capitulation

La capitulation est un traité qui établit la fin d'un conflit entre deux belligérants. L'un a pris le dessus militairement, l'autre se rend. Il s'agit d'une paix entre militaires alors qu'un armistice est politique – en juin 1940, Pétain, en tant que chef du gouvernement et non en sa qualité de maréchal, a demandé l'armistice. Ainsi, le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie, après avoir mis l'Europe à feu et à sang, capitule face aux Alliés. Le IIIe Reich s'affaiblissait depuis 1941, après l'ouverture du front contre l'URSS. La réussite du débarquement sur les plages normandes à l'été 1944 était un nouveau clou dans le cercueil des nazis. Le 30 avril 1945, alors que la bataille de Berlin est à l'évidence déjà perdue, Hitler se suicide. Goebbels lui succède brièvement et suit son exemple le lendemain. Le grand amiral Dönitz est désormais à la tête d'un pays en ruine. Il faut capituler.

Le 8 mai, à 2 h 41 du matin, au QG américain de Reims, le général de la Wehrmacht, Alfred Jodl, signe l'acte de capitulation de l'Allemagne face au général américain Bedell Smith, au commandant soviétique Sousloparov et au général français Sevez qui, pour des raisons diplomatiques, a le droit de contresigner l'acte bien que la France ne soit plus en guerre depuis cinq ans. Cependant, les Russes veulent mettre en scène une seconde capitulation à Berlin, sur le territoire qu'ils ont eux-mêmes libéré. À 1 heure du matin le 9 mai, le maréchal Joukov reçoit les délégations des pays concernés. Le général de Lattre de Tassigny pique une colère car il n'y a pas de drapeau français au mur. Il faut en coudre un en urgence avec des chiffons ! Cette fois, le maréchal Keitel et l'amiral von Friedeburg signent la capitulation de l'Allemagne. Voilà pourquoi à l'ouest de l'Europe, nous fêtons la fin de la capitulation le 8 mai, et en Russie, le 9 mai.

Le patrimoine, cible de guerre

Crise. Malgré une convention les protégeant, les sites culturels restent menacés par les conflits.

Depuis 1954, la convention de La Haye oblige les belligérants à épargner le patrimoine situé dans le périmètre du conflit. Dans les faits, cependant, ces directives restent difficiles à appliquer. Depuis l'ouverture des hostilités au Moyen-Orient, le 28 février dernier, plusieurs sites culturels majeurs ont été endommagés, notamment le palais du Golestan (Iran), la Ville blanche de Tel-Aviv (Israël) et Tyr (Liban) – tous inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco. Plusieurs centaines d'autres sont en péril; c'est le cas, par exemple, du musée du Louvre-Abu Dhabi…

Ratifiée le 14 mai 1954, la convention de La Haye oblige les belligérants à assurer la conservation des monuments, sites archéologiques, centres d'archives, musées et ouvrages d'art – identifiés au préalable par un écusson distinctif, un «bouclier bleu» – afin de décourager toute destruction ou pillage. Dans les faits, le texte bute sur les réalités du terrain. Les destructions de Dubrovnik au début des années 1990 ou des mausolées de Tombouctou en 2012 rappellent que les atteintes au patrimoine culturel sont souvent une conséquence inévitable de la guerre, voire un objectif stratégique. «Le patrimoine fait parfois l'objet d'une instrumentalisation par les groupes armés», relève Valéry Freland, directeur exécutif de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine culturel en danger (Aliph), principal fonds mondial dédié à la protection du patrimoine dans les zones en conflit. «Les groupes terroristes utilisent souvent le patrimoine pour se cacher: on l'a vu dans la vieille ville de Mossoul dans les années 2010. Le bouclier bleu peut signaler un site à protéger, mais il y a le risque qu'il signale aussi une cible patrimoniale.»



GETTY IMAGES/AFP

Fureur Le 3 mars dernier, des frappes aériennes ont endommagé le palais du Golestan (Téhéran), dont les premières pierres ont été posées au XVIe s., plusieurs fois rénové et reconstruit au XIXe s. Depuis 2013, cette résidence royale est inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.

Punir les coupables

En outre, soulignent les experts, la convention de 1954 est limitée par les moyens à disposition des signataires. «Il y a un manque de moyens financiers, mais surtout de personnels formés sur le terrain, insiste Valéry Freland. Je pense que le texte de 1954 doit être revu à l'aune des conflits de ces dernières années, retravaillé afin de renforcer sa portée. On doit considérer que le patrimoine est essentiel, et non secondaire, car il est une partie de l'âme humaine.» «La convention de 1954 repose aussi sur la préparation à la protection du patrimoine en temps de paix, complète Elsa Urtizverea, cheffe de projet à l'Aliph. C'est-à-dire la formation des personnels, les restitutions 3D, la mise en place de protocoles d'urgence… C'est un aspect assez négligé. Par ailleurs, de telles dispositions exigent également une transposition dans le droit national.»

De toute évidence, s'ils n'empêchent pas les dommages causés aux sites culturels, au moins les protocoles de La Haye, renforcés par la résolution 2347 de l'ONU qui assimile depuis 2017 «toute destruction délibérée du patrimoine» à un crime de guerre, imposent une sanction aux individus reconnus coupables de ces destructions. «La convention gagne à être regardée comme un outil de dissuasion et non une force d'interposition», tranche Julien Anfruns, avocat spécialisé dans les questions culturelles et ancien membre du Conseil d'État. «Une fois que le conflit sera terminé, les responsables qui auraient perpétré ces actes seront hautement susceptibles d'être condamnés par la justice internationale.» Reste à savoir quelles œuvres, d'ici là, seront encore debout. **N. M.**

Au paléolithique, l'âge du charbon

Préhistoire. Les peintures noires des grottes ornées de Dordogne sont réalisées, comme à Lascaux, avec des préparations à base de manganèse, interdisant toute datation directe par le radiocarbone. Il restait un espoir, car dans d'autres régions, les artistes ont d'abord réalisé des esquisses au charbon. C'est pourquoi des analyses ont été pratiquées dans la grotte de Font-de-Gaume : c'était bien le cas ! Cerise sur le gâteau : certaines figures, comme un bison très stylisé *(ci-dessous)* et un « masque » (visage mi-humain, mi-animal), furent entièrement réalisées au charbon. Leur datation a livré des dates de réalisation autour de 13 000 ans (pour le bison) et entre 15 000 et 9 000 ans pour le « masque », réalisé sans doute en plusieurs fois. Ces dates très étonnantes (on attendait 16 000 ans pour le bison) doivent encore être expliquées, peut-être une pollution par le carbone des graffitis modernes, nombreux dans la cavité. On espère que d'autres prélèvements seront tentés à d'autres endroits. **ROMAIN PIGEAUD**



KEYSTONE-FRANCE



GALLICA/BNF

Gargantuesque Claude Louis Delair exploite les prouesses de son estomac, avalant et régurgitant poissons et grenouilles vivants arrosés de litres d'eau et de bière !

Un gosier exceptionnel

Parmi les histoires insolites de la collection de Gallica, arrêtons-nous ce mois-ci sur celle de l'« Homme aquarium ». Cette affiche, éditée à Hambourg en 1913, représente l'artiste Mac Norton aussi appelé l'« Avaleur de grenouilles et de poissons ». Né en 1876, Claude Louis Delair, de son vrai nom, commence sa carrière comme chanteur dans des cabarets parisiens sous le pseudonyme du Lilyonnais avant de faire de sa spécificité anatomique son fonds de commerce. En effet, il se rend compte très tôt dans sa jeunesse qu'il possède une capacité exceptionnelle à intégrer des aliments et les régurgiter sans mal. Au début du XXe siècle, les bêtes de foire et autres hommes de force font les beaux jours des cirques et spectacles populaires. C'est à cette période que Mac Norton muscle ses organes et s'entraîne à recracher toutes sortes de choses, y compris des animaux, afin de mettre au point le numéro qui lui apportera une petite célébrité : l'« Homme aquarium ». Dans ce numéro, Mac Norton avale successivement bières, grenouilles et poissons et les régurgite quelques instants plus tard devant un public surpris qui découvre alors que les animaux sont toujours vivants ! Cette prouesse repose sur une maîtrise exceptionnelle de l'estomac et de l'œsophage qui intrigue les médecins de l'époque. Les organes de Mac Norton sont auscultés sous toutes les coutures mais les résultats des analyses de son estomac ne révèlent qu'un aspect souple et musclé de l'organe. Mac Norton restera une énigme pour la médecine et continuera à épater la galerie en vomissant poissons et grenouilles. FANNY VERDIER

Corée du Sud. L'heure de la revanche

Soft power. **Le «Pays du matin calme», longtemps relégué derrière la Chine et le Japon, enchante le monde et Paris.**



Décidément, la mode coréenne ne fléchit pas. Après les séries télévisées, le cinéma et la K[orean]-pop, les jeux vidéo et les webtoons (bandes dessinées en ligne), la K-food et la K-fashion, voici venu le temps de la K-beauty, la nouvelle mouture des «produits en "K"». De fait, depuis que la Corée du Sud est devenue le deuxième pôle cosmétique au monde, il n'est plus question que de ses fards, de ses masques hydratants et de ses opérations esthétiques. C'est notamment le cas en France, où les magasins féminins s'enthousiasment et où des boutiques de K-Beauty fleurissent un peu partout. À telle enseigne que le prestigieux musée national des Arts asiatiques a décidé de consacrer une exposition au phénomène.

Ce qui frappe avec cet engouement pour la K-beauty, c'est l'ampleur internationale et la rapidité de la vague coréenne. Lancée en Asie il y a moins de trente ans, elle s'est mondialisée à l'été 2012 grâce au *Gangnam style*, l'inénarrable clip musical du chanteur Psy. Depuis, elle s'est imposée durant la pandémie de Covid avec ses concerts en ligne et ses séries glauques, relayées par la plateforme Netflix, comme le terrible *Squid game*, et a investi les réseaux sociaux qui captivent la jeunesse. Pour cette petite péninsule, longtemps assignée à ses malheurs et à sa frénésie laborieuse, une telle réussite s'avère une revanche magistrale.

Dynamisme et invention

Or, la vague coréenne parachève cette réussite sans exemple. Ravagé par la guerre froide qui divise la péninsule, le Sud passe au sortir de la guerre de Corée (1950-1953) pour «plus pauvre que le Ghana». Pour redresser la barre, des groupes comme Samsung, Hyundai ou LG, largement subventionnés par les pouvoirs publics, parient sur une industrialisation à marche forcée, stimulée par l'exporta-

BERZANE NASSER/ABC/ANDIA.FR

HEINKUHN OH, COURTESY OF THE ARTIST/SP

1



COLL. OF NATIONAL MUSEUM OF MODERN AND CONTEMPORARY ART KOREA-COURTESY OF THE ARTIST FAMILY/SP

2



3



tion et le dumping social. Un demi-siècle plus tard, le succès dépasse toutes les espérances. La Corée du Sud a rejoint le club des pays les plus riches de la planète. Forte de cette expertise industrielle, dans le domaine numérique notamment – semi-conducteurs, ordinateurs et smartphones –, le pays décide au tournant du siècle de doter les contenants de contenus: il mise sur l'audiovisuel, images, sons et jeux vidéo, puis sur leurs produits qu'ils mettent en scène, alimentation, mode et cosmétiques. Profitables en elles-mêmes – 100 milliards d'euros en 2025, soit 4 % du PIB –, ces «technologies culturelles», comme on les appelle à Séoul, dopent l'industrie coréenne et notamment les automobiles et l'électroménager, à grands coups de stratégie marketing et de placements de produits. En somme, déjà réputée pour sa qualité, la «marque Corée» est devenue désirable.

Mais la vague coréenne s'affirme aussi comme une revanche politique. Longtemps inféodé à la culture chinoise, cruellement colonisé par le Japon (1910-1945), converti au modèle libéral et en conflit permanent avec la Corée du Nord, le Sud ne s'appartenait plus. La vague coréenne qui promeut sans complexe la langue, la culture et les mœurs du pays lui restitue son originalité. Désormais dotée d'un soft power aussi dynamique qu'inventif, elle concurrence ses puissants voisins et exaspère Pyongyang qui craint que sa jeunesse ne tombe sous le charme.

Ni Hollywood ni Pékin

En outre, vague coréenne et démocratie ne vont pas l'une sans l'autre. Assujettis quatre décennies durant à une dictature effrayante, les Sud-Coréens ont mis à profit les jeux Olympiques de Séoul (1988) pour la renverser. Enfin libres, ils ont troqué un nationalisme confucéen et conservateur contre une movida créative, avide de s'amuser et de surprendre le monde. C'est cette «démocratie cool» qu'en émule trumpiste l'ex-président Yoon a cru pouvoir renverser en décembre 2024. En vain! Au son des tubes de K-pop, des manifestations éclatent dans tout le pays, repoussant le coup d'État. Pour reprendre la formule du nouveau président élu, la «K-démocratie» a triomphé.

C'est cette double dynamique, économique et politique, qui contribue à mondialiser la vague coréenne. Résolument mercantile, jouant la carte d'un glamour à la portée de toutes les bourses, elle incite sans vergogne à la consommation, en produits coréens bien sûr, mais aussi en marques internationales. Servie par sa notoriété, décuplée auprès des jeunes par les réseaux sociaux, la Corée s'est en effet muée en nation influenceuse, à l'exemple du girls-band Black pink, formé en 2016.

Mais la génération Z projette aussi dans la vague en K ses valeurs et ses doutes, qu'il s'agisse de son désir d'appartenance, que comblent les fan-clubs et les forums participatifs, de sa méfiance envers le monde des adultes, qu'incarne la mode des K-zombies, de son rejet des mastodontes culturels, Hollywood, le Japon ou la Chine, qui confond encore culture et propagande, ou encore de son penchant pour la tolérance et pour l'hybridation. En un mot, ludique, frivole et kitsch, la vague coréenne n'en lance pas moins un appel à la liberté. PASCAL DAYEZ-BURGEON

OK pour K Entre tradition et icônes pop, l'esthétisme coréen fait des émules. (1) *Femme*, par Kim Insoong (1966) ; (2)Lisa, du groupe de K-pop Black Pink ; (3) trois jeunes hommes devant le Bogwang Karaoke en 1993 ; (4) les idoles virtuelles du groupe Plave ; (5) un paysage culturel varié à découvrir au musée Guimet.

VLAST CO, LTD ALL RIGHTS RESERVED/SP



DMITRY KOSTYUKOV/MUSÉE GUIMET/SP



Cannes. 80 ans de rêve sur grand écran

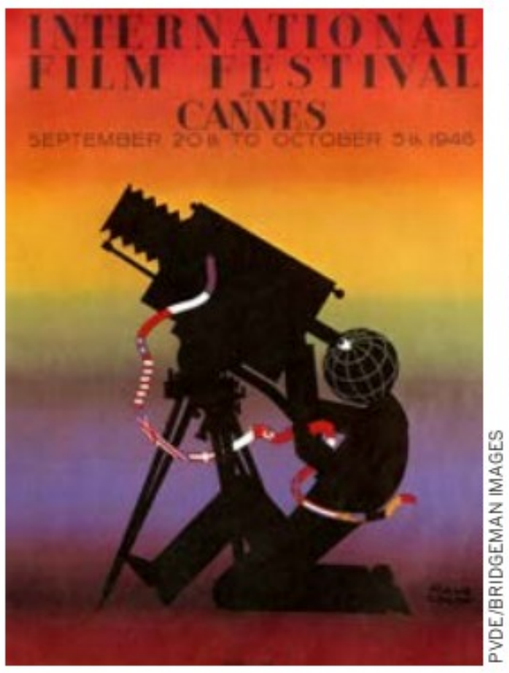
Cinéma. Au sortir de la guerre, en 1946, le Festival écrit la première page de sa légende, entre luxe, starlettes… et projections catastrophiques !



AGIP/BRIDGEMAN IMAGES

Bout d'essai Georges Huisman (futur président du jury en 1946, à g.), Louis Lumière (2e en partant de la dr.) préparent en cet été 1939 à Monte-Carlo la future manifestation cannoise dédiée au 7e Art, mais qui sera annulée pour cause d'invasion de la Pologne.

Le Festival de Cannes est créé à la fin des années 1930 pour imposer une grande manifestation «du monde libre», face à la Mostra de Venise, alors instrumentalisée par les régimes fasciste et nazi. Le diplomate Philippe Erlanger et le ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay, portent le projet destiné à voir le jour en 1939, en dépit des objections du Quai d'Orsay, qui craint de froisser Mussolini. Plusieurs villes d'accueil sont envisagées, avant que Cannes l'emporte en offrant des moyens financiers et un cadre mondain jugé emblématique du luxe français. À l'été 1939, la programmation est prête, les décorations installées et les stars invitées, mais la déclaration de guerre oblige à tout annuler.



PVDE/BRIDGEMAN IMAGES

À la Libération, Erlanger relance le dossier ; dans le contexte de la reconstruction, le festival peut certes apparaître comme une frivolité incongrue, mais il offre aussi un instrument de diplomatie culturelle et de réhabilitation de l'image de la France. La première édition aura lieu du 20 septembre au 5 octobre 1946 : l'événement est présenté comme un instrument de réconciliation internationale. Il s'inscrit dans un ensemble plus large d'initiatives qui doivent rappeler au monde le rôle et les valeurs de la France libérée. 21 pays participent, chaque État désignant son juré et ses films, ce qui rend la compétition assez symbolique ! Le ton officiel est pacifiste et orienté vers la «compréhension entre les pays participants». Le festival attribue un prix par pays représenté. Il n'existe pas encore de Palme d'or, mais une série de grands prix répartis entre plusieurs films, dans une logique digne de «L'École des fans»… Plusieurs films sont distingués, notamment *La Bataille du rail*, de René Clément, illustrant la résistance au sein des chemins de fer français, qui sera souvent identifié à tort comme une Palme. *Rome, ville ouverte* (Roberto Rossellini), chef-d'œuvre néoréaliste, est souvent cité, lui, comme le grand prix du festival.

Faste et liberté

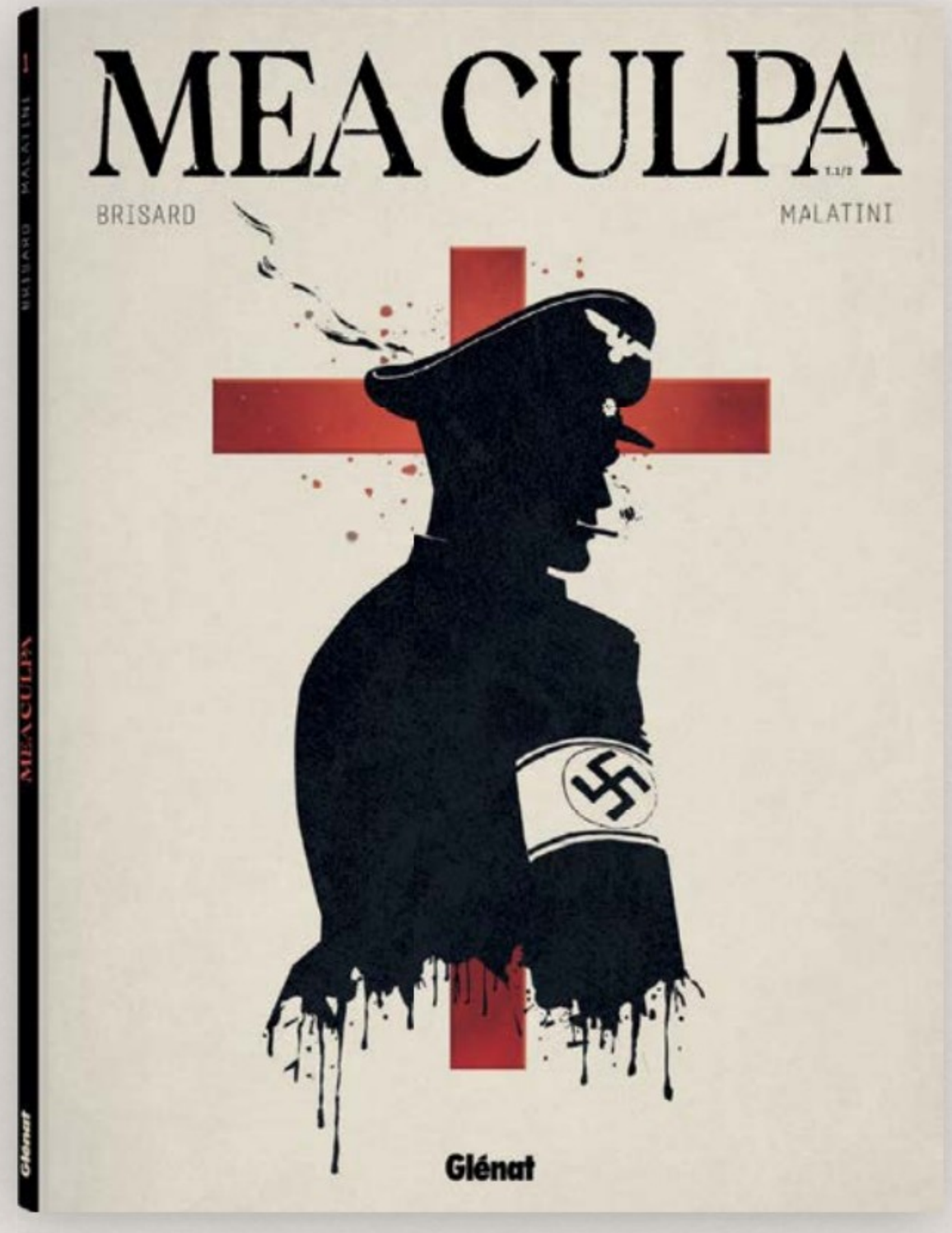
The Lost Weekend, de Billy Wilder, un drame sur l'alcoolisme, reçoit le prix d'interprétation masculine pour Ray Milland, sans laisser une mémoire vive dans la filmographie pourtant brillante de son réalisateur. Et comme tout le monde doit repartir satisfait, *Matricule 217*, de Mikhaïl Romm, obtient un grand prix de l'Association des auteurs de films, créé sur mesure pour intégrer le cinéma soviétique.

La légende du festival commence à s'écrire. Témoins et chroniqueurs décrivent Cannes comme une ville en état de fête permanente, avec ses stars arpentant la Croisette au milieu d'une foule mêlant curieux, journalistes et combattants fraîchement démobilisés. La presse évoque aussi les rumeurs de «gangsters de la Riviera». Les délégués soviétiques restent stupéfaits devant le faste cannois et la liberté des discussions. Mais l'édition 1946 «essuie les plâtres» d'une organisation qui va devoir se professionnaliser. Les récits de l'époque évoquent des projections catastrophiques : bobines passées à l'envers, films montés dans le mauvais ordre (comme *Les Enchaînés* de Hitchcock), qui déclenchent rires et sifflets. Les journalistes décrivent un festival surchargé, qui use aussi bien le matériel que ses équipes… Le désordre contribue paradoxalement au charme de cette première édition. Le règne de Cannes sur le cinéma international a commencé. **YANNICK DEHÉE**

PLONGEZ AU CŒUR DES LUTTES DE POUVOIR...







Michaël Prazan & Gabriel Andrade

Deux tyrans, deux destins parallèles, un même vertige : celui de l'orgueil démesuré et dévastateur.

TOME 1 DISPONIBLE

Jean-Christophe Brisard & Michael Malatini

“ Le Pape pense que notre Führer est un obstacle ? Nous allons lui montrer qui va se débarrasser de qui ! ”

TOME 1 DISPONIBLE



© Éditions Glénat 2026

Glénat

Récit

Charles le Téméraire, le fossoyeur de la Bourgogne

Le quatrième et dernier duc de Bourgogne a de grandes ambitions pour ses territoires, les « pays de par-deçà » et ceux de « par-delà », qu'il souhaite agrandir, réunir et pourquoi pas gouverner en tant que roi. Et il aime aussi beaucoup guerroyer. La conjonction des deux ne lui portera pas chance. PAR LAURENT VISSIÈRE



En janvier 1476, Charles (1433-1477), quatrième duc de Bourgogne, touche au sommet de sa puissance, sinon de sa gloire. Il vient de conquérir la Lorraine et semble en passe de constituer un vaste royaume, capable de rivaliser avec la France et l'Angleterre. Nul à cette date ne pourrait imaginer – et surtout pas ses astrologues qui lui promettent monts et merveilles – qu'il n'a plus qu'une année à vivre. Et qu'au terme de ces douze petits mois, il aurait perdu, outre sa vie, ses armées, ses États et sa réputation. Celui qui se fait surnommer le Hardi, parce qu'il aime la guerre, ou le Travaillant, parce qu'il ne prend jamais de repos, va recevoir l'infamant sobriquet de Téméraire… parce qu'il a trop compté sur sa bonne étoile. Mais, à bien y réfléchir, l'adjectif n'est-il pas encore trop doux pour un homme qui s'est vautré dans la démesure, le sang et la destruction?

Un duché vaste mais fragile

Charles est avant tout un héritier. Pendant près d'un demi-siècle, son père, Philippe le Bon (1396-1467), a présidé aux destinées de la Bourgogne. Sans être un grand stratège, le duc s'est montré un politique des plus subtils. Par la diplomatie, la ruse et l'intimidation, il a réussi à rassembler une immense série de territoires, répartis en deux ensembles distincts: les «pays de par-deçà», au nord (Flandres, Brabant, Hainaut, Hollande, Luxembourg…) et les «pays de par-delà», au sud (Bourgogne et Franche-Comté). Jouant habilement une politique de bascule •••



Superbe En 1474, richement harnaché, Charles fait à Dijon une « joyeuse entrée » dont témoigne ce portrait. Musée des Beaux-Arts de Dijon.

MANUEL COHEN/AURIMAGES



MEHDI BENYEZZAR



CCO WIKIMEDIA COMMONS

Bourgogne, père et fils Charles (1433-1477, ci-dessus, à dr.) reçoit de son père Philippe le Bon (1396-1467) un territoire vaste mais disparate, réparti en deux ensembles distincts : les « pays de par-deçà », au nord (Flandres, Brabant, Hainaut, Hollande, Luxembourg…) et les « pays de par-delà », au sud (Bourgogne et Franche-Comté). Recueil d'Arras (vers 1535-1573).

••• entre Français et Anglais pendant la guerre de Cent Ans, il s'est fort peu engagé militairement : en paix, ses pays ont ainsi prospéré. Philippe, qui aime le luxe, a attiré à lui les plus grands artistes de son temps et créé une cour fastueuse, que symbolise l'ordre de la Toison d'or. La cour de Bourgogne, qui brille de mille feux, suscite admiration et jalousie dans les pays alentour – à commencer, bien sûr, par la France. Sur le plan politique, l'ensemble bourguignon n'en demeure pas moins fragile. Il s'agit d'un conglomérat de territoires, dont chacun conserve jalousement sa langue et ses institutions. L'absence de continuité territoriale entre les « pays de par-deçà » et les « pays de par-delà » fragilise toute cette construction, qui ne repose en réalité que sur les épaules d'un seul homme. Enfin, même si le duc agit à sa guise, il n'en demeure pas moins le vassal du roi de France pour certaines provinces et de l'empereur pour les autres. Les contemporains ont pleinement conscience de ces problèmes que Philippe n'a pas su résoudre, et qu'il va donc laisser à son seul fils légitime, Charles.

Un royaume de Bourgogne ?

Né en 1433, Charles a reçu une excellente éducation, destinée à faire de lui un prince idéal selon les valeurs du temps, à la fois sage et vaillant. Le jeune homme ne s'entend guère avec son père vieillissant, qu'il va, dans les faits, supplanter à partir de 1465. Charles a pour objectif principal – il ne s'en cache pas – de transformer ses États en un royaume indépendant, dont il serait le maître incontesté. Son programme d'action peut se résumer à quelques idées fortes : unifier par la force les territoires « bourguignons » et réunir les « pays de par-deçà et de par-delà » (en annexant la Lorraine qui se trouve au centre), obtenir une indépendance totale vis-à-vis de la France et coiffer une couronne. Cette politique, il va la mener dès 1465, et, sans jamais reprendre son souffle, jusqu'à son trépas, en janvier 1477.

Charles pourrait dire, comme l'empereur Caligula : « Qu'on me haïsse pourvu qu'on me craigne ! » Il entend en effet établir un ordre de fer sur les

territoires qu'il contrôle et n'hésite pas à châtier sans la moindre pitié les rebelles. En 1466, il ordonne ainsi la destruction de la riche ville de Dinant, qui ne s'en remit jamais ; et deux ans plus tard, celle de Liège – une ville qui comptait alors près de 25 000 habitants –, incendiée d'abord, puis abandonnée à des équipes de démolisseurs. En croyant faire un exemple saisissant, il gagne surtout l'effroyable réputation d'un « destructeur de villes ». Il menacera d'en anéantir d'autres par la suite, comme Amiens, Beauvais, Neuss ou Nancy… C'est également par le feu et la terreur qu'il attaque la Lorraine et la confédération helvétique.

Orgueil et confusion

Dans sa soif d'indépendance, Charles refuse, comme son père, de prêter hommage au roi de France, et cherche même à le déstabiliser. En 1465, Charles attise ainsi le mécontentement des princes français contre un roi jugé trop autoritaire et fomente avec eux la ligue du Bien public – Louis XI ne reprend la main qu'à grand-peine. Trois ans plus tard, en 1468, le duc attire le roi dans un piège et le capture, l'obligeant à signer un traité qui favorise outrageusement la Bourgogne. La haine entre les deux hommes est totale et même « mortelle ». Le duc désire cependant plus que tout au monde une couronne, que seul l'empereur Frédéric III peut lui accorder. À l'automne 1473, les deux hommes se rencontrent à Trèves : Charles voudrait se faire reconnaître roi des Romains (ce qui ferait de lui le successeur de l'empereur) ou, tout au moins, recevoir le titre de « roi de Bourgogne ». Mais, avec beaucoup de maladresse, il écrase les princes allemands par sa morgue et son luxe tapageur ; et il les affole par ses ambitions sans limites. Inquiet, l'empereur finit par s'enfuir de la ville, en laissant en plan son interlocuteur.

Lorsqu'il prend les rênes du pouvoir, Charles hérite de l'appareil militaire de son père – une armée féodale, renforcée par les milices urbaines. Certes, le système a fait ses preuves, mais il ne tient pas la comparaison face à l'armée royale. Depuis les réformes de Charles VII, la France dispose d'une armée permanente et disciplinée. Lors de la guerre du Bien public (1465), elle a montré sa supériorité, et le duc de Bourgogne se lance, dès 1470, dans une vaste réforme militaire. Sans renoncer à la levée féodale, il crée, sur le modèle français, une vingtaine de compagnies d'ordonnance totalisant (en théorie) 20 000 hommes. Il dispose d'imposantes bandes d'artillerie et recrute aussi des mercenaires, notamment italiens et anglais.

Charles aime la guerre et, c'est revêtu du harnois qu'il va passer la majeure partie de son principat, entre 1467 et 1477. Il s'imagine un grand conquérant sur le modèle d'Alexandre, d'Hannibal ou de César. Dans la traduction qu'il commande de *La Guerre des Gaules*, on insiste sur la valeur des Belges par rapport au reste des •••



PHOTO JOSSE/LA COLLECTION

Pseudo-victoire La révolte du Bien public réunit des grands féodaux opposés à Louis XI et naturellement soutenus par le duc de Bourgogne. À Montlhéry, le 16 juillet 1465, Charles et le roi s'opposent lors d'une bataille au résultat indécis. Miniature, XVe s.

“En rasant Liège, il croit faire un exemple saisissant mais gagne surtout l’effroyable réputation d’un destructeur de villes”



PHOTO JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES

Traité de haut Charles de Bourgogne et Louis XI signent, le 5 octobre 1465, le traité de Conflans. Celui-ci met fin à la guerre de la ligue du Bien public et rend au duc de Bourgogne les villes de la Somme, un temps rachetées par le roi. Miniature, XVe s.

••• Gaulois – une manière de donner une prestigieuse origine à son royaume en formation. Bien sûr, il ne suffit pas d’avoir une belle armée et une très haute idée de soi-même pour gagner les guerres, mais Charles, qui accumule échecs et désastres, s’avère incapable de le comprendre, par orgueil et peut-être même folie.

C’est ainsi qu’a posteriori, son règne s’apparente à une course vers l’abîme. Dans un premier temps, Charles affronte Louis XI. Le 16 juillet 1465, à Montlhéry, il lui livre une bataille qui s’avère aussi brouillonne qu’indécise. Il ne s’en proclame pas moins vainqueur mais, à en croire le mémorialiste Philippe de Commynes, il se prend dès lors pour un stratège accompli et n’écoute plus aucun conseil. Cette pseudo-victoire serait donc la source de tous les désastres futurs. Face à la France, Charles perd très vite la main : le roi lui arrache Amiens et plusieurs villes de la Somme, en 1470-1471 ; le duc, qui veut se venger, contre-attaque en 1472, mais se casse les dents, d’abord sur Beauvais, puis sur Rouen.

Des attaques tous azimuts

Il préfère alors tourner ses ambitions vers le monde germanique. En 1473, il s’empare du duché de Gueldre et renforce sa domination sur une partie de l’Alsace et de la Lorraine, ce qui va entraîner l’alliance militaire des villes libres d’Alsace et des cantons suisses. Inconscient de la menace qui grandit, le duc préfère venir au secours du prince-évêque de Cologne, déposé par ses sujets révoltés – l’occasion de renforcer son autorité en Rhénanie. Tablant sur une campagne rapide, il compte apparemment mater les villes rebelles de la principauté, puis, dans la foulée, s’occuper de Strasbourg et de la Haute-Alsace. Comme hors-d’œuvre, il met le siège devant la petite ville de



BNF

Vaste programme Charles rêve de donner naissance à un nouveau royaume, né de l'unification de ses domaines, en comptant sur son talent de stratège – limité – et sur son armée – surclassée par celles de ses adversaires... Séance du Parlement de Bourgogne, présidée par Charles le Téméraire, vers 1470.

Neuss, tenue pour l'âme de la révolte, mais sans réel intérêt stratégique (29 juillet 1474). Contre toute attente, les habitants, qu'il a promis d'exterminer, résistent et, pendant onze mois, tiennent en échec sa formidable armée (peut-être 20 000 hommes). Le 27 juin 1475, le duc opère une nouvelle retraite piteuse. Un échec peu grave en soi. Mais en s'enlisant devant Neuss, Charles réussit le tour de force de saboter ses propres plans. Il avait en effet convaincu le roi Édouard IV d'Angleterre de débarquer en France pour mener avec lui une irrésistible marche sur Paris. C'était le renouveau de cette alliance anglo-bourguignonne qui, dans les années 1420, avait fait vaciller la monarchie française. Mais, quand 20 000 Anglais arrivent à Calais (6 juillet 1475), l'armée bourguignonne brille par son absence, et Édouard IV, qui s'estime trahi, préfère signer une longue trêve avec Louis XI (29 août). Charles écume de rage, mais ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Et ce n'est pas tout! Avec le soutien de Louis XI, le duc de Lorraine René II a lui aussi profité du siège de Neuss pour chasser les garnisons bourguignonnes de son duché; et les Suisses ont saisi l'occasion pour attaquer le pays de Vaud (qui dépend d'un vassal du duc de Bourgogne).

Charles doit réagir. Durant l'été 1475, il s'en prend d'abord à la Lorraine, stratégiquement vitale. Ses armées repoussent les maigres troupes de René II, qui doit s'enfuir et abandonner Nancy (novembre). Fort de ce premier succès, Charles s'en va châtier les Suisses, n'hésitant pas à mener une nouvelle expédition d'hiver, avec des forces assez limitées – ce que Commynes appelle une «armée décousue». En février 1476, il s'empare de Grandson, dont il pend toute la garnison, puis il part à la recherche des troupes helvétiques de renfort. Ce sont elles qui le trouvent et le mettent en déroute (2 mars). Le désastre n'est pas irréparable (même si les Bourguignons ont perdu une grande partie de leur artillerie), mais le duc en conçoit un dépit profond – il jure même de ne plus se raser la barbe tant qu'il ne se sera pas vengé.

> « Les Suisses dispersent son armée affaiblie et détruisent sa belle artillerie »

Des erreurs répétées

Dès que possible, il repart donc en campagne pour assiéger Morat, à l'est du lac de Neuchâtel, mais la garnison, qui se souvient du massacre de Grandson, résiste à tous les assauts. Ses espions avertissent le duc qu'une armée de renfort s'approche, mais il n'en a cure. Et voilà soudain que les Suisses, au son terrifiant de leurs trompes, tombent sur son camp, qu'ils mettent à feu et à sang: l'armée bourguignonne est anéantie et le duc ne s'en tire que de justesse (22 juin). Conséquence des désastres: le soulèvement général du duché de Lorraine contre l'occupant bourguignon. Retiré sur ses terres, Charles pourrait prendre le temps de reconstituer une armée digne de ce nom. Mais il n'est pas homme à rester sur un échec. Avec des troupes hétéroclites, rassemblées à la hâte, il repart en campagne à l'automne 1476. Fin octobre, il arrive devant Nancy, qu'il a déjà assiégé en 1475 et qui vient de repasser sous contrôle lorrain. Comme d'habitude, il promet de raser la ville et, comme d'habitude, ses •••

••• menaces galvanisent les défenseurs. Rendu furieux par cette résistance, le duc se met à pendre ses prisonniers, et les Lorrains font de même avec les Bourguignons. L'hiver s'abat sur des forêts de pendus gelés, et l'armée ducale, une fois de plus, s'enlise dans un siège sans issue. On manque de tout et les convois de ravitaillement, attaqués en chemin, ne passent plus. La faim, le froid, les maladies déciment l'armée, et les désertions se multiplient. Entre-temps, René II réunit, grâce à l'argent français, une vaste armée helvétique qui, le 5 janvier 1477, tombe sur les Bourguignons, incapables de manœuvrer. C'est sur ce dernier coup de dés que Charles disparaît, et avec lui, son armée, ses États et ses rêves.

On a parfois essayé de réhabiliter Charles, prince hardi et malheureux. Sa légende noire devrait beaucoup aux chroniqueurs français et, plus encore, allemands, qui le haïssent. Que le duc ait été le sujet de pamphlets est incontestable, mais les horreurs qu'on lui reproche n'en sont pas moins authentiques. Charles a pratiqué une politique de terreur systématique, détruisant volontiers les places qui tombaient entre ses mains, comme Dinant (1466), Liège et Franchimont (1468), Picquigny (1471), Nesle (1472), Briey et Charmes en Lorraine (1475). Il n'hésite pas non plus à massacrer, voire à mutiler les prisonniers. Toutes ces abominations lui valent le surnom peu flatteur de «Turc de Bourgogne». Et pour quel résultat? Il épuise ses finances, ses hommes et ses États dans une série de guerres, dont il sort presque toujours humilié, vaincu, voire (pour reprendre le mot de son fou) «hannibalisé». Plus que «le Hardi» et plus que «le Téméraire», Charles aurait aussi bien pu être surnommé «le Destructeur» ou «le Médiocre».



CLAUDE PHILIPPOT/MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE NANCY

En guise de fin, une fistule ducale…

Deux jours après la bataille de Nancy, on pense avoir enfin découvert, parmi les cadavres qui parsèment la campagne, le corps du duc de Bourgogne *(ci-dessus, tableau d'Auguste Feyen-Perrin, peint en 1865)*. On ne le reconnaît pas à son visage, très abîmé, ni à son costume, car il a été entièrement dépouillé, mais seulement à d'atroces stigmates : les dents qui lui manquent, un ongle incarné, diverses cicatrices et surtout une fistule à son sexe. C'est ce corps pitoyable que l'on ramène et que tous peuvent voir. Quel contraste entre cette funèbre entrée et celle, magnifique, que Charles avait faite un an plus tôt, quand il était devenu le maître de Nancy. Il portait alors un manteau de drap d'or semé de perles, ainsi qu'une toque écarlate ornée d'une croix d'or et de quatre énormes pierres précieuses – valant, à elles seules, plus qu'un duché. Les contemporains peuvent philosopher sur la roue de la fortune, qui abat les puissants. Mais ils auraient pu aussi s'interroger sur cette fistule. Ce mal a peut-être rendu le duc impuissant – ce qui expliquerait son faible attrait pour les femmes, et le fait qu'il n'ait eu qu'un seul enfant. Quand on sait que cet enfant était une fille et que, par définition, elle offrirait tout l'héritage bourguignon en dot à son futur mari, on se demande pourquoi Charles s'est tellement démené. Un mystère de plus. L. V.

MANUFACTURES
NATIONALES - SÈVRES
MOBILIER NATIONAL

VILLA ET JARDINS
EPHRUSSI
DE ROTHSCHILD
ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

SÈVRES

du 17 avril au
26 juillet 2026

une passion Rothschild

De la Villa Ephrussi à Paris

Mobilier national
42 avenue des Gobelins
Paris 13e

MINISTÈRE
DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avec le soutien de :

Fonds pour le
Progrès humain

En partenariat avec :

The New York Times · Paris Match · connaissance des arts · HISTORIA · Europe 1 · Geste/s

Côté cœur Floue mais terriblement parlante, cette photo fut prise quelque part en Russie, en 1943, par Alfred Rieger (1921-1958). Côté pile, une inscription allemande (*Fröhliche Ostern 1943*, « Joyeuses Pâques 1943 » et de l'autre, cette proclamation, pied de nez risqué aux autorités nazies.

Dossier

Alsaciens, Mosellans Incorporés de force par les nazis

La France a longtemps détourné le regard du sort de ces 130 000 jeunes hommes et femmes embrigadés par le IIIe Reich. Les historiens et la Nation leur rendent enfin un hommage nécessaire pour permettre la cicatrisation de vieilles blessures…

ARCHIVES PERSONNELLES DE FRÉDÉRIC SPECHT

« Malgré-nous », une tragédie française

Revêtir un uniforme qui n'était pas le leur et combattre aux côtés de l'ennemi honni : longtemps tue, la mémoire des incorporés de force ne pouvait s'exprimer que dans un espace familial et régional. Mais, depuis peu, la France a décidé d'inclure plus officiellement cette singulière expérience de guerre dans l'histoire du pays.

PAR DANIEL FISCHER



ALAMY/SHAWSHOTS/PHOTO12

Le 11 novembre 2025, le président de la République dévoilait aux Invalides une plaque « en mémoire des Alsaciens et Mosellans tombés au cours de la Seconde Guerre mondiale et des incorporés de force » *(voir photo p. 35)*. Par ce geste solennel, l'État inscrivait dans le saint des saints de l'histoire militaire nationale une expérience de guerre longtemps perçue comme marginale : le service contraint d'environ 130 000 Français d'Alsace et de Moselle dans les armées allemandes.

Longtemps, cette incorporation de force a été envisagée comme une singularité régionale que peu de travaux extérieurs à l'Alsace-Moselle abordaient dans toute sa complexité. En 2018, la bande dessinée de Philippe Collin et Sébastien Goethals, *Le Voyage de Marcel Grob* (Futuropolis), avait déjà contribué à sensibiliser un large public à ce sujet délicat. Il aura finalement fallu attendre les commémorations du 80e anniversaire de la Libération pour que les paroles et gestes présidentiels offrent aux incorporés de force et à leurs proches une reconnaissance institutionnelle attendue depuis des décennies, en leur donnant une place explicite dans le récit national.

On les a longtemps appelés les « malgré-nous ». Contre leur gré et afin d'épargner de sévères représailles à leurs familles, ils furent enrôlés dans les unités de la Wehrmacht (Heer, Luftwaffe, Kriegsmarine) et, pour certaines classes d'âge, de la Waffen-SS. Après 1945 et jusque dans les années 1980, cette expérience de guerre fut souvent tue : les Alsaciens et Mosellans préférèrent longtemps le silence à l'incompréhension. Pourtant, la singularité de leur situation était connue tant en France qu'au-delà des frontières.

Sur le front de l'Est, l'Armée rouge diffusait à l'hiver 1944-1945 des tracts

10 mai 1871
Traité de Francfort : annexion de l'Alsace et de la Moselle par le IIe Reich.

1914
Les Alsaciens et Lorrains sont appelés à combattre pour l'Allemagne.

28 juin 1919
Traité de Versailles. L'Alsace et la Lorraine redeviennent françaises.

22 juin 1940
Armistice. Alsace et Moselle sont annexées de fait par les nazis.

1941
Le « Service du travail du Reich » (RAD) devient obligatoire en Alsace et en Moselle ; il concerne les jeunes à partir de 18 ans. Les filles sont versées, à partir de 1942, dans le « Service auxiliaire de guerre » (KHD).

Août 1942
Pour faire face aux pertes croissantes, le régime nazi instaure l'incorporation de force dans les territoires annexés en Europe. Cette mesure touche 130 000 Alsaciens et Mosellans, les futurs « malgré-nous ».

Février 1943
Défaite de Stalingrad. L'Allemagne perd environ 400 000 soldats, dont des incorporés de force.

Juillet 1943
Nombreux à être envoyés sur le front



TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

Heure allemande Après avoir annexé de fait l'Alsace et la Moselle, les nazis s'efforcent de rallier les habitants à leur cause, par l'image (à g.) et par des meetings de masse, comme ici en 1941 à Strasbourg, sur la Karl-Roos-Platz (ex-place Kléber).

invitant les non-Allemands enrôlés de force à déserter. Lorsque l'URSS assimila ensuite les incorporés de force aux prisonniers allemands ordinaires et en interna notamment plusieurs milliers dans le camp de Tambov, la France libre puis le Gouvernement provisoire s'efforcèrent d'obtenir la reconnaissance de leur spécificité et leur rapatriement.

Incompris, voire soupçonnés…

Charles de Gaulle avait toujours tenu à ce que ces enrôlés soient considérés avant tout comme des victimes de l'annexion illégale de l'Alsace et de la Moselle par le Troisième Reich, contre laquelle le régime de Vichy n'avait que faiblement protesté. Dans l'après-guerre, la mention « Mort pour la France » fut ainsi attribuée, après enquête et à la demande des familles, aux incorporés de force morts ou disparus, à condition qu'ils n'aient pas été volontaires *(lire p. 36)*. Leur situation particulière était donc juridiquement reconnue. Mais l'incorporation de force ne relève pas seulement d'une histoire militaire : elle touche aussi à l'identité, à l'appartenance nationale et à la transmission familiale. Les blessures physiques et psychologiques laissées par la guerre furent souvent pansées dans le silence, nourrissant chez beaucoup d'Alsaciens et de Mosellans le sentiment d'être durablement incompris, voire soupçonnés d'indignité nationale. Ce regard extérieur semblait parfois rejouer, à leurs yeux, l'abandon par la France des départements annexés en 1940, sentiment que des indemnisations tardives ne corrigèrent qu'imparfaitement.

Plus de huit décennies après les faits, les progrès de la recherche historique – parfois venus d'autres pays confrontés à l'annexion nazie, comme le Luxembourg – ont permis de replacer l'incorporation de force dans un cadre européen et comparatif. En la reliant à d'autres formes d'enrôlement contraint, ces travaux ont contribué à sortir cette histoire de son isolement mémoriel. À l'échelle de l'Europe, près de 600 000 hommes furent incorporés de force dans les armées du Reich.

Parallèlement aux publications historiques, des initiatives récentes contribuent à réunir les conditions d'un apaisement mémoriel. Le projet du « Mur des noms », à proximité du Mémorial Alsace-Moselle, recense de manière exhaustive les victimes de la barbarie nazie – parmi lesquelles près de 30 000 incorporés de force – et rend visible la diversité de leurs parcours. Le Souvenir français a, de son côté, fait apposer dans des cimetières militaires en Lettonie et en Arménie des plaques permettant de distinguer ces soldats contraints des soldats allemands.

Ces démarches, comme le présent dossier, rappellent que le drame de l'incorporation de force des Alsaciens et des Mosellans ne constitue pas une histoire périphérique. Il s'agit d'une tragédie française, qui touche à ce que la nation a de plus précieux : ses enfants qui, s'ils n'ont pu être préservés des affres du XX^e^ siècle, méritent au moins que leur destin soit compris.

de l'Est, environ 20 000 Alsaciens et Mosellans sont faits prisonniers et progressivement regroupés dans le camp de prisonniers de Tambov, à 400 km au sud-est de Moscou. L'expression « 1500 de Tambov » désigne les 1500 incorporés de force prisonniers dans le camp qui, grâce à un accord entre la France libre et l'URSS, gagnent Alger le 7 juillet 1944.

6 juin 1944

Débarquement de Normandie suivi par celui de Provence, le 15 août.

Nov. 1944

Libération de Metz (le 22) et Strasbourg (le 23) mais les armées allemandes contre-attaquent durement en janvier 1945 lors de l'opération Nordwind. Alors que les combats ont cessé dans le reste de la France, l'Alsace reste un théâtre d'opérations jusqu'en mars 1945.

8 mai 1945

Capitulation de l'Allemagne.

1953

Le procès de Bordeaux condamne treize incorporés de force et un volontaire alsaciens qui ont participé au massacre d'Oradour. Face à l'indignation suscitée en Alsace par la condamnation des incorporés de force, ces derniers sont amnistiés. Mais le malaise subsiste entre les Alsaciens et le reste du pays.



© BADIAS/ANDIA

Des soldats à la mémoire

Le souvenir des incorporés de force demeure un point mémoriel chaotique dans l'histoire de l'Alsace-Moselle. Si, en France, l'accent a été mis sur la Shoah et la Résistance, les anciennes régions annexées sont longtemps restées focalisées sur le traumatisme de l'incorporation forcée. PAR FRÉDÉRIQUE NEAU-DUFOUR

À la Libération, les «malgré-nous» sont – sur le papier – des vétérans comme les autres. L'État leur reconnaît les «mêmes droits que les combattants ayant servi dans [...] l'armée française pendant la Seconde Guerre mondiale» en les intégrant aux «dispositifs de droit commun» prévus par le code militaire d'invalidité et des victimes de guerre. Ceux qui ont été tués au front reçoivent la mention «Mort pour la France», après étude de leur dossier. Rien ne semble donc singulariser la mémoire des incorporés de force de celle de la communauté combattante.

Pourtant, parce qu'ils ont fait la guerre sous l'uniforme ennemi, parfois contre d'autres Français, leur mémoire est intransmissible. Dans le concert de la victoire, leur parole reste inaudible. Un événement la projette au-devant de la scène le 11 février 1953. Ce jour-là, les juges militaires rendent à Bordeaux leur verdict contre les auteurs du crime commis le 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane, où 643 habitants ont été sauvagement assassinés par la division SS «Das Reich».

Parmi les accusés se trouvent un Alsacien engagé volontaire et treize Alsaciens incorporés de force dans la Waffen-SS. Le volontaire est condamné à mort et les «malgré-nous» à des peines de prison ou de travaux forcés. En Alsace, l'indignation est gigantesque. Pourquoi avoir condamné les



CHRISTOPHE PETIT-TESSON/POOL/BESTIMAGE

blessée

Du silence à l'hommage 30 000 à 40 000 Alsaciens et Mosellans ont perdu la vie lors du conflit. La douleur muette des familles s'exprime longtemps dans de tragiques avis de recherche (à g.), avant que, au début du XXIe siècle, la France reconnaisse enfin le sacrifice de ces enfants de la patrie... Inauguration aux Invalides d'une plaque aux incorporés de force en présence du chef de l'État, le 11 novembre 2025.

treize sans considérer qu'ils étaient eux-mêmes victimes d'un crime de guerre, l'incorporation de force étant reconnue comme telle par le droit international? Même si l'État décide d'amnistier les incorporés de force dix jours plus tard, une «rupture mémorielle durable» sépare désormais la majorité des Alsaciens de leurs compatriotes, y compris Mosellans.

La difficile prise en compte du souvenir des événements

Alors que la mémoire de la Résistance s'ancre dans le paysage mémoriel français, puis celle de la Shoah, l'Alsace fait dissonance. Là, c'est l'incorporation qui focalise les souvenirs, portée par de nombreuses publications régionales et des associations militantes comme l'Association des déserteurs, évadés et incorporés de force (ADEIF) ou les Orphelins de pères «malgré-nous» d'Alsace-Moselle (OPMNALM). La résistance, le sort des Juifs, la collaboration dans les provinces annexées tendent à passer au second plan.

S'estimant collectivement victimes d'un lâchage par la France en 1940, les Alsaciens réclament à l'État une reconnaissance. S'estimant aussi collectivement victimes de la barbarie nazie, ils demandent à l'Allemagne d'indemniser les personnes enrôlées dans l'armée et dans les organismes paramilitaires nazis, comme le RAD (*Reichsarbeitsdienst*, «Service du travail du Reich») ou le KHD (*Kriegshilfsdienst*, «Service auxiliaire de guerre»). Il faut alors attendre 1981 pour que la RFA procède à une première indemnisation, du moins pour les hommes. Les «malgré-elles» doivent patienter jusqu'en 2008 pour toucher cette aide.

En 2005, l'inauguration du Mémorial Alsace-Moselle à Schirmeck (Bas-Rhin) marque une étape. Les collectivités, par cet important équipement muséographique, décident de mettre elles-mêmes en scène le passé local. La sensibilité du sujet demeure vive cependant, comme le prouve la polémique suscitée en 2017 par la première mouture du projet du «Mur des noms», porté par la région Alsace puis Grand Est. Les patronymes de tous les Alsaciens et Mosellans tués pendant la •••

••• Seconde Guerre mondiale devaient y être gravés par ordre alphabétique. Une partie de l'opinion s'offusque qu'un incorporé de force puisse y côtoyer un Juif ou un résistant. La presse nationale s'en mêle et le projet est provisoirement suspendu. Il reprend en 2019 grâce à la mise en place d'un conseil scientifique qui trouve un consensus.

Un récit collectif désormais à l'échelle du continent

Le temps qui passe et la disparition des derniers témoins permettent aussi une forme de décantation. À Colmar, le 8 mai 2010, le président de la République, Nicolas Sarkozy, évoque, pour la première fois, l'incorporation de force comme un drame spécifique. Lors du 80e anniversaire de la libération de Strasbourg en 2024, Emmanuel Macron annonce que l'incorporation de force «doit être nommée, reconnue et enseignée car elle est celle de la Nation». Un an plus tard, le 11 novembre 2025, il inaugure aux Invalides une plaque en hommage aux «malgré-nous».

Si un certain apaisement s'esquisse en France, la mémoire des incorporés de force doit à présent s'envisager sur le plan européen. Les pays frappés par ce drame ont un rôle à jouer pour que naisse un récit collectif à l'échelle du continent. Un récit polyphonique, marqué par les différences et les ruptures, mais rendant possible les rapprochements et les comparaisons. Un récit européen en quelque sorte.



MÉMORIAL ALSACE-MOSELLE



ZEIMETT ARCHITECTE/SP

Réunis Ouvert en 2005, le Mémorial Alsace-Moselle, à Schirmeck, s'accompagnera en contrebas du « Mur des noms » numérique (inauguration en septembre 2026) rendant hommage à tous les morts alsaciens et mosellans de 1939-1945, incorporés de force, civils, soldats français, Juifs, résistants, Témoins de Jéhovah, Roms, homosexuels...

De Gaulle les déclare « Morts pour la France »

Quand un décès survient lors d'une guerre, l'État peut procéder à un acte de reconnaissance par l'attribution de la mention « Mort pour la France ». Cette mention, dont la gestion est confiée à l'Office national des combattants et victimes de Guerre, est toujours attribuée aujourd'hui. Créée en 1915 dans le contexte de la Première Guerre mondiale, elle voulait rendre hommage aux soldats tués mais également apporter un soutien administratif et matériel aux familles endeuillées. À l'époque, les Alsaciens et les Lorrains, qui étaient Allemands de nationalité depuis le traité de Francfort en 1871, ne l'ont pas obtenue, puisqu'ils avaient combattu sous l'uniforme *feldgrau*. En revanche, les Alsaciens et Mosellans incorporés de force pendant la Seconde Guerre mondiale l'ont massivement reçue dès 1945, car le texte initial de 1915 a été modifié par le général de Gaulle pour intégrer chaque combattant qui a « été incorporé de force ou après s'être engagé sous l'empire de la contrainte ou la menace de représailles dans les armées ennemies ». La difficile reconnaissance des incorporés de force dans l'après-guerre ne tient donc pas à l'obtention de cette mention. Cependant, la construction de la mémoire des incorporés de force, au cours des décennies, a bien eu un impact sur l'appréhension de cette mention. Loin de sa réalité juridique, elle a en effet souvent été comprise littéralement : un soldat est « mort pour la France » quand il a donné sa vie pour la patrie. Cette lecture a inévitablement provoqué des tensions. Car nombreux sont les incorporés de force, porteurs de cette mention, qui ont regretté l'abandon de la France pendant la guerre. ILSE HILBOLD

« À la polémique succède la reconnaissance »



CC0 WIKIMEDIA COMMONS

L'histoire des incorporés de force revêt de forts enjeux mémoriels. Le tout nouveau « Mur des noms » est un symbole fort d'apaisement. ENTRETIEN AVEC FRANCK LEROY, PRÉSIDENT DE LA RÉGION GRAND EST

HISTORIA – Dans la mémoire des Alsaciens et des Mosellans, quelle place occupe l'histoire des incorporés de force, plus de quatre-vingts ans après la fin de la guerre?

Franck Leroy – En Alsace et en Moselle, cette histoire tient encore une place très importante dans les mémoires. Le traumatisme de l'incorporation de force a traversé les générations. D'une part parce que certains de ces soldats tués pendant la guerre ou morts en captivité ont laissé les familles dans le chagrin, d'autre part parce que demeure dans la mémoire nationale, de manière très injuste, une forme de suspicion à l'égard de ces Alsaciens et Mosellans. Partant de ce constat, il était essentiel de rendre hommage à ces hommes et à ces femmes, de les reconnaître dans leur statut de victime. J'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec des associations qui militent pour le devoir mémoriel à l'égard des incorporés de force. Quand le président de la République, à Strasbourg, le 23 novembre 2024, a annoncé la panthéonisation de Marc Bloch et en a appelé à la reconnaissance et à l'enseignement de la tragédie des «malgré-nous», on a senti une forme de soulagement.

Comment est né le projet du «Mur des noms»? Vient-il pallier un manque sur le plan mémoriel?

Le mémorial Alsace-Moselle, à Schirmeck, raconte l'histoire très spécifique de ces deux territoires mais il était dépourvu d'un espace d'hommage aux «malgré-nous» et aux autres victimes. Le projet d'honorer leur mémoire est né de la volonté de mes deux prédécesseurs, Philippe Richert et Jean Rottner. Ce sujet sensible était régulièrement présent dans les conversations et revenait à chaque commémoration. L'idée a donc germé d'inscrire dans la pierre – en l'occurrence dans le numérique – le nom de ces victimes pour qu'elles ne soient pas oubliées. La création retenue est très contemporaine avec un mode d'utilisation du numérique qui permet d'enrichir le profil d'un certain nombre de victimes, ce qu'un monument commémoratif classique n'aurait pas permis. La liste des incorporés de force n'est pas figée et fait l'objet d'évolutions. La forme que nous avons retenue pour ce monument permettra donc d'actualiser à la fois la liste et la connaissance de chacune de ces victimes au fur et à mesure que les travaux des historiens progresseront. Nous avons ainsi misé sur une approche évolutive mais aussi interactive qui correspond à un mode d'expression auquel les jeunes sont très sensibles. À la polémique succèdent aujourd'hui l'apaisement et la reconnaissance de la dignité des victimes. Il était grand temps d'écrire ce nouveau chapitre.

En quoi le mémorial Alsace-Moselle de Schirmeck vous est-il apparu comme le plus propice pour accueillir ce monument commémoratif?

Le nom de Schirmeck est synonyme de la répression menée par les nazis contre les Français des territoires annexés parce qu'ils les jugeaient rétifs à la germanisation. Non loin de l'actuel mémorial s'élevait le camp de sûreté de Schirmeck-Vorbruck destiné aux Alsaciens et Mosellans réfractaires au régime nazi. On est donc sur un site mémoriel puissant, d'où l'on aperçoit au loin le camp de Natzweiler-Struthof. Soulignons aussi que le mémorial est un lieu de plus en plus fréquenté grâce à un remarquable travail d'animation et d'exposition. Sur l'année 2025, le site a enregistré 64 260 visiteurs (dont 39 793 scolaires) soit une hausse de 36,96 % depuis 2022. On constate cette même hausse de fréquentation sur d'autres sites mémoriels de notre territoire, par exemple le musée du fort de la Pompelle, à Reims, qui affiche une progression de 45,62 % sur les trois dernières années ou le Hartmannswillerkopf (Haut-Rhin) en hausse de 52,26 % dans le même laps de temps. Le retour de la guerre à proximité immédiate de l'Europe suscite de la part des familles et du monde éducatif un besoin d'explication du phénomène guerrier.

Ce monument rend-il hommage uniquement aux incorporés de force?

Pas seulement, car parmi les 40 000 victimes alsaciennes et mosellanes au cours de la Seconde Guerre mondiale se trouvent les incorporés de force, les combattants sous uniforme français, les résistants, les victimes civiles et les victimes de la Shoah et des autres persécutions nazies (Roms, Témoins de Jéhovah, homosexuels et malades psychiatriques). Il nous est donc apparu légitime de profiter de ce mémorial et du «Mur des noms» pour rendre hommage à toutes ces femmes et à tous ces hommes. H PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC PINCAS

Refuser ou accepter : la terrible alternative

Les conséquences qui pèsent sur ceux qui choisissent l'insoumission sont variées, tout comme les causes qui poussent – ou obligent – un Alsacien ou un Mosellan à endosser l'uniforme nazi. Le poids de l'Histoire, les traditions familiales, la politique ou la menace orientent, pour le meilleur ou le pire, la vie de milliers de jeunes.



Bons pour le service Examen des premiers incorporés de force en septembre 1942 (le porteur du maillot SS étant sans doute un volontaire), un mois après la décision du régime nazi d'enrôler les 130 000 Alsaciens et Mosellans susceptibles de porter l'uniforme.



Verts de rage Même en caserne, la résistance aux Allemands ne faiblit pas – malgré les risques évidents – comme le prouve cet incroyable cliché. (photo sInd).

DR

Réfractaires et insoumis : s'évader ou déserter ?

PAR JEAN-LAURENT VONAU

L'annexion de fait, unilatérale, par l'Allemagne nazie des trois départements de l'Est (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) conduisit au crime contre l'humanité que constitua l'incorporation de force. Obliger les citoyens d'un pays à servir militairement l'ennemi engendre la négation de la citoyenneté, de l'appartenance même à une nation et de tout sentiment patriotique. Cette déshumanisation imposée, décidée à Berlin, appliquée par les gauleiters Wagner pour l'Alsace, Bürckel pour la Moselle, fut érigée en politique d'État, pratiquée en permanence pour la durée de la guerre. Seuls ceux qui occupaient un poste de travail déclaré «indispensable à l'effort de guerre» ne furent pas inquiétés, du moins dans l'immédiat. Tous les autres étaient mobilisables.

Face à cette conscription illégale et criminelle, comment fallait-il se comporter ? Deux attitudes étaient possibles : se montrer réfractaire ou éventuellement subir l'enrôlement et devenir insoumis à la première situation qui se présenterait. Si le réfractaire rejetait d'emblée la conscription nationale allemande, l'insoumis se caractérisait par le refus d'exécuter les ordres reçus. Un réfractaire cherche donc par tout moyen à se soustraire au service militaire allemand. Il ne devient pas soldat dans l'armée ennemie. Il en fut ainsi des 42 officiers de réserve alsaciens, déportés au camp de Neuengamme en raison de leur rejet de la conscription. L'insoumis fait parler de lui après avoir franchi la porte de la caserne.

La « responsabilité du clan »

En l'absence de toute consigne venant de Pétain comme de De Gaulle, trois possibilités s'offraient aux victimes du recrutement forcé : soit quitter l'Alsace ou la Moselle au plus vite, soit être déclaré inapte au service armé, ou bien gagner du temps en espérant une capitulation rapide de l'Allemagne. S'échapper des territoires annexés était illégal et dangereux. Il fallait connaître une filière de passeurs et ne pas avoir de famille, car les nazis tenaient pour responsables les parents des agissements des recrues en application de la *Sippenhaft* («responsabilité du clan», une responsabilité familiale collective).

À partir du 1er octobre 1942 fut instituée en Alsace une zone interdite d'une profondeur de trois kilomètres, le long des frontières vosgiennes et helvétiques. Dans cet espace, toute personne de sexe masculin, dès l'âge de 15 ans, devait être munie d'une autorisation spéciale pour y pénétrer. Pour la Moselle, les expulsions massives opérées et les départs volontaires accordés encore en décembre 1942 et janvier 1943 de 1300 personnes vers la France limitèrent le nombre des réfractaires. La surveillance renforcée des frontières, le tir à vue des policiers rendirent les évasions de plus en plus difficiles. L'invasion et l'occupation par les Allemands de la zone sud, en novembre 1942, firent que la France n'était plus un lieu sauf. Il fallait désormais relier l'Espagne et le Portugal pour trouver refuge au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Ce long voyage n'était pas à la portée de tous… On estime toutefois qu'entre l'automne 1940 et la fin du printemps de 1942, pas moins de 12000 Alsaciens parvinrent à prendre la fuite.

Une autre possibilité d'échapper à la conscription allemande consistait à être déclaré inapte au service armé. Il fallait pour cela compter sur la complicité du personnel médical alsacien et lorrain. Les médecins s'impliquèrent fortement. Ils découvrirent des pathologies difficiles à diagnostiquer mais suffisamment graves pour parvenir à décrocher une exemption pour leur patient. Il y eut ainsi en Alsace pour l'année 1943 parmi les mobilisables : 33,13 % de débiles mentaux – contre seulement 8,80 % en pays de Bade –, 12,27 % de tuberculeux (contre 6,60 %), et 40,49 % de patients atteints de maladies internes (contre 28,40 %). D'autres n'hésitèrent pas à se mutiler : perdre une ou deux phalanges de l'index, que l'on soit droitier ou gaucher, empêchait dorénavant d'appuyer sur la détente d'une arme. Mais il fallait faire preuve d'imagination pour rendre acci- •••

PHOTO ARCHIVES DNA/COLLECTION HENRY AMANN

> « Le 14 août 1943, Joseph Simon, qui refuse de tuer deux partisans, est abattu par un Allemand »

••• dentel cet acte et beaucoup de courage pour porter le poids d'un handicap à vie… Au moindre soupçon, c'était le conseil de guerre avec une condamnation à mort assurée. Ces cas furent donc peu nombreux.

Restait l'entrée dans la clandestinité, le fait de disparaître subitement sans éveiller l'attention. Là encore, le réfractaire entrait dans un autre monde. Il devait rester invisible car en cas de capture – à l'instar de celle des déserteurs –, la Gestapo offrait des primes… Ces fugitifs se cachèrent dans des grottes, des forêts, dans des granges ou au fond des caves. Il en fut ainsi de Joseph Kuhn, de Sélestat. On lui aménagea une cache dans une cave à Triembach-au-Val (Bas-Rhin) où il vécut dans un réduit de 3,4 m de longueur, à peine 60 cm de largeur, sans aucun confort pendant vingt-cinq mois… Atteint de tuberculose à sa sortie de ce milieu humide, il décéda en 1947 à l'âge de 25 ans.

La *schlag* et la prison

Lors des conseils de révision pour le «Service du travail du Reich» (RAD), la Wehrmacht ou les Waffen-SS, ou lors des départs en gare, les réfractaires qui manifestèrent leur hostilité furent immédiatement arrêtés et transférés au camp de redressement de Schirmeck-Vorbruck pour les Alsaciens, dans des prisons à Metz pour les Mosellans, avant leur incarcération en d'autres lieux. À Schirmeck, dès leur arrivée, on leur infligeait la bastonnade: 25 à 50 coups de *schlag* selon la gravité de leurs actes. S'ensuivait l'incarcération dans une cellule exiguë du «Bunker», où on leur servait une maigre soupe tous les deux jours. À l'issue de ce régime drastique qui pouvait durer trois à quatre semaines, on leur faisait passer un simulacre de conseil de révision et on les envoyait directement dans des unités disciplinaires de l'armée. Les meneurs étaient souvent traduits devant le *Volksgerichtshof* («tribunal du peuple») ou le *Sondergericht* («tribunal d'exception») de Strasbourg ou de Metz selon le cas.

La sentence de ces tribunaux pouvait aller des travaux forcés à la peine de mort. Des exécutions pour l'exemple, comme celles infligées aux fugitifs de Ballersdorf et environs *(lire p. 43)*, se pratiquaient en Alsace, fréquemment à la sablière du Struthof. En Moselle, le gauleiter Bürckel se montrait moins radical et se contentait d'obtenir des condamnations aux travaux forcés, exigeant plus rarement la peine capitale.

1944 en vallée de la Saulx : résister sous l'uniforme allemand

On a souvent critiqué l'attitude des incorporés de force présents à Oradour, ainsi que la sentence du procès de Bordeaux en 1953. Une situation analogue s'est produite près de Bar-le-Duc, le 29 août 1944, dans la vallée de la Saulx, avec un comportement des incorporés de force tout différent. En début de matinée, une unité du 29e *Panzergrenadier-Regiment*, qui couvre alors la retraite de l'armée allemande venant de Normandie, est attaquée par des éléments du maquis provenant vraisemblablement de la forêt de Trois-Fontaines et constate un sabotage ferroviaire. Le capitaine Wehrmann, commandant le 3e bataillon, décide donc d'incendier les maisons et de fusiller tous les hommes dans les cinq villages que ses troupes s'apprêtent à traverser. Cet ordre est mis à exécution mais grâce à des interventions d'incorporés de force alsaciens et sans doute aussi mosellans, les représailles n'ont pas l'ampleur qu'on pouvait craindre. À Robert-Espagne, Xavier Sonnenmoser, Strasbourgeois de 20 ans, tireur d'une MG 42, incorporé de force, refuse de mitrailler des otages français. Il est immédiatement mis aux arrêts et remplacé par un Allemand de pure souche qui, sans scrupules, abat 50 civils. À Beurey-sur-Saulx, un autre Alsacien, posté en sentinelle près du cimetière, arrête un agent de liaison du maquis, l'informe de l'action en cours et le charge d'avertir au plus vite la population afin qu'elle se mette à l'abri en forêt. Il n'y eut que sept morts. À Couvonges et à Mognéville, c'est le soldat Alfred Schaeffer, également Alsacien, qui intervient avec le notaire Rouy. Dans la première localité, leurs efforts furent vains. On dénombre 26 fusillés, mais dans la seconde, grâce également à l'intervention de Joseph Schmitt, incorporé de force de Strasbourg, les otages finissent par être tous relâchés.

Pourquoi ce qui était possible pour la vallée de la Saulx ne le fut pas à Oradour ? Les troupes n'étaient pas les mêmes. Les Waffen-SS étaient différents des soldats de la Wehrmacht. De surcroît, l'âge des intervenants n'était pas le même. Le déroulement de l'opération n'était pas connu des incorporés de force à Oradour. C'était leur première action militaire sans aucune expérience. Ce sont là quelques éléments explicatifs à prendre en considération. J.-L. V.



MÉMORIAL ALSACE MOSELLE, FONDS FUCHS

Léviathan Le front Est, qui dévore les armées allemandes, voit arriver les contingents de « malgré-nous ». Alsaciens lors de la retraite de Kharkiv en août 1943.



MÉMORIAL ALSACE MOSELLE

Punis Pour les fortes têtes, c'est le tribunal puis la peine aux travaux forcés ou la mort. Prisonniers du camp de Schirmeck aux carrières Wenger à Hersbach, non daté.

Les réfractaires enrôlés sous la contrainte comme les simples incorporés de force pouvaient, à l'occasion, devenir des insoumis. Dès leur arrivée à la caserne, ils tombaient sous le coup de la loi militaire.

Quatre divisions perdues !

Refuser de revêtir l'uniforme allemand ou de prêter serment au Führer et au Reich constituaient des actes d'insoumission. Le cas de Paul-Fernand Gsell, originaire de Kintzheim (Bas-Rhin), est souvent cité en exemple grâce à la photo le montrant inflexible lors de la cérémonie de prestation de serment. Immédiatement arrêté, il fut passé à tabac puis déporté. Pour les Mosellans, Bürckel préféra la déportation plutôt que l'élimination, préconisée par Wagner pour les Alsaciens récalcitrants.

L'acte constitutif de cette rébellion militaire est évidemment le refus d'exécution d'un ordre reçu. Tel a été le cas de Joseph Simon, de Saverne, classe 1915, qui refusa le 14 août 1943 à Korets (Ukraine) de fusiller deux partisans. Il fut abattu sans jugement par un officier allemand. Le même sort guettait Xavier Sonnenmoser, Alsacien incorporé de force comme le précédent, qui lors des massacres perpétrés dans la vallée de la Saulx (Meuse), le 29 août 1944, fut désigné comme tireur avec sa MG 42 pour abattre 50 otages *(lire encadré p. 40)*. Cet ordre donné, il le rejeta. Par chance, son chef qui l'accusait d'insubordination fut tué deux jours plus tard lors d'une attaque aérienne. Sans plaignant, il échappa au procès devant le tribunal militaire de la division qui, sans aucun doute, l'aurait condamné à mort.

L'insoumission la plus fréquemment commise était le passage des lignes, soit pour entrer en captivité, soit pour rejoindre les maquisards ou les partisans. Cette action était qualifiée de désertion par les Allemands et d'évasion par les incorporés de force qui se libéraient ainsi du joug de la contrainte. On estime entre 30 000 et 40 000 Alsaciens et Mosellans qui se sauvèrent ainsi de l'armée allemande, ce qui représente la perte de près de quatre divisions. H •••

Les Alsaciens et Mosellans volontaires dans l'armée allemande

PAR CÉDRIC NEVEU



Exemples Cette affiche de recrutement (v. 1942) met en avant les expériences – heureuses, forcément – d'Alsaciens engagés sous la bannière nazie, dans toutes les armes. Et elle ne manque pas de promettre aux volontaires « renommée et gloire » *(Ruhm und Ehre)*.

Depuis des décennies, ce sujet est empoisonné par des polémiques mémorielles sur le volontariat réel ou supposé des Alsaciens présents à Oradour. Pourtant, les faits sont connus: 14 Alsaciens, dont un seul engagé volontaire, appartenaient au régiment «Der Führer». Deux mémoires régionales se sont longtemps affrontées: en Alsace, les «malgré-nous» d'Oradour étaient les victimes du drame de l'incorporation de force; la mémoire limousine vit dans ces hommes des bourreaux coupables d'un crime et qui devaient en répondre. Cette incompréhension réciproque fut alimentée par un vide historiographique sur la question du volontariat, angle mort de la recherche qui commence tout juste à être comblé, notamment avec les investigations de Geoffrey Diebold pour l'Alsace ou notre travail sur les volontaires mosellans.

En Alsace, Geoffrey Diebold recense 2428 volontaires – dont 1000 dans la Wehrmacht, 871 dans la Waffen-SS et 114 dont le corps demeure inconnu. Le gauleiter Robert Wagner, dans un discours de juin 1942, avance le recrutement de 2100 Alsaciens, chiffre repris lors de son procès. Pour la Moselle, nous avons recensé au moins 286 volontaires décédés ou disparus – 252 en Alsace – ce qui, compte tenu d'un taux de perte d'environ 20-25 %, permet d'avancer une estimation d'environ 1000 à 1200 volontaires. À titre de comparaison, on comptabilise 8000 Français volontaires dans la Waffen-SS; 3,7 % des 218103 soldats français morts ou disparus l'ont été sous uniforme allemand. En Alsace, les volontaires représentent 2,4 % des incorporés dans l'armée allemande; 3 % en Moselle.



CERD/AURÉLIE FEIX

Frontière sanglante Les recrues fusillées pour avoir tenté de rallier la Suisse ne sont pas oubliées par les jeunes générations. Commémoration le 2 mars 2023 à Natzweiler-Struthof.

Les espoirs déçus de Himmler

D'abord, le haut commandement de la Wehrmacht (OKW) est circonspect devant le volontariat des Alsaciens-Mosellans. Il promulgue même, le 30 janvier 1941, l'interdiction de toute propagande pour l'engagement dans la Wehrmacht. Cette méfiance est un héritage de la Première Guerre mondiale, où les désertions d'Alsaciens-Mosellans furent plus nombreuses (0,8 %) que celles des soldats originaires d'autres provinces (0,01 %). Ne sont donc acceptés que ceux ayant fait l'objet d'une enquête politique approfondie, qui maîtrisent la langue allemande et qui ont passé avec succès la visite médicale.

La SS n'a pas de telles préventions. Le recrutement commence dès fin août 1940 pour la *Hilfspolizei* (police auxiliaire) et l'*Allgemeine-SS* (la « SS générale », branche civile de la SS). Le 1er octobre 1940 débute le recrutement pour la Waffen-SS. Début décembre, on recense en Alsace 32 volontaires pour la Waffen-SS, 622 pour la *Hilfspolizei* et 876 pour l'*Allgemeine-SS*; en Moselle, les chiffres sont respectivement de 68, 367 et 183. Ces statistiques sont cependant à prendre avec précaution car il est difficile de distinguer les Alsaciens-Mosellans et les Allemands installés après 1940. Vexé, Himmler exige le recrutement de 500 Alsaciens d'ici fin janvier. Début février, sur 750 demandes • • •

ALAMY/SHAWSHOTS/PHOTO12

La fin tragique des échappés de Ballersdorf

Février 1943. On incorpore alors en Alsace les classes d'âge de 1914 à 1919. Dans le Sundgau, territoire limitrophe avec la Suisse, c'est le sauve-qui-peut. Les jeunes gens concernés quittent massivement le pays pour se réfugier de l'autre côté de la frontière. Dans la nuit du 12 au 13 février 1943, les 18 futures recrues des villages de Ballersdorf, Retzwiller, Dannemarie, Elbach et Aspach tentent de passer la frontière. Le groupe dispose de cinq ou six fusils et d'un ou deux pistolets. Les autres sont armés de gourdins. Malheureusement, ces jeunes hommes croisent une patrouille de la police allemande des frontières. Il s'ensuit un échange de coups de feu. Un garde-frontière est tué ainsi que trois fugitifs. Les survivants se dispersent et regagnent leurs domiciles. Dans la matinée du 13 février, la gendarmerie, la Gestapo et le SD ratissent le secteur et débusquent à Ballersdorf et autres lieux les fuyards nocturnes : 14 réfractaires sont arrêtés, un seul parvient à gagner la Suisse. Après un passage à tabac à la Gestapo de Mulhouse, on les conduit à Schirmeck où ils sont incarcérés au « Bunker », qui désigne des cellules d'isolement pour les punis du camp. Le gauleiter Wagner, le tout puissant dirigeant nazi de l'Alsace, décide de faire un exemple pour décourager les futurs candidats à la fuite. Le 15 février, quatre avocats du barreau de Strasbourg sont prévenus qu'ils devront intervenir le lendemain devant le *Sondergericht* (« tribunal d'exception »), sans plus d'informations. Le 16 février, les 14 inculpés sont traduits devant cette juridiction. À l'issue de six heures de débats, ils sont tous condamnés à mort. Le gauleiter fait savoir par avance qu'il leur refuse la grâce. Au matin du 17 février, on les fait sortir du « Bunker » pour leur faire lire le journal local nazi qui, par anticipation, informe ses lecteurs des détails de leur exécution. Puis on les conduit à la sablière du Struthof où, torse nu, en pantalon rayé et sabots, ils sont fusillés dans le dos, sauf l'un d'entre eux, mineur pénalement et simple d'esprit de surcroît, dont on attend un rapport d'expert pour décider de son sort. Mais comme l'information tarde à venir, on le fusille le 24 février 1943 avec deux autres réfractaires. Leurs parents, quant à eux, furent victimes de représailles : déplacés dans le Vieux-Reich et tous leurs biens saisis. J.-.L. V.



ARCHIVES DE STRASBOURG, 1 FI 135 3

Chasseur de têtes Gauleiter du district *Oberrhein* (qui englobait le pays de Bade et l'Alsace), Robert Wagner (à g.) tente, sans guère de succès, d'attirer des hommes dans les forces armées allemandes. Ce nazi convaincu sera fusillé en 1946 à Strasbourg.

déposées, seules 58 ont été retenues. Le gauleiter Wagner mobilise alors toutes les administrations et organisations nazies. Sans succès. Au 17 novembre 1941, on atteint 322 volontaires pour la SS et 751 pour la *Hilfspolizei*. En Moselle, en mars 1942, le journal *NSZ-Westmark* mentionne que «plus de 300 jeunes Lorrains se sont engagés volontairement dans la Waffen-SS».

Trois fois moins de recrues qu'au Luxembourg

Si la Wehrmacht a renâclé en 1940, elle change d'attitude après l'attaque contre l'URSS, lancée le 22 juin 1941. Dans une lettre du 17 juillet à l'OKW, Wagner reconnaît que la Wehrmacht a intensifié son action de propagande pour le recrutement mais que les résultats sont très décevants. Le 28 août, une circulaire de l'OKW autorise la publicité pour l'engagement dans la Wehrmacht et vise les volontaires d'Alsace, de Moselle et du Luxembourg nés après 1900 mais, en aucun cas, ne doivent être constituées «une légion ou des unités avec des Alsaciens, des Lorrains ou des Luxembourgeois». La première grande campagne d'engagement volontaire dans la Wehrmacht est lancée en octobre 1941. Bien que des avantages très importants soient promis (primes et allocations, choix de l'arme et de l'unité), c'est un échec piteux.

Alors que l'armée allemande patine à l'Est depuis l'échec devant Moscou en décembre 1941, Robert Wagner lance deux autres campagnes en février et juillet 1942. Celle de février vise tout particulièrement les 20 000 fonctionnaires et employés d'administration alsaciens. Les campagnes d'octobre 1941 et février 1942 font l'objet d'une propagande intensive dans la presse ou par voie d'affiches, comme *Männer des Elsass!* [«Hommes d'Alsace!»] en janvier 1942, signée par des personnalités volontaires en 1914-1918 et des figures autonomistes. Mais, dans une circulaire du 24 février 1942, on note que les «résultats de la campagne chez les fonctionnaires alsaciens sont insuffisants». Le 31 mars, on se désole qu'à Mulhouse seuls un fonctionnaire et trois employés se soient engagés contre 40 à Strasbourg (en réalité 18 sur 4000 fonctionnaires).

> «La plupart des volontaires de la Wehrmacht sont jeunes, peu qualifiés… et pronazis»

En juin 1942, lorsqu'il dresse le bilan de l'année écoulée, le gauleiter Wagner avance le chiffre de 2100 volontaires dans la Wehrmacht et la Waffen-SS. Le problème, c'est qu'en décembre 1941… on ne compte que 514 volontaires. Son discours laisse sous-entendre un engagement massif contredit par les documents de février! En outre, il faudrait faire la distinction entre les Alsaciens et les Allemands du Reich, travail compliqué par la destruction des archives de la région militaire de Stuttgart. Preuve supplémentaire de l'échec complet des campagnes de recrutement, à titre de comparaison, en 1914-1918, on enregistre environ 8000 volontaires dans l'armée allemande et 17 650 dans l'armée française. Au Luxembourg, sur la même période 1940-1942, on enregistre 2000 volontaires dans un pays trois fois moins peuplé que l'Alsace.

Des causes multifactorielles

On peut avancer plusieurs causes à l'engagement volontaire: le ralliement à l'idéologie nazie (soutien avant-guerre au courant autonomiste qu'il faudrait mieux cerner, antibolchevisme), le rôle des Jeunesses hitlériennes (d'abord sur la base du volontariat avec de fortes pressions, puis obligatoire en 1942 pour tous les jeunes de 10 à 18 ans), les origines familiales (germanophilie, choc du retour à la France en 1918), la pression familiale (voire recours à la violence), l'opportunisme (indélicatesse avec la police ou la justice nazie), la recherche de l'aventure (têtes brûlées), le dépit (amoureux, rupture avec la famille ou son milieu), la recherche de la camaraderie, l'attrait pour la carrière militaire et certaines armes (Luftwaffe, Kriegsmarine) ou encore des stratégies d'évitement en devançant l'appel afin de servir une arme moins exposée que l'armée de terre. Enfin, que ce soit en Alsace ou en Moselle, le profil est celui de jeunes hommes nés dans les années 1920, occupant des emplois peu qualifiés (agriculteurs, petits artisans et commerçants, beaucoup d'étudiants et de lycéens) engagés majoritairement dans la Wehrmacht, passés par les Jeunesses hitlériennes et issus de familles pronazies.

Un phénomène européen

Loin d'être une singularité alsacienne ou mosellane, le Reich enrôle dans ses armées des centaines de milliers d'Européens. Selon leur nationalité, ces derniers vivront différemment cette expérience ainsi que leur démobilisation. PAR FRÉDÉRIC STROH

Lors du débarquement en Normandie, Léopold Bergant *(ci-contre)*, qui posait encore quelques mois auparavant dans son uniforme allemand devant une publicité vantant un vin tonique, fut fait prisonnier et envoyé en Grande-Bretagne. Il apparut qu'il n'était pas allemand, mais de nationalité slovène. Il avait été incorporé de force à la suite de l'introduction en mars 1942 du service militaire obligatoire allemand en Basse-Styrie, annexée de facto par le Reich. Il combattit ensuite aux côtés des Alliés et participa à la libération de l'Italie puis de Ljubljana.



MUSÉE NATIONAL D'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE SLOVÉNIE, LJUBLJANA

Sans frontière Le Slovène Leopold Bergant (à gauche), en uniforme de la Wehrmacht dans le Pas-de-Calais en 1943. Musée national d'histoire contemporaine de Slovénie.

Une mosaïque de réactions

Si l'histoire de l'incorporation de force peut apparaître comme une histoire régionale du point de vue français, il s'agit en réalité d'une histoire européenne. Des centaines de milliers d'étrangers furent contraints, en dépit du droit international, de servir au sein de la Wehrmacht ou de la Waffen-SS au motif qu'ils auraient été allemands sur le plan ethnique. Ils venaient principalement d'Alsace et de Moselle (130 000), du Luxembourg (10 200), de Belgique (8 500), de Slovénie (jusqu'à 90 000) et de Pologne (jusqu'à 500 000). Commune à de nombreux pays, l'histoire de l'incorporation de force n'en fut pas moins plurielle. Sa mise en œuvre et son ampleur, tout comme les réactions des populations et les constructions mémorielles, ont varié selon les territoires. L'histoire et la géographie y furent pour beaucoup. Le refus fut plus massif dans les communes germanophones de « Vieille Belgique » qu'à Malmedy, pourtant francophone mais rattachée à la Prusse durant tout le XIXe siècle. Au Luxembourg, qui avait longtemps été indépendant et neutre, la population réagit par une grève plus massive qu'en Alsace, où la génération précédente avait déjà dû servir l'Allemagne. Dans le sud de l'Alsace, beaucoup profitèrent de la proximité de la Suisse pour s'échapper.

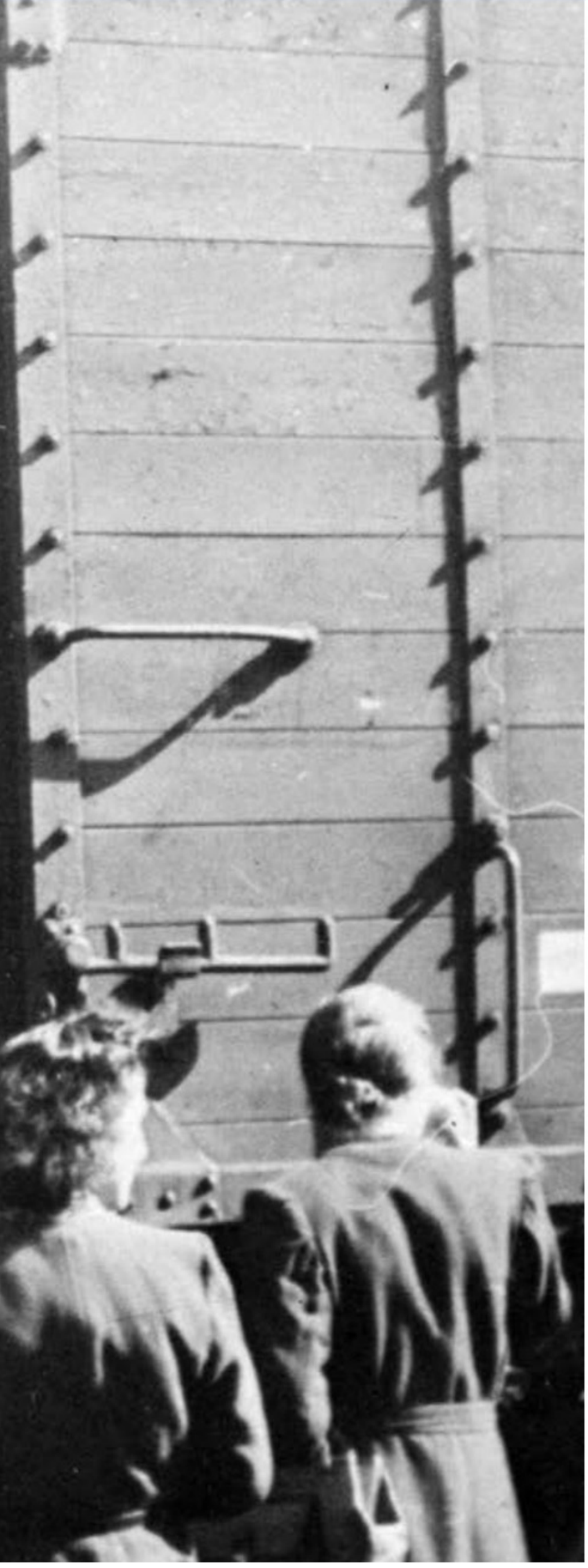
De l'autre côté du Mur

De nombreux Polonais et Slovènes gagnèrent les forêts pour se joindre à la Résistance, tandis que d'autres se soumirent aux ordres nazis, souvent par anticommunisme. Partout, la répression contre les réfractaires fut brutale. Après 1945, les anciens incorporés de force de France, Luxembourg et Belgique s'organisèrent et se fédérèrent au-delà des frontières pour se faire entendre. Ils obtinrent des droits et furent progressivement reconnus comme victimes. Les régimes communistes en revanche refusèrent aux leurs tout titre, indemnisation et expression publique. Il faudra attendre les années 1990 pour qu'une reconnaissance émerge à l'Est. Les controverses politiques dont firent l'objet Donald Tusk en 2005 et Jean-Claude Juncker en 2014 en raison de l'incorporation de force de leurs aïeuls montrent toutefois combien le sujet restait partout sensible. Souligner la dimension européenne de l'incorporation de force devrait contribuer à une plus grande reconnaissance de cette histoire en France. Ce pourrait aussi être un des pans de la construction d'une mémoire européenne de la Seconde Guerre mondiale, qui prenne en compte non seulement la diversité des histoires nationales et régionales, mais aussi les expériences de guerre de tant de populations d'entre-deux.



Des incorporés jetés sur tous les fronts

Ventilés dans une myriade d'unités et massivement dans la Waffen-SS à partir de 1943, les Alsaciens-Mosellans n'ont pas tous connu les rigueurs du front de l'Est. On les retrouve aussi sur des terrains plus secondaires, tels la Finlande ou les Balkans. Et comme les autres *Feldgrauen*, ils sont pris dans l'engrenage des crimes de guerre… PAR GEOFFREY KOENIG



MÉMORIAL ALSACE MOSELLE, FONDS KLINGER

Mauvais aiguillage Considérés comme « ethniquement Allemands », les jeunes des territoires annexés comblent, à partir de 1942, les pertes colossales **des armées nazies.** Départ pour l'Est de l'incorporé de force Léon Klinger (à gauche) et de ses camarades en gare de Pforzheim (Bade-Wurtemberg), le 13 mai 1943.

L'incorporation de force est encore trop souvent associée au stéréotype du jeune homme envoyé à des milliers de kilomètres de chez lui, dans le froid glacial, pour combattre sur le front de l'Est. À ne pas en douter, c'est là un parcours commun à des milliers de ces «malgré-nous», à tel point que cette image domine les représentations collectives. Pourtant, des incorporés de force alsaciens-mosellans ont été engagés à travers toute l'Europe, en Yougoslavie, en Scandinavie, en Italie, en France et en Allemagne. Éparpillés dans les unités militaires, ils ont vécu une variété de situations.

Recrutés mais surveillés de très près…

Au cours de la guerre, l'armée incorpore plusieurs centaines de milliers de soldats issus des territoires annexés par le Reich. Polonais, Yougoslaves, Luxembourgeois, Belges des Cantons de l'Est et Alsaciens-Mosellans sont qualifiés « d'Allemands par le peuple» (*Volksdeutsche*), une catégorie raciale nazie qui désigne des étrangers considérés comme « ethniquement allemands» ou en voie de germanisation. À ce titre, ils ont été soumis à la conscription, véritable moyen d'assimilation et de domination des populations annexées qui, de surcroît, permet aux armées d'obtenir toujours plus de combattants. Même la Waffen-SS, qui prétend incarner l'avant-garde raciale du Reich, a recours à la conscription parmi les *Volksdeutsche*, qui viennent massivement grossir ses rangs à partir de novembre 1943.

En 1944, ces *Volksdeutsche* finissent par représenter environ 8 % des effectifs de la Wehrmacht, et davantage encore dans la Waffen-SS. Parmi eux, les 130 000 Alsaciens-Mosellans incorporés de force. Le fonctionnement de la conscription a cependant été adapté pour éviter les difficultés. L'armée de terre allemande lève traditionnellement ses unités à partir d'un bassin territorial: c'est le moyen imaginé pour faciliter la cohésion entre les hommes, qui sont amenés à servir avec des camarades d'une même culture, ce qui se comprend dans un pays aux fortes identités régionales. Ainsi, la majorité des divisions de la Wehrmacht sont rattachées à un district militaire, qui les pourvoit en hommes et en matériel de remplacement. Après la défaite de la France en 1940, l'Alsace a été rattachée au V^e^ district militaire de Stuttgart, tandis que la Moselle l'a été au XII^e^ de Wiesbaden.

En raison du risque, il est toutefois inconcevable pour les autorités militaires de constituer des unités entières d'Alsaciens ou de Mosellans. Pour limiter leur influence au sein de la troupe, il a été décidé de les ventiler dans des unités purement allemandes sur l'ensemble du territoire du Reich. La règle initialement fixée est celle de ne pas dépasser 5 % d'incorporés de force dans les unités de combat et 15 % dans les unités territoriales, seuils qui n'ont jamais été appliqués systématiquement. La logique est la même dans la Waffen-SS, où les Alsaciens-Mosellans sont affectés aux divisions allemandes déjà existantes. Les divisions nationales – française, ukrainienne, néerlandaise, biélorusse, croate, norvégienne, etc. – ne concernent que les contingents de volontaires étrangers.

Réticentes à l'introduction de la conscription dans les territoires annexés de l'Ouest, les autorités militaires ont également instauré des règles théoriques sur l'utilisation de ces soldats. Pour limiter les risques de sûreté militaire et les possibilités de désertion, il est initialement interdit de les verser dans des unités de reconnaissance et de renseignement, ou d'en faire des pilotes d'avion. Surtout, il est question d'éloigner les Alsaciens-Mosellans au possible du front de l'Ouest, jugeant qu'ils seraient moins tentés de rompre le rang sur les autres théâtres d'opérations, ce qui rappelle des inquiétudes déjà existantes à l'époque des *Feldgrauen* de la Grande Guerre.

Une directive d'octobre 1942, réitérée début 1944, proscrit leur affectation en France, en Belgique et aux Pays-Bas, sauf pour les engagés volontaires et ceux dont l'unité y est transférée. Cette dernière exception est importante, car elle enlève tout son sens à la directive. L'armée allemande fonctionne sur •••



MÉMORIAL ALSACE MORELLE, FONDS FEFA, LOLL

Terres de sang Plaines d'Ukraine, steppes biélorusses, marécages du Pripiat, forêts de Pologne, massif des Carpates… les incorporés de force alsaciens et mosellans, à l'image de ces trois-là, ont connu toutes les rigueurs de la guerre à l'Est. (Photo sInd).

••• un système de rotation des unités entre les différents théâtres d'opérations, de sorte que les incorporés de force ont servi partout en Europe.

À travers l'Europe en guerre

Lorsque la conscription est introduite en Alsace-Moselle en 1942, le front de l'Est est le centre névralgique de l'armée allemande. Une majorité des incorporés de force y sont engagés. En raison de leur dispersion dans les unités, ils se trouvent dans tous les grands affrontements: l'offensive Citadelle, la bataille de Crimée, l'opération Bagration, la défense de la Prusse-Orientale, jusqu'aux dernières batailles du printemps 1945. L'imaginaire a retenu les affrontements dans les plaines glaciales de l'Union soviétique, mais la guerre à l'Est se fait aussi bien dans les steppes que dans les marais ukrainiens, dans les forêts de Pologne et de Biélorussie, dans les massifs du Caucase ou des Carpates, et dans les grands centres urbains comme ceux de Kiev, de Kharkiv ou de Smolensk. Bref, le front de l'Est recouvre des environnements aussi variés qu'étendus dans l'espace et le temps.

Jusqu'en 1943, le front de l'Ouest a servi de base arrière pour reconstituer les unités endommagées par l'Armée rouge. En prévision du débarquement, Hitler met fin à cette logique de «réserve» pour le front de l'Est, pérennisant les contingents déployés à l'Ouest. En conséquence, de nombreux incorporés de force sont engagés dans la campagne de France de 1944, soit parce qu'ils ont suivi leur unité qui avait besoin d'être retirée du front, soit parce qu'ils ont servi à en renflouer les rangs. Ainsi, quelque 350 Alsaciens et Mosellans ont trouvé la mort durant la campagne de Normandie et plusieurs dizaines d'entre eux ont réussi à s'évader à déserter. Même si des mesures sont prises pour les sortir des rangs, celles-ci restent marginales: certains «malgré-nous» se sont aussi battus sur leur propre terre. À côté de cela, il y a tous ceux qui ont été déployés sur les théâtres moins connus du grand public. Dans les Balkans et en Italie, les incorporés de force ont connu les embuscades contre la Résistance, tout comme les batailles d'ampleur,

> “À l'Ouest, quelque 350 Alsaciens et Mosellans ont trouvé la mort en Normandie”

der de l'armée allemande grâce à l'aide des civils locaux. Lorsque les combats se rapprochent des frontières allemandes en septembre 1944, le Reich accroît la mobilisation de l'armée de remplacement, qui constitue des unités de combat à partir des écoles, des unités d'instructions, des gardes territoriaux et autres garnisons. Conscrits des territoires annexés ou non, ces soldats devenus indispensables à l'effort de guerre prennent le chemin du front occidental, des Pays-Bas à la Suisse.

Lors des combats en Lorraine et en Alsace, le commandement se plaint de ces soldats qui ont une fâcheuse ten-



MÉMORIAL ALSACE MORELLE, FONDS FEFA

Délivrés Capturés sous l'uniforme allemand par les Russes puis libérés en 1944, les « 1500 de Tambov » *(lire encadré p. 50)* rejoignent les forces françaises libres en Palestine.



MÉMORIAL ALSACE MORELLE, FONDS FRIEDRICH

Cercle polaire Front aussi éprouvant pour les hommes que souvent oublié par les livres d'Histoire, celui de Finlande. Incorporés de force en Finlande durant l'hiver 1943-1944.

à l'image de celle de Cassino. En Scandinavie et dans l'espace nordique, ils participent à l'occupation et à la surveillance côtière. En Finlande, les « malgré-nous » enrôlés chez les chasseurs de montagne, les *gebirgsjäger*, livrent bataille contre un ennemi soviétique sporadique, mais doivent affronter un environnement particulièrement hostile, froid et obscur l'hiver, humide et infesté de moustiques l'été.

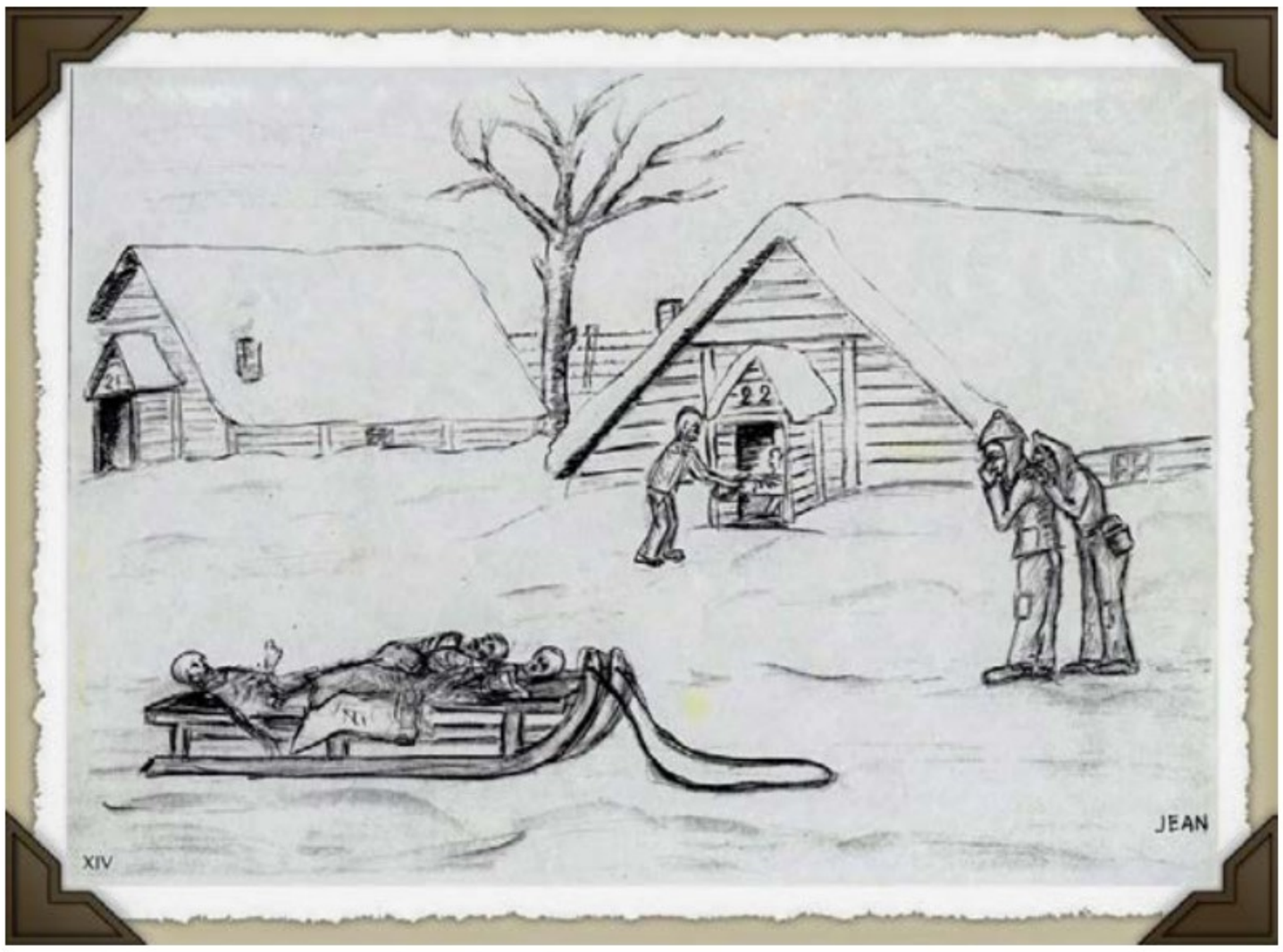
Enfin, il y a aussi les milliers de « malgré-nous » de la Kriegsmarine, déployés de la mer du Nord à la mer Noire, en passant par l'Atlantique et les Cyclades, qu'ils servent à quai, à bord des bâtiments, et même pour une poignée d'entre eux, dans l'arme sous-marine. En ayant suivi l'armée allemande sur tous ses théâtres d'opérations, les incorporés de force ont mécaniquement été impliqués dans les crimes qu'elle a commis à travers toute l'Europe.

Soldats de « l'armée du crime » !

À l'image de centaines de milliers de soldats de la Wehrmacht et de la Waffen-SS, de nombreux incorporés de force ont participé à la « lutte contre les partisans » – expression qui désigne un ensemble de méthodes de domination et de répression élaboré par l'armée allemande pour pacifier les territoires et les populations sous son contrôle. Celle-ci a été mise en œuvre dès la campagne de Pologne en 1939, puis formalisée à partir de l'opération Barbarossa. Elle a coûté la vie à des centaines de milliers, voire des millions de civils. En 1942-1943 apparaît la •••

••• tactique du village brûlé, qui consiste à encercler un lieu, le ratisser, rassembler les populations pour les passer par les armes, ou les brûler vives dans des bâtiments. Ces méthodes prennent de l'ampleur au cours de l'année 1943, d'abord en Biélorussie, en Ukraine et en Russie centrale, mais également en Pologne, en Grèce, en Yougoslavie, en Italie: environ 9000 localités auraient ainsi été détruites. En l'absence de travaux empiriques, il est toutefois difficile d'évaluer la place exacte des incorporés de force dans les crimes de guerre de l'armée allemande.

Certains cas, emblématiques, sont connus parce qu'ils ont été médiatisés après la guerre. Les Alsaciens-Mosellans de la 2e division SS «Das Reich» participent aux grandes opérations de «représailles» dans le Massif central, notamment en Corrèze et dans le Limousin. À Tulle, les SS pendent 99 civils aux réverbères et aux balcons le 9 juin 1944, en réponse à l'attaque de la ville par un groupe de FTP. Le lendemain, le village d'Oradour-sur-Glane est incendié et ses habitants tués lors du plus grand massacre commis par les Allemands en France. À chaque fois, des incorporés de force étaient présents dans les unités impliquées. À la marge, et en fonction de leurs possibilités, certains ont eu l'occasion de sauver des vies discrètement, suggérant toute la complexité de ce phénomène. Plusieurs incorporés de force ont aussi servi au sein de la 16e division SS «Reichsführer», connue pour avoir massacré, en Italie, des localités entières, soit près de 2000 civils, femmes et enfants compris, notamment à Marzabotto, à Sant'Anna di Stazzema et à Vinca.



DR

Prison blanche Le camp du NKVD N° 188 s'avère être un mouroir pour les prisonniers. La baraque 22 servant de morgue, dessinée par un prisonnier.

L'enfer du camp de Tambov

Ils sont plus de 25 000 incorporés de force à avoir connu la captivité soviétique. L'URSS n'ayant pas signé la convention de Genève de 1929, la guerre à l'Est s'inscrira pour eux dans une zone de non-droit, dans un contexte de guerre totale entre les deux grandes dictatures du XXe siècle. Après les longues marches meurtrières vers l'arrière des lignes russes, sans nourriture ni soins, perdus dans la masse, les 22 000 rescapés vont être détenus dans un ou plusieurs camps d'affectation. Ces établissements permanents d'internement relèvent non pas de l'Armée rouge, mais de l'autorité du NKVD, l'ancêtre du KGB. Les Français vont être, en grande partie, rassemblés au sein du « camp du NKVD N° 188 de la station de Rada, oblast de Tambov », appelé le « camp de Tambov », sans aucun régime de faveur par rapport aux autres prisonniers. Ils connaîtront la sous-alimentation, les pénibles corvées au sein du camp ou le travail forcé dans les commandos de travail extérieurs, dans un environnement sanitaire désastreux, sans oublier le terrible hiver russe, coupés du monde, sans informations quant à leur sort ou à celui de leurs proches. Les rapatriements, à l'exception d'un seul groupe de 1500 libérés en 1944, se firent tardivement, d'août à octobre 1945 pour les 11 500 survivants de Tambov. Ils s'échelonnèrent jusqu'en 1955 pour 3000 Français encore retenus dans les autres camps. Plusieurs milliers d'incorporés de force sont décédés dans les camps soviétiques, dont plus de 2000 pour le seul camp de Tambov. ALPHONSE TROESTLER

Une responsabilité collective

Mais derrière ces exemples saillants, c'est toute une constellation de crimes qui ont été commis à travers l'Europe, également par des unités de la Wehrmacht, essentiellement formées de conscrits. Qu'ils soient Alsaciens, Mosellans, Luxembourgeois, Polonais ou Allemands n'avait guère d'importance. De jeunes recrues venues de tout le Reich participèrent, de près ou de loin, à de telles atrocités, commandées par des cadres, eux-mêmes acculturés à un degré de violence inouï, et pris dans des dynamiques collectives. Les soldats impliqués n'étaient pas des sadiques assoiffés de sang: ils reproduisaient des processus encadrés, contrôlés et rationalisés, un «savoir-faire» qui s'est construit au sein de l'armée allemande durant le conflit, surtout à l'Est. Toujours est-il que les incorporés de force ont partagé la responsabilité collective de l'armée allemande après la guerre, au moins pour une partie de l'opinion. Pour les concernés, le poids écrasant du passé fut décuplé. Comment admettre le souvenir de cette guerre vécue sous l'uniforme ennemi, symbole de la barbarie du siècle, à laquelle ils avaient contribué, malgré eux?

Juger « ceux d'Oradour »

Du 12 janvier au 13 février 1953 se tient au tribunal militaire permanent de Bordeaux le procès qui doit faire la lumière sur le massacre perpétré à Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944, par la 3e compagnie de la division « Das Reich », qui fit 643 victimes.

PAR BÉNÉDICTE VERGEZ-CHAIGNON



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

Deux France Le procès est considéré en Alsace comme injuste. En face, les Limousins exigent une justice exemplaire débouchant sur des condamnations sévères.

La longue instruction ouverte pour crime de guerre conduit à la comparution de 21 accusés sur les 110 SS réputés présents à Oradour. Manquent ceux qui sont morts (dont le commandant de la compagnie), ceux qui n'ont pas été retrouvés et, surtout, ceux dont la France n'a pu obtenir l'extradition (dont le général commandant la division). Il y aura donc une quarantaine d'accusés par contumace. Point crucial: parmi les accusés de Bordeaux, 14 sont Français. L'un, Georges René Boos, s'est engagé volontairement en 1941. Les 13 autres ont été incorporés de force. Ainsi, deux régions s'opposent: le Limousin, terre des martyrs et des maquis; l'Alsace, terre annexée et violentée, qui se revendique comme première victime de l'Allemagne nazie.

Le Limousin, traditionnellement à gauche, entraîne la presse communiste et celle issue de la Résistance ainsi qu'une bonne part de l'opinion nationale. L'Alsace est tout entière unie derrière les siens, dont elle demande que leur cas soit jugé à part de celui des Allemands, l'incorporation forcée constituant une circonstance atténuante. Un seul d'entre eux, qui a reconnu avoir tué, est en préventive depuis plusieurs années. Les autres comparaissent libres.

Le tribunal refuse la disjonction des affaires, mais statue que les jugements seront distincts s'il s'avère que les incorporations furent contraintes. Deux semaines après le début du procès, l'Assemblée nationale abroge la loi de 1948 qui établissait la responsabilité collective en matière de crime de guerre, en autorisant la poursuite de tout individu appartenant volontairement ou non à une unité criminelle. Les survivants et les familles d'Oradour, indignés, menacent de se retirer d'un procès qui leur est volé. Les pugnaces avocats alsaciens des «malgré-nous» plaident que le crime de guerre de l'incorporation forcée devrait être jugé préalablement et soulignent que quatre accusés étaient mineurs au moment des faits.

La colère et le silence

Le verdict tombe en deux jugements séparés entre Allemands et «malgré-nous». Le seul gradé allemand et le Français Boos sont condamnés à mort, ainsi que tous les contumax. Quatre Allemands sont condamnés à des travaux forcés, un à dix ans de prison, un autre est acquitté, faute d'avoir pu prouver sa présence sur les lieux. Les Alsaciens sont condamnés à des peines de cinq à huit ans de travaux forcés ou de prison. La déception est générale. Autour d'Oradour, on estime le verdict trop indulgent. En Alsace, il est vécu comme une condamnation de toute la région, incomprise et abandonnée. Les drapeaux mis en berne sont crêpés de noir, ainsi que les monuments aux morts. La colère alsacienne pousse l'Assemblée nationale à voter, le 19 février 1953, une amnistie des Français incorporés de force. Les «malgré-nous» sont libres. Le Limousin se sent à son tour trahi. Oradour rend sa croix de guerre et plonge dans un deuil de dix ans.

Dans ce conflit de mémoires divergentes, le châtiment des crimes de guerre allemands fut relégué au second plan alors qu'on avait proclamé qu'Oradour demeurerait à jamais dans l'Histoire comme la preuve de la barbarie nazie. Quant aux «malgré-nous», il devenait opportun de faire silence sur leur destin.

L'armée des âmes errantes

Leur nombre n'est, comme le disent les Britanniques, connu « que de Dieu seul ». Mais on estime entre 30 000 et 40 000 les Alsaciens et les Mosellans morts durant la guerre. Le projet « Mémoires Grand Est » œuvre à rendre l'histoire de ces hommes et de ces femmes – dont beaucoup incorporés de force – à leurs familles.

PAR ILSE HILBOLD – INFOGRAPHIE MEHDI BENYEZZAR

La construction de la mémoire des incorporés de force est fondée, pour partie, sur l'entreprise de chiffrage des décès. Le chiffrage, entravé par l'accessibilité des sources, a souvent été comblé par des estimations. Sur les **130 000 incorporés** de force d'Alsace et de Moselle, **100 000 seraient alsaciens, 30 000 mosellans.** Parmi eux, entre 30 000 et 40 000 seraient morts ou disparus.

Le défi de la base de données «Mémoires Grand Est» est de dépasser ces estimations en proposant un chiffrage sûr, reposant sur l'identification individuelle de chacun des morts et disparus, et non plus sur des projections ou des calculs. Ce travail, de longue haleine, est toujours en cours: chaque jour, de nouvelles sources fournies par les familles et les fonds d'archives permettent de compléter avec plus d'exactitude la base de données. Par conséquent, tous les chiffres présentés dans cette infographie sont provisoires. Ils reflètent un état de la recherche à un moment donné et sont appelés à évoluer au fur et à mesure des travaux. Actuellement, **7 548 décès** sont avérés, **15 097 présumés** et on compte encore **5 698 disparus**.

«Morts pour la France»

Les incorporés de force ne sont pas tous porteurs de la mention «Mort pour la France». Les volontaires ont ainsi été exclus de cette mention. Surtout, certaines familles n'ont pas entamé de démarches de reconnaissance auprès des services de l'État.
28 343 incorporés de force sont porteurs de la mention «Mort pour la France». Parmi eux 5531 natifs mosellans; 22108 Alsaciens; 704 natifs nés hors des départements de Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin mais y résidant au moins depuis 1939.

Des femmes aussi…

La Wehrmacht n'intégrait pas les femmes dans ses rangs. En revanche, elles furent nombreuses, y compris Alsaciennes ou Mosellanes, à être incorporées dans des formations paramilitaires. Certaines d'entre elles étaient même affectées à des postes de type militaire. Leurs familles ont très peu demandé la mention «Mort pour la France», ce qui rend l'identification des victimes difficile. Quand elles l'ont fait, les requêtes ont longtemps été déboutées, la spécificité des parcours de femmes incorporées de force dans des formations paramilitaires nazies ne remplissant pas les critères d'attribution de la mention. Néanmoins, la mention **« Mort pour la France » a été attribuée à treize d'entre elles**.

Les incorporés de force et les autres

Si la majorité des incorporés de force a combattu sous l'uniforme allemand et a trouvé la mort au front, il existe en réalité une pluralité de parcours. L'analyse biographique de chacune de ces vies, qui doit être poursuivie, indique par exemple que des incorporés de force ont déserté la Wehrmacht pour rejoindre la Résistance en France. Parmi les **« 1500 de Tambov »**, certains ont trouvé la mort sous l'uniforme français. D'autres encore ont refusé l'incorporation pour motif religieux et leur geste, qui les a menés à la mort, a été reconnu comme celui d'un résistant.

Les causes des décès

L'identification des circonstances de décès peut être compliquée dans le contexte de la guerre, notamment en cas de disparitions, quand la mort n'a pas pu être constatée par les autorités militaires. Un certificat de disparition était ainsi établi, puis complété au tribunal par un jugement déclaratif de décès. Dans le cas des morts et disparus en captivité soviétique, la difficile accessibilité des sources produit un net décrochage entre les estimations (jusqu'à 15 000) et les identifications (environ 6 600).

20 703
circonstances inconnues, dont une partie de décès par jugement déclaratif

4 871
tués au combat

43
accidents

5
noyades

2
suicides identifiés et pourtant attribution de la mention « MPLF »

140
exécutions militaires, avec ou sans jugement. Parmi elles, quatre sont le fait des Soviétiques

6 654
morts en captivité *(dont 2 326 à Tambov et 1270 à Kirsanov)*

Décès sur 5 ans

Nombre global — *Nombre sur le front de l'Est*

1942
45
28

1943
4 343
3722

1944
15 523
11007

1945
1 998
3 822

1946
204
78

Front de l'Est
19 630

- **2 355** en Russie
- **3 133** en Pologne
- **6 653** sans précision sur le front de l'Est
- **7 489** en URSS

Hors front de l'Est
8 710

- **808** en France
- **3 338** en Allemagne
- **3 645** autres
- **614** en Italie
- **176** en Autriche
- **80** aux Pays-Bas
- **49** en Norvège

LIEUX DE DÉCÈS

En URSS, dans les camps de captivité soviétique

- Lieux inconnus **3 017**
- Camp de Tambov **2 326**
- Hôpital de Kirsanov **1270**

SOURCES : MÉMOIRES GRAND EST - HTTPS://MEMOIRES.GRANDEST.FR/FRONTOFFICE/ACCUEIL.ASPX

Portraits et témoignages d'une époque de fer…

Hommes ou femmes, fils et filles… voilà les jeunes Alsaciens-Mosellans jetés sur tous les fronts à leurs corps défendant, au grand désespoir de leurs proches. Mais leurs histoires sont toutes différentes, leurs parcours sont pluriels, destinées fascinantes parfois, tragiques souvent. Leur souvenir repose désormais sur le Mur des noms à Schirmeck.



DR

Yvette Schacké

À 18 ans, Yvette Schacké est enrôlée de force dans la marine allemande comme auxiliaire de guerre. Avec d'autres jeunes Alsaciennes, elle est envoyée à plus de 1 000 km de chez elle.

Née en 1925 à Strasbourg (Bas-Rhin), Yvette Schacké est vendeuse dans une boulangerie. En avril 1944, elle est mobilisée au sein de la marine de guerre allemande dans le cadre du *Kriegshilfsdienst* (KHD). Instauré en 1942 en Alsace, le «service auxiliaire de guerre» vise à incorporer de force les jeunes filles dans les forces armées allemandes, les industries de guerre ou les services publics. Elles sont affectées aux postes laissés vacants par les hommes envoyés au front. Avec d'autres Alsaciennes, Yvette Schacké est réquisitionnée à la frontière danoise, puis à Dantzig (actuelle Gdańsk, Pologne). Là-bas, elle est vendeuse dans les cantines militaires. Après plusieurs mois, elle tombe malade. Elle est alors soignée à bord du *Wilhelm Gustloff*, un paquebot lancé par les Allemands en 1937, puis transformé en hôpital de la marine de guerre. Amarré à Gotenhafen (actuelle Gdynia, Pologne), il est utilisé en Prusse-Orientale pour évacuer civils et soldats face à l'avancée des forces soviétiques (opération Hannibal). Le 30 janvier 1945, le navire est torpillé par un sous-marin soviétique. Le naufrage coûte la vie à 9 000 passagers, dont Yvette Schacké et sa camarade Irène Schellenberger.

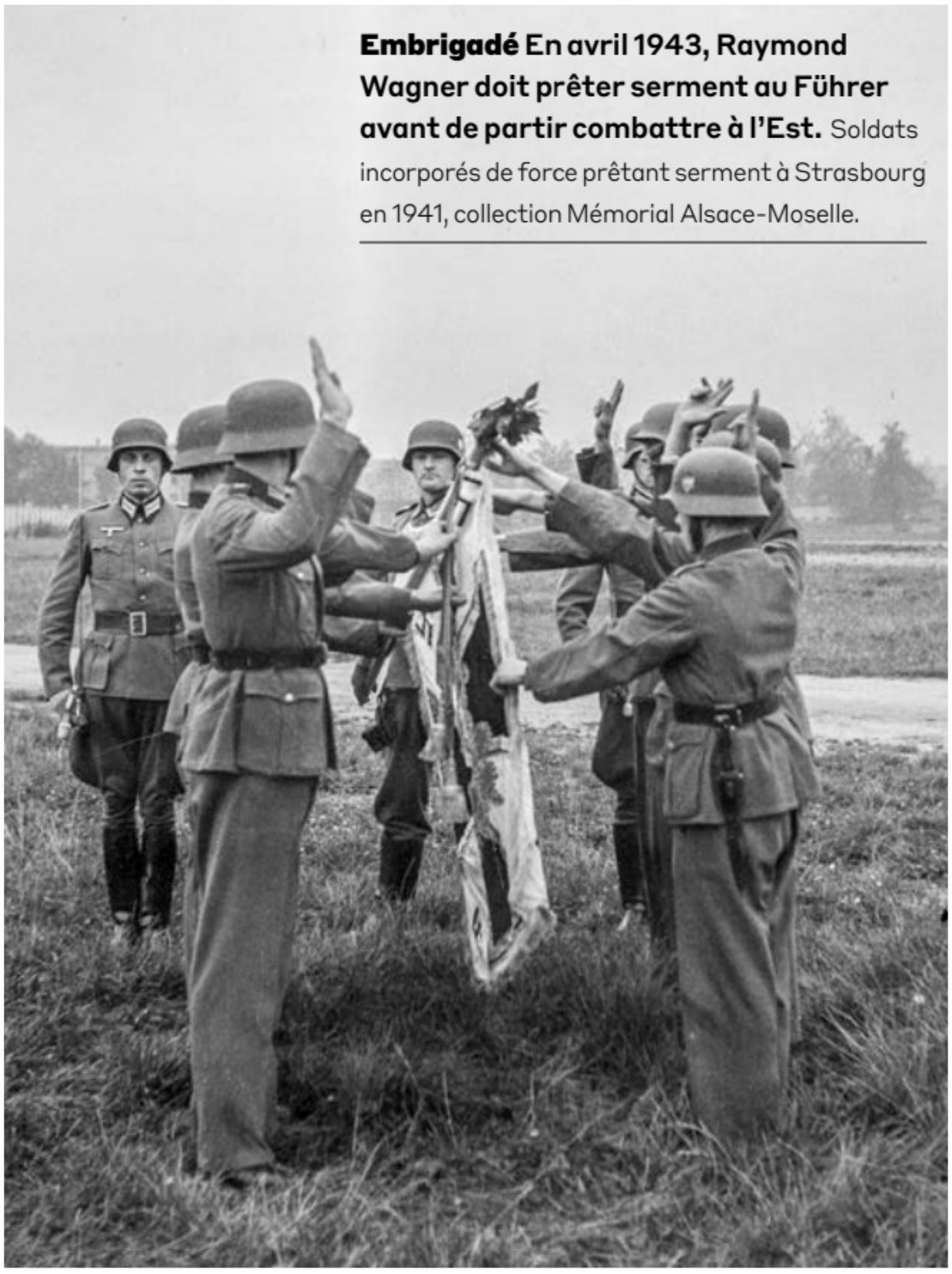
GAËLLE KIEFFER & ILSE HILBOLD - MUR DES NOMS

Raymond Wagner

Typographe, Raymond Wagner est incorporé de force dans la Wehrmacht à 24 ans. Un an plus tard, il est mortellement touché par un éclat d'obus au cours d'une bataille contre l'Armée rouge.

La famille Wagner vit à Erstein (Bas-Rhin). Auguste, secrétaire de mairie, et Marie Wagner ont deux enfants: Mariette, la cadette, et Raymond, l'aîné, qui est né en 1919. La famille est catholique et francophile. Elle accueille donc avec réticence l'ordre de mobilisation générale dans la Wehrmacht. Mais Raymond ne peut présenter aucune raison d'exemption au service et il est parfaitement conscient de la menace que représente la *Sippenhaft* pour sa famille *(lire p. 39)*. Il est donc incorporé de force dans l'armée en avril 1943. Après sa formation en Allemagne et au Danemark, il est affecté au sein d'une unité d'infanterie accompagnée de chars de combat versée en octobre 1943 sur le front de l'Est. Les lettres qu'il envoie en décembre 1943 à sa famille depuis Vitebsk, dans l'actuelle Biélorussie, évoquent le froid de l'hiver, les habitants des villages, les amis d'Erstein qui combattent à ses côtés. Le 11 février 1944, Raymond Wagner est tué par un éclat d'obus alors que son unité défend Vitebsk contre l'Armée rouge. Un décès qui dévaste ses proches. Après-guerre, la mémoire de l'enfant perdu à la guerre s'est transmise dans la famille: ainsi, sa nièce écrit, en 2023, un dossier sur le parcours du jeune homme.

ILSE HILBOLD - MUR DES NOMS



Embrigadé En avril 1943, Raymond Wagner doit prêter serment au Führer avant de partir combattre à l'Est. Soldats incorporés de force prêtant serment à Strasbourg en 1941, collection Mémorial Alsace-Moselle.

MAM/MUR DES NOMS/SP



CC BY-NC-SA 2.0 FR, GENEANET/MUR DES NOMS

Raymond Sick

Raymond Sick n'est âgé que de 15 ans lorsqu'il crée, en juillet 1940, l'un des premiers groupes de résistants alsaciens. Après le démantèlement de ce réseau, il en forme un nouveau en 1943 à Mulhouse, mais est ensuite incorporé de force dans la Wehrmacht.

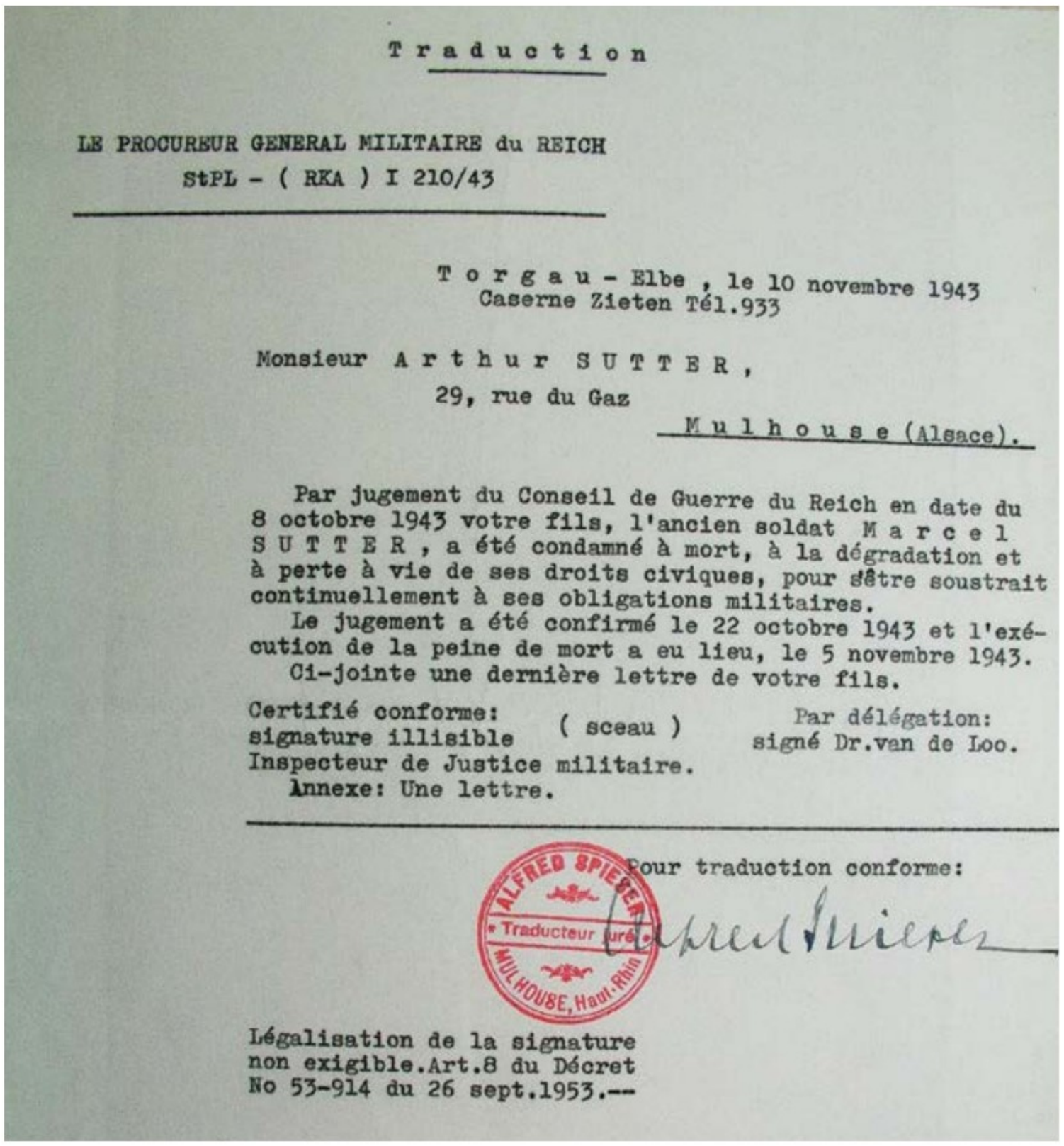
Raymond Sick, né le 20 mai 1925 à Ingersheim (*Haut-Rhin, ci-contre*), est élève à l'École pratique de commerce et d'industrie de Mulhouse. En 1940, il trouve des armes abandonnées par l'armée française et crée un groupe de résistance avec des adolescents de sa classe. La «Légion C40» fonctionne grâce aux conseils de l'oncle de Raymond, Roger Sick, instituteur et ancien sous-lieutenant. Le petit groupe, qui se développe à Mulhouse, Wittenheim et Strasbourg, devient vite très efficace dans le renseignement et le sabotage. À la suite d'une dénonciation, Raymond et ses camarades sont arrêtés par la Gestapo dans la nuit du 3 au 4 octobre 1940. Ils sont internés au centre de redressement de Sinsheim (Allemagne), dont Raymond Sick est libéré le 22 décembre 1940. Avec deux de ses camarades, il crée alors une nouvelle organisation appelée «Mission Z 799», qui édite un mensuel clandestin, de novembre 1943 à mai 1944. Son activité de résistance s'arrête en 1943 quand il est incorporé de force dans la Wehrmacht et affecté sur le front de l'Est. Il meurt le 13 août 1944 en Estonie. **JEAN-MAX MORILLON & ILSE HILBOLD - MUR DES NOMS**

Marcel Sutter

Marcel Sutter est Témoin de Jéhovah. Lorsqu'il est convoqué pour servir dans la Wehrmacht, il refuse « pour des raisons de croyance religieuse ». Cet acte l'entraîne devant le Tribunal de guerre du Reich.

Né à Mulhouse le 3 janvier 1919, Marcel Sutter fait partie de la communauté des Témoins de Jéhovah. L'incorporation de force le frappe comme les autres Alsaciens et Mosellans: il est appelé au début de l'année 1943 à servir l'armée allemande. Comme il ne se présente pas au centre de recrutement, il est arrêté puis incorporé de force en Bohême, où il réitère son refus de servir. Il déclare à ses chefs le 4 juin 1943 qu'«il ne veut pas faire son service militaire parce qu'il est Témoin de Jéhovah». Il est alors emprisonné à la prison militaire de Torgau, près de Leipzig, et il comparaît en octobre 1943 devant le Tribunal de guerre du Reich, la plus haute cour martiale de l'Allemagne nazie. Reconnu coupable de «démoralisation de la force militaire du Reich et refus de faire son service militaire», il est condamné à mort. Quelques heures avant de mourir, il écrit une lettre d'adieu à ses parents *(ci-contre)*. Il est guillotiné le 5 novembre 1943 par le bourreau Herr à la prison Roter Ochse, à Halle. Il est «Mort pour la France» *(lire p. 36)* au titre des incorporés de force dans la Wehrmacht, titulaire du titre de «Déporté et Interné de la Résistance» et médaillé de la Résistance. Ses cendres sont transférées en 1953 à la nécropole nationale de Montauville (Meurthe-et-Moselle).

ILSE HILBOLD - MUR DES NOMS



Traduction

LE PROCUREUR GENERAL MILITAIRE du REICH
StPL - (RKA) I 210/43

Torgau - Elbe , le 10 novembre 1943
Caserne Zieten Tél.933

Monsieur Arthur SUTTER,
29, rue du Gaz
Mulhouse (Alsace).

Par jugement du Conseil de Guerre du Reich en date du 8 octobre 1943 votre fils, l'ancien soldat Marcel SUTTER, a été condamné à mort, à la dégradation et à perte à vie de ses droits civiques, pour s'être soustrait continuellement à ses obligations militaires.
Le jugement a été confirmé le 22 octobre 1943 et l'exécution de la peine de mort a eu lieu, le 5 novembre 1943.
Ci-jointe une dernière lettre de votre fils.

Certifié conforme: (sceau) Par délégation:
signature illisible signé Dr.van de Loo.
Inspecteur de Justice militaire.
Annexe: Une lettre.

Pour traduction conforme:
ALFRED SPIEGER Traducteur juré MULHOUSE, Haut-Rhin

Légalisation de la signature non exigible.Art.8 du Décret No 53-914 du 26 sept.1953.--

Ceux qui disent non Au péril de leur vie, les Témoins de Jéhovah s'opposent pour des questions de conscience à la guerre et au régime nazi. Marcel Sutter fut l'un d'eux.

SHD CAEN 21 P 679 261/MUR DES NOMS

« Mes chers, très chers parents et sœurs, Lorsque vous recevrez cette lettre, je ne serai plus. Quelques heures seulement me séparent de la mort. Je vous en prie, soyez forts et courageux. Ne pleurez pas, car j'ai vaincu. J'ai achevé la course et conservé ma foi. Que Jéhovah me soutienne jusqu'à la fin ! [...] Bientôt nous nous reverrons dans un monde meilleur où la paix et la justice régneront. [...] Je désire ardemment la paix. Dans mes dernières heures, je pense beaucoup à vous et j'ai un peu d'amertume dans mon cœur, puisque je ne peux pas vous donner un baiser d'adieu. [...] Je veux maintenant vouer mes dernières heures à Dieu. Je termine cette lettre en vous embrassant, en attendant de nous revoir bientôt. Loué soit notre Dieu Jéhovah ! Je vous embrasse de tout mon cœur. Votre fils et frère, Marcel. »

Extrait de *Morts pour avoir dit non. 14 Alsaciens et Lorrains face à la justice militaire nazie*, d'Auguste Gerhards (La Nuée bleue, 2007, p. 85).

Edgard Weissenbach

Le 18 février 1943, au lendemain de l'exécution de 18 jeunes réfractaires lors du « massacre de Ballersdorf » *(lire p. 43)*, 600 jeunes incorporés de force de l'arrondissement de Sarrebourg se soulèvent dans le train qui les conduit vers l'Allemagne. Parmi les meneurs figure Edgard Weissenbach, né à Henridorff en 1924. Traduit par la suite en justice avec huit coaccusés, il échappe de peu à la peine de mort et doit son salut à l'intervention du gauleiter Bürckel qui, par calcul politique, souhaite éviter de faire de ces hommes des martyrs. Il témoigne…



LE RÉPUBLICAIN LORRAIN/DR

«La révolte a commencé à la gare d'Arzviller […] et s'est développée de gare en gare avec l'arrivée de nouveaux incorporés de force. Sur ma valise, il y a déjà d'un côté la croix de Lorraine avec le «V» de la victoire (signe de ralliement gaulliste) […]. Des drapeaux français flottent aux portières. À Réding [en Moselle], ce sont les premières bagarres verbales et physiques contre les uniformes allemands. À Sarrebourg, c'est l'apogée. Des centaines d'incorporés de force accompagnés par des amis et des parents chantent une *Marseillaise* mémorable comme Sarrebourg ne l'a jamais entendue. La révolte est en cours; le train a du mal à démarrer et déjà les premières vitres volent en éclats. […] Tous les wagons sont couverts d'inscriptions anti-allemandes comme: «Liquidation», «1918», «Chair à canon», «Vive la France», «Merde la Prusse», «Les Chleuhs dehors», «À bas Hitler», «Honneur à la France», «Vive de Gaulle», «Vive les Alliés», «Vive la Russie», etc. […] Il y a des heurts et des bagarres avec des militaires allemands qui veulent s'interposer. Le convoi […] ressemble à un «squelette ambulant» quand il arrive en gare de Sarreguemines avec beaucoup de retard. Nous […] espérions entraîner la population sarregueminoise dans notre révolte. Mais la police avait depuis longtemps demandé du renfort et nous a emmenés à la prison […].»

SÉLECTIONNÉ PAR PHILIPPE TOMASETTI

Extrait de *Réconciliation*, d'Edgard Weissenbach (Scheuer, 2000).



DR

Pierre Weisenhorn

Pierre Weisenhorn, né à Altkirch en 1924 (dans le Haut-Rhin dont il sera le député de 1973 à 1988), est incorporé de force en janvier 1943. Après avoir combattu en Ukraine puis sur le cercle polaire arctique en Finlande, il déserte en Tchécoslovaquie, au mois de mai 1945, et se rend aux troupes soviétiques. Au terme de marches forcées particulièrement éprouvantes, il est transféré en train vers le camp de concentration d'Auschwitz devenu un camp de prisonniers de guerre de l'Axe…

«8 juin, départ Olmütz [auj. Oloumouc, en Moravie, République tchèque], presque 60 hommes par wagon. 9 juin, nous attendons en vain, le train n'avance pas. Un pain pour cinq, trois quarts de litre de soupe, nous avançons de quelques kilomètres. 10 juin, de nouveau quelques kilomètres. Nerfs à rude épreuve. Le 13, 58 hommes, un wagon 8 jours. 3 jours sans pain. […]

Le train qui reste des heures interminables sans bouger, puis fait quelques kilomètres pour s'immobiliser à nouveau un jour ou deux est un supplice mental difficile à décrire. Ce sera donc pour nous une véritable délivrance d'arriver au terminus. Il s'appelle Auschwitz [auj. Oświęcim en Pologne]. Nous n'avions jamais entendu ce nom auparavant. […]

Pour nous c'est d'abord la construction de la baraque dans laquelle nous allons habiter jusqu'au 24 juin. Ce seront ensuite de grands bâtiments en briques et en pierre. Nous sommes dirigés vers le «Marschblock». Nous apprenons que des millions de gens ont été exterminés et entrevoyons de l'autre côté des barbelés les apparitions de quelques déportés, livides dans leur costume rayé. […] Ils nous regardent, de leurs grands yeux fixes, immobiles dans une sorte de prostration. Ils sont revenus de l'au-delà, de l'indicible, de l'extrême. Ils ne vivront plus que pour témoigner ce que des hommes, faits de chair et de sang comme eux, ont réussi à faire à leur prochain par fanatisme, suivisme ou lâcheté.» **SÉLECTIONNÉ PAR PHILIPPE TOMASETTI**

Extrait de *De la Wehrmacht à l'Assemblée nationale. 1939-1945*, de Pierre Weisenhorn (Pierre Weisenhorn, 1997).

Geoffroy Capon

Né à Willer-sur-Thur dans le Haut-Rhin en 1924, Geoffroy Capon est incorporé de force dans un régiment de pionniers de la Wehrmacht en décembre 1942. Déployé en Ukraine, puis en Moravie, il décide de déserter et se rend aux troupes soviétiques le 4 mai 1945. Il témoigne alors de son expérience glaçante.

«J'ai été assis par terre, dos au mur. Le garde se retira aussitôt, me laissant seul. Je me refusais au pire ayant dans l'idée que d'autres prisonniers allemands allaient bientôt se joindre à moi. Mon regard restait fixé sans cesse sur cette porte que j'avais franchie avant. Mais quelqu'un ne tarda pas à me rendre visite. Une silhouette que je pus facilement reconnaître malgré le crépuscule. Il se dirigea vers moi tout en gardant une certaine distance. C'était bien l'officier qui m'avait fait conduire à cet endroit. En quelques secondes tout bascula dans l'horreur. Il glissa sa main vers son flingue et dégaina rapidement pour me tirer froidement et lâchement dessus. Je vis et je verrai toujours la petite flamme jaillir de son pétard suite au premier tir qui m'a touché à l'index de la main droite. Un deuxième coup me fractura les deux os du poignet. J'étais allongé le nez plaqué au sol, lorsqu'il tira une dernière fois. La balle m'atteignit au-dessus du rein droit et transperça le foie. J'étais toujours conscient malgré la perte de sang et je n'osais pas bouger, retenant mon souffle dans la crainte de recevoir le coup de grâce qu'il m'a curieusement épargné. Il est alors parti, me laissant dans des conditions d'hygiène déplorables. Il avait tiré trois fois sans me blesser mortellement. Ça pouvait être le fruit d'une bêtise humaine sur fond d'alcool. Dans ma situation de prisonnier, entièrement exposé à la merci des soldats russes, j'étais livré à moi-même sans pouvoir trouver de l'aide.» **SÉLECTIONNÉ PAR PHILIPPE TOMASETTI**

Extrait de *La Grange maudite*, de Geoffroy Capon (Villefranche, 2021).

Ernest Haxaire

Né dans une famille de scieurs d'un village de montagne du canton de Lapoutroie (Haut-Rhin), il s'est caché avec trois autres camarades pendant près de vingt-deux mois pour échapper à l'armée allemande.

À la fin des années 1950, dans le dossier déposé par Ernest Haxaire en vue d'obtenir la carte de réfractaire, une attestation du maire indique: «Il s'est dérobé le 16/2/43 avant de signer une convocation l'invitant à passer le conseil de révision le 18/2, en vue d'être incorporé de force [...] en avril 1943 [...]. [Il] s'est caché dans la montagne [...] jusqu'au 5 décembre 1944, date de la libération de notre commune par les troupes alliées.» Une note émanant du cabinet du préfet ajoute: «Recherché par la Gestapo et la gendarmerie, mais sans succès, ses parents ont été, à plusieurs reprises, menacés d'être déportés, mesure qui n'a cependant jamais été mise à exécution, en raison même de leur qualité d'exploitants de scierie, industrie considérée comme vitale pour l'effort de guerre du IIIe Reich.» Le journal qu'il tient au cours de ces longs mois de clandestinité atteste de ces épisodes tendus et des techniques mises en œuvre pour se protéger: «25 février [1943]: journée mouvementée, tour de force assez bien réussi. La police à la recherche de renseignements à la maison. Guet de la Gestapo, pendant plusieurs nuits, dans certaines contrées soupçonnées suspectes. 26 février: pas de changement dans la nouvelle vie, excepté petite alerte [...]. Soir au ravitaillement et à l'agence de renseignement X. C. 27 février: même exercice de camouflage que la veille, nouveau coup dur, par suite de correspondances d'une voisine bavarde.» **TÉMOIGNAGE SÉLECTIONNÉ PAR RAPHAËL GEORGES**



ARCHIVES FAMILLE KNECHT/CCO WIKIMEDIA COMMONS/MUR DES NOMS

Jacques Knecht

Blessé au cours d'une bataille sur le front de l'Est, Jacques Knecht est affecté à un poste de traducteur interprète auprès du commandement militaire allemand de Tournon (Ardèche). Il rejoint les Francs-tireurs et partisans et mène au combat une section de déserteurs de l'armée allemande.

Au début de l'été 1943, ce Strasbourgeois quitte l'entreprise de bois où il faisait son apprentissage: il est incorporé de force au RAD, le «Service de travail du Reich» qui est dorénavant obligatoire pour les jeunes Alsaciens et Mosellans. Il est incorporé dans la Wehrmacht et bientôt envoyé sur le front de l'Est. C'est au cours d'une bataille qu'il est blessé au poumon. Mais la Wehrmacht ne le démobilise pas et l'affecte en France, à Tournon (Ardèche), où il devient traducteur interprète auprès du commandement militaire allemand. Placé à un poste stratégique, il rend de nombreux services à la résistance puis déserte de son poste en avril 1944. Il rejoint alors les FTP, le mouvement de résistance dirigé par le Parti communiste français. Sous le nom de guerre de «Jackie», il commande une section de Caucasiens qui ont déserté la Wehrmacht comme lui. Le 5 juillet 1944, Jacques Knecht est blessé et capturé par l'armée allemande. Condamné à mort pour désertion et espionnage, il est exécuté le 21 février 1945 en Bavière (Allemagne). En octobre 1944, son frère cadet René est porté disparu sous uniforme allemand en Hongrie. Le 7 juin 2024, la famille s'est réunie pour poser les deux premiers *Stolpersteine* [petits pavés de métal – pas moins de 100 000 – placés dans 26 pays depuis 1992 par l'artiste berlinois Gunter Demnig, ndlr] en mémoire d'incorporés de force. **JEAN-MAX MORILLON & ILSE HILBOD - MUR DES NOMS**

Ernest Helf

Né en 1919 à Hagondange (Moselle), il exerce la profession de cordonnier. Incorporé de force, il tente de fuir mais, repris, est condamné à mort par un tribunal militaire.

Ernest Helf sert dans l'armée française à compter du 9 juin 1940. Fait prisonnier par l'armée allemande, il est libéré en qualité d'Alsacien-Mosellan. Il retourne ensuite au foyer de ses parents à Mondelange (Moselle) le 13 décembre 1940. Incorporé de force dans l'armée allemande comme *grenadier*, il est envoyé sur le front de l'Est fin avril 1943. Début 1944, son unité stationne dans les environs de Lublin (Pologne). Ernest Helf tente de passer, à la faveur d'un changement de position, dans les lignes russes le 15 février 1944. Malheureusement, dans sa fuite, il tombe sur des soldats allemands. Le tribunal militaire de campagne condamne Ernest Helf à mort pour abandon de poste et désertion à l'ennemi. Le 15 mars, il est fusillé à Marina-Gorka, dans la région de Minsk (Biélorussie occupée). Sa famille, informée par les autorités une semaine plus tard, a interdiction de faire publier dans la presse l'avis de son décès. «Je n'ai pas peur de la mort, car nous n'avons tout de même rien à espérer sur cette terre. Pour vous seuls je me fais des soucis, car vous aviez fondé tous vos espoirs sur moi et maintenant tout est fini,»lit-on dans la dernière lettre d'Ernest Helf adressée à ses parents, une heure avant son exécution, le 15 mars 1944.

NICOLAS HONECKER-LAPEYRE - MUR DES NOMS



COLLECTION MÉMORIAL ALSACE-MOSELLE, FONDS FEFA

Longue marche Acker fait partie des « 1 500 de Tambov », libérés en juillet 1944.

Albert Acker

Charles Albert Acker est incorporé de force, envoyé sur le front de l'Est et fait prisonnier par l'Armée rouge en 1943. Interné à Tambov, il fait partie des « 1 500 » libérés en 1944, ce qui lui permet de s'engager dans l'armée française. Blessé et capturé durant les combats de Cernay en 1945, il est démasqué et condamné à mort.

Charles Albert Acker est né le 7 septembre 1922 à Reichstett (Bas-Rhin). Incorporé de force à la 217e division d'infanterie, il est déployé dans le nord de la Russie où il est fait prisonnier le 12 septembre 1943 par l'Armée rouge à Hadiatch (Ukraine). Après avoir passé neuf mois en détention, il est choisi pour faire partie des «1500 de Tambov», libérés du camp de prisonniers n° 188 le 7 juillet 1944 pour renforcer les rangs de la France libre à la suite d'un accord entre le gouvernement soviétique et les Alliés occidentaux. Il s'agit là du seul rapatriement de prisonniers avant la fin de la guerre. Charles Albert Acker touche ainsi un uniforme soviétique puis français, et rejoint les FFL en Afrique du Nord. En 1945, il participe au combat de la poche de Colmar. Engagé près de Cernay (Haut-Rhin) en janvier, il est blessé, capturé et interné dans un hôpital militaire allemand. Ayant détruit ses papiers d'identité, il se fait passer pour un certain «Jean Paul» mais est finalement démasqué par la police militaire allemande. Traduit en cour martiale pour «haute trahison», il est vraisemblablement condamné à mort. Il est exécuté le 10 janvier 1945 à Grosbous au Luxembourg et a obtenu la mention «Mort pour la France». GEOFFREY KOENIG - MUR DES NOMS

L'angoissante attente du retour des disparus

À la fin de la guerre, de nombreux parents, épouses et fiancées connaissent l'angoissante attente du retour de leur proche. Dans son livre consacré aux disparus, Jean Haubenestel revient sur un souvenir d'enfance à Ernolsheim-lès-Saverne (Bas-Rhin), dans les années 1950 : « Sur le chemin de l'école communale, il m'arrivait de croiser un couple qui allait travailler dans sa vigne. Ces personnes vieillies par le chagrin m'intriguaient. Inconsolables, [ils] attendaient leur fils unique qui n'était pas revenu de la guerre. René était instituteur. Sa fiancée, enseignante elle aussi, était venue d'Alsace bossue pour seconder ses malheureux parents. « *Er esch vermisst !* » [« il est porté disparu ! »] disait-on, quelque part en Russie… Cette absence était une énigme pour moi. » Il cite ensuite des témoignages illustrant la psychose collective qui saisit ces personnes à partir de l'automne 1945, quand le nombre de rapatriés diminue et que la presse détaille les terribles conditions de captivité en URSS. Ainsi Élisabeth, restée sans nouvelle de son mari Charles Wiedfeld, raconte : « J'allais tous les jours à la gare pour questionner les rentrants, il y avait toujours du monde, je leur montrais une photo, jamais le moindre indice ! Le soir au coucher, je me remettais à espérer pour le lendemain, espérer le train de la délivrance, « *Morje häsch Chance !* » [« Demain la chance te sourira ! »]. Cela a fini dans la dépression, quatre à cinq ans durant, je n'avais plus envie d'exister, je vivais entre les bons souvenirs […] et les cauchemars, je ne dormais plus que quatre heures la nuit. » R. G.

Les « malgré-elles » reprennent la parole

Jusqu'à la fin des années 1980, l'Histoire a occulté les 15 000 femmes incorporées de force. Les témoignages recueillis par la journaliste Nina Barbier dans son ouvrage *Malgré-elles* (2001) et ceux collectés par l'auteur de ce texte dans le cadre d'une thèse en science politique lèvent le voile sur leur expérience de guerre.

PAR MARIE JANOT-CAMINADE



En mai 1941, en même temps que pour les hommes, le *Reichsarbeitsdienst* féminin (RAD), service de travail du Reich, devient obligatoire pour les femmes d'Alsace-Moselle, âgées de 17 à 25 ans. Envoyées dans des camps en Allemagne, elles subissent un entraînement sportif, une éducation idéologique et la levée du drapeau nazi chaque matin. Elles accomplissent ensuite des tâches domestiques en tant qu'aide ménagère et maternelle auprès de familles nombreuses résidant à proximité du camp. À partir de 1942, certaines remplacent les paysans allemands partis au front et travaillent dans les champs, s'occupent du bétail et participent aux récoltes. Au bout de six mois, leur service s'achève sur une cérémonie de prestation de fidélité à Hitler.

Après le RAD, elles passent devant le conseil de révision, une épreuve souvent vécue comme humiliante car elles défilent en sous-vêtements devant des officiers de l'armée allemande. Puis elles sont affectées au *Kriegshilfsdienst* (KHD), le service auxiliaire de guerre, pour une durée de six mois à un an. Les «malgré-elles» rejoignent alors différentes unités. Certaines travaillent à l'arrière, comme ouvrières dans des usines de munitions, poinçonneuses des titres de transport en commun dans les grandes villes allemandes, secrétaires d'état-major, traductrices ou cantinières. Environ 5000 autres intègrent les unités paramilitaires de la Luftwaffe, l'armée de l'air allemande, sur le «front intérieur», chargé de défendre le Reich contre les bombardements alliés. Sur ce front, leurs missions sont dites «actives» ou «passives». Ces dernières concernent la protection des populations civiles lors des attaques aériennes tandis que les missions actives consistent à soutenir directement la défense antiaérienne, dans des stations radar pour signaler l'arrivée des avions alliés aux combattants de la Luftwaffe ou en manipulant des projecteurs antiaériens dans les zones de combat pour aider les soldats à abattre l'aviation ennemie. Ces postes actifs sont confiés aux femmes les plus diplômées. Une différence notable avec les «malgré-nous»: là où le niveau d'instruction éloigne souvent les hommes des premières lignes, il place les femmes au cœur des combats aériens.

Cette incorporation de force est une expérience douloureuse. Bien que n'adhérant pas au régime, ces femmes sont contraintes de «protéger» le territoire du Reich comme leur propre foyer, parfois au péril de leur vie. Elles doivent aussi répondre à des exigences esthétiques, en subissant un entraînement physique intense au RAD et une surveillance stricte de leur apparence au KHD. Ce contrôle des corps passe parfois par la prise de médicaments qui suspendent les menstruations. Après la guerre, certaines «malgré-elles» ont attribué à ces pratiques des troubles de fertilité, bien qu'aucune étude historique ou médicale n'ait à ce jour confirmé ces effets.



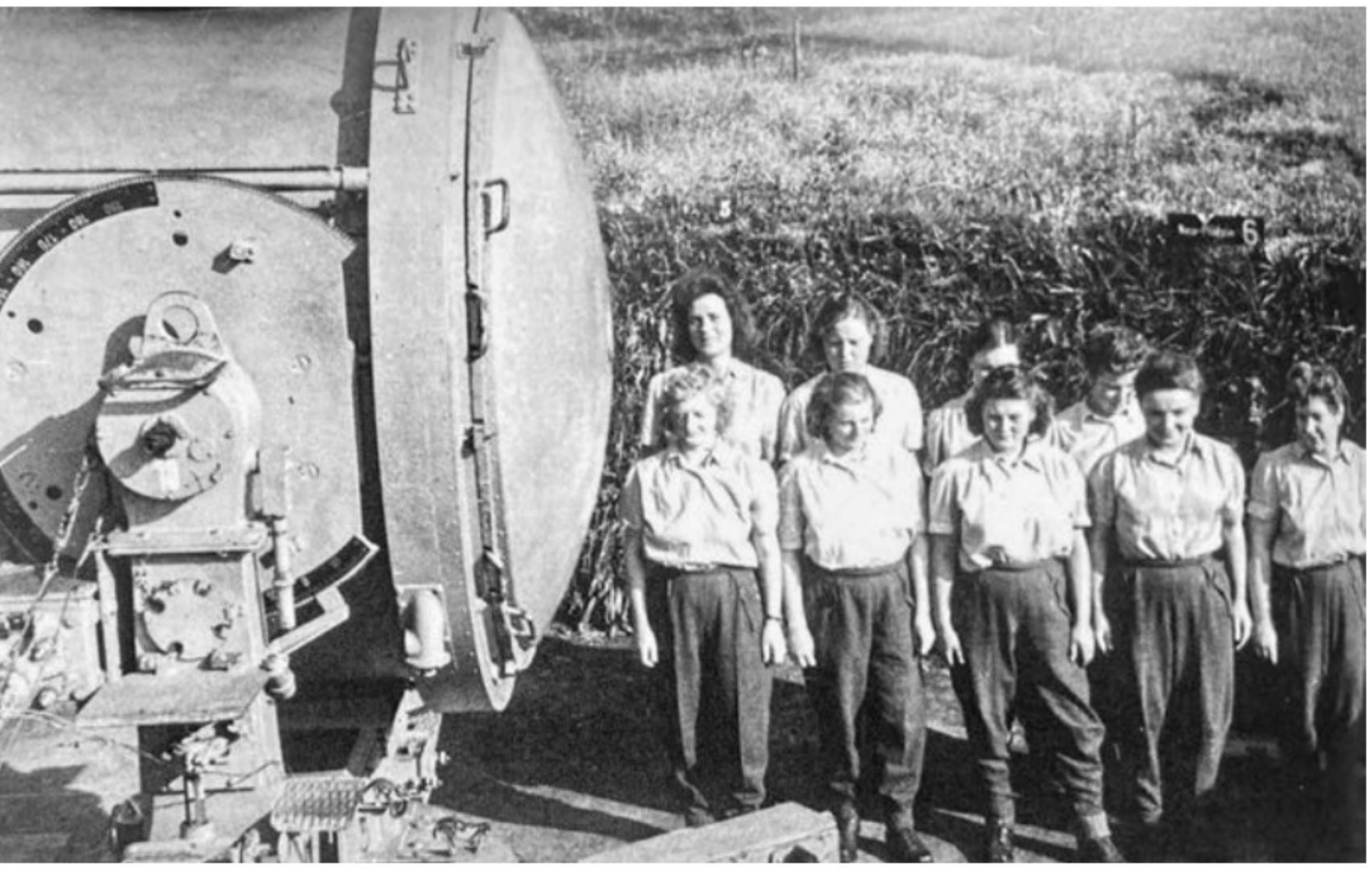
COLLECTION R. MULLER/L'ALSACE/DR

Cœurs français, mains allemandes Des « malgré-elles » suivant la formation du *Reichsarbeitsdienst* (RAD) doivent saluer le drapeau nazi chaque jour.

Solidarités féminines

Mais cette expérience leur apporte aussi une forme d'émancipation. Beaucoup de ces femmes quittent leur région natale et leur famille pour la première fois. En temps de guerre, leur quotidien rompt avec ce qu'elles auraient vécu en temps de paix, à l'inverse des hommes qui seraient de toute façon partis effectuer leur service militaire. Elles découvrent qu'elles peuvent s'affranchir du cocon familial, accomplir des tâches considérées comme «masculines» et nouer des amitiés durables avec des femmes venues d'autres pays. Lisette Baldensperger raconte ainsi à Nina Barbier s'être liée d'amitié avec une Allemande et une Autrichienne: «Avec elles, je peux même parler français, elles apprennent en m'écoutant.» Ces rencontres créent des solidarités féminines et favorisent la circulation de savoirs notamment sur les conditions de vie des femmes dans d'autres régions d'Europe et univers sociaux. Pour plusieurs Alsaciennes-Mosellanes, ces expériences nourriront après la guerre des engagements en faveur des droits des femmes, comme la légalisation de l'avortement, l'obtention du titre de cheffe de famille ou la reconnaissance des «malgré-elles».

Comme les «malgré-nous», les «malgré-elles» évoquent après-guerre des actes qu'elles qualifient de résistance. Il ne s'agit pas de révoltes ouvertes contre le régime nazi mais de gestes discrets visant à limiter l'emprise du système sur leur quotidien. Pour échapper au contrôle exercé sur leurs corps par la hiérarchie militaire – dans un contexte d'idéologie sexiste –, elles adoptent une esthétique contraire aux normes nazies. Dans l'ouvrage de Nina Barbier, Marie-Rose Faist se souvient que la cheftaine de l'usine de munitions où elle travaillait répétait: «La femme • • •



ECPAD/DAY FOR NIGHT PRODUCTIONS/FRANCE TELEVISIONS

Effort de guerre Après 1942, les paysans allemands partis au front sont parfois remplacés par les Alsaciennes-Mosellanes incorporées de force en Allemagne. Elles travaillent dans les champs et participent aux récoltes.

••• allemande ne se maquille pas, ne fume pas et porte des talons plats.» Cela n'empêchait pas l'incorporée de force de se présenter «soigneusement fardée et chaussée de talons aiguilles». Pour contredire l'autorité de leurs responsables, elles font parfois preuve de solidarité et de camaraderie féminines. Lucie raconte ainsi comment, avec la complicité d'autres recrues, elle a caché des morceaux de fromage périmé dans la chambre des cheftaines pour se venger de leur décision d'augmenter la durée de l'entraînement sportif.

D'autres gestes étaient plus risqués car ils exposaient les «malgré-elles» et leurs familles à de lourdes sanctions. Le sabotage dans les usines de munitions en est un exemple; plusieurs femmes ne signalent pas les douilles défectueuses, à l'instar d'Anna: «Le calcul est le suivant: moins de douilles éclatent, plus vite je rentre chez moi.» Dans de rares cas, elles parviennent même à déserter. Plus étroitement surveillées que les «malgré-nous» qui peuvent profiter d'un combat pour fuir, les femmes doivent planifier minutieusement leur évasion, souvent avec la complicité d'une Allemande. Suzanne raconte: «Ça faisait des jours qu'on préparait notre coup. Nous sommes passées par la fenêtre des toilettes pendant que les autres dormaient. Une Allemande en qui on avait confiance faisait le guet pour nous.»

Bien que leurs expériences soient similaires à celles des «malgré-nous», l'histoire des «malgré-elles» disparaît dans l'immédiat après-guerre. La parole des femmes est censurée dans les réunions associatives comme dans la sphère privée: «Mon mari disait que je n'avais pas à me plaindre car je n'étais pas dans les combats et que j'avais eu des copines, alors je n'osais plus rien dire», témoigne Jeanne. Cette censure exclut les femmes de l'indemnisation accordée aux «malgré-nous» en 1981. Quelques «malgré-elles» tentent alors d'obtenir une reconnaissance, mais leur combat se heurte à de violentes attaques sexistes dans les médias et la sphère politique: on les accuse d'avoir été des «"souris grises" de l'armée allemande», d'avoir servi de «matelas pour les officiers de la Wehrmacht» et de convoiter l'argent des «malgré-nous». On assimile leur incorporation de force à la collaboration militaire ou horizontale et on les présente comme des femmes vénales.

Malgré cela, les femmes obtiennent progressivement gain de cause. Entre 1985 et 1990, celles qui ont servi sur le front intérieur reçoivent la même indemnisation que les hommes. À partir de 2008, dans un contexte politique plus favorable à l'égalité entre les sexes, les «malgré-elles» ayant œuvré à l'arrière touchent elles aussi une indemnisation de l'État français. Toutefois, son montant reste inférieur à celui perçu par les hommes et les femmes du front intérieur, si bien que Germaine Rohrbach, présidente de l'association des RAD/KHD, déclare en 2009: «Nous ne sommes ni des demi-hommes, ni des demi-incorporées de force.»



DJIM FILMS/DR

Chemin de croix À Strasbourg, au *Gottfried von Strassburg Oberschule* (nouveau nom donné par l'occupant au lycée Notre-Dame-des-Mineurs), les jeunes Alsaciennes, futures « malgré-elles », portent une tenue de sport frappée de la svastika.



ROMEO BOETZLE/AFP

Devoir de mémoire Longtemps taboue en France, l'histoire de ces Français incorporés de force dans l'armée allemande a désormais droit de cité dans le récit national. Strasbourg, cérémonie en l'honneur des « malgré-nous», avril 2025.

Une après-guerre qui n'en finit pas…

Au choc de l'expérience guerrière s'ajoutent les blessures de l'âme : ce peuple de revenants, souvent rattrapé par la honte ou l'incompréhension, se mure dans un silence qui a perduré près d'un demi-siècle. PAR MARIE-CLAIRE VITOUX

Le retour des incorporés de force dans leurs foyers ne clôture pas les années de guerre : un passé qui ne passe pas est le propre du traumatisme. L'écrivain Jorge Semprun, déporté, a substitué au terme de «survivant» celui de «revenant», désignant celui qui est allé au-delà de l'enfer et qui en revient vivant mais mort en son for intérieur. Le lecteur peut être surpris de ce parallèle entre la victime de l'univers concentrationnaire nazi et le soldat portant l'uniforme *feldgrau* des bourreaux: il doit être justifié. Un jeune incorporé de force est un adulte abîmé. Près de 24 % de ceux qui reviennent en France sont gravement blessés dans leur chair mais tous, sans exception, portent de grands traumatismes psychiques. Le crime de guerre de leur incorporation a été, pour la très grande majorité d'entre eux, redoublé par leur envoi sur le front russe qui fut le lieu de la violation paroxystique des lois de la guerre. Les jeunes femmes, quant à elles, furent nombreuses à être marquées à jamais par la brutalité de l'enrégimentement, les agressions sexuelles, voire les viols.

Les traumatismes psychiques ne sont alors ni reconnus ni traités. Or, comment maîtriser seul la violence des souffrances subies, le souvenir des humiliations et, peut-être surtout, la honte d'avoir aussi été un bourreau? Après l'épreuve des camps, Jorge Semprun choisit «une longue cure d'aphasie, d'amnésie délibérée pour survivre». Les témoignages convergent: les incorporés de force sont mutiques quand ils rentrent. Il faut renouer avec la vie, se marier, fonder une famille, s'insérer dans le travail. Ce n'est que cinquante ans après la fin de la guerre que commencent à paraître des témoignages souvent à destination des petits-enfants: à leur lecture, on comprend d'ailleurs que c'est ce qui fait silence qui compte le plus dans la parole des revenants.

Rupture de l'Alsace-Moselle avec la communauté nationale

Après la guerre, la France d'outre-Vosges ne prend ni conscience ni connaissance de la spécificité de la situation d'annexion de fait de l'Alsace-Moselle. Rentrés dans leurs foyers et leur «petite patrie» (*Heimat*), les incorporés de force ne rencontrent pendant des décennies que rejet et condamna- •••



ARCHIVES CHARMET/BRIDGEMAN IMAGES

Droit de réponse Cette affiche « Et maintenant dehors! » rit de celle placardée par les nazis en 1940 à Strasbourg « Dehors avec ce bric-à-brac » (en haut à g.). Le rouleau compresseur allié boute enfin les Allemands hors d'une Alsace exsangue après des mois de combats. Pour autant, elle n'accueille pas à bras ouverts les incorporés de force et, d'un côté comme de l'autre, on se mure dans un long silence. Illustration d'Hansi (1945).

••• tion de la part de la nation. Durant les dix années qui suivent la guerre, la recherche des disparus et le rapatriement des prisonniers sont la priorité de part et d'autre des Vosges. C'est la tâche qu'accomplit l'Association des déserteurs (le mot sera rapidement abandonné), évadés et incorporés de force (ADEIF), fondée le 13 mai 1945. La rupture entre l'Alsace-Moselle et la communauté nationale se produit lors du procès de Bordeaux en janvier-février 1953 *(lire p. 51)*. Y sont jugés treize Alsaciens incorporés de force dans la division SS « Das Reich » qui perpétra le 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane le pire crime de guerre qui ait eu lieu sur le territoire national. L'ADEIF, qui défend les accusés, ne parvient pas à faire entendre les réalités de l'annexion de fait, comme la « loi du clan » (*Sippenhaftgesetz*), qui punit les familles élargies des réfractaires par l'internement dans des camps en Allemagne, ou encore l'enrôlement systématique à partir de 1944 des jeunes hommes dans la Waffen-SS. Aussi en vient-elle à faire des incorporés de force des victimes à l'égal des victimes d'Oradour. Dans le même mouvement, ce statut s'élargit à l'ensemble des « malgré-eux » et à toute l'Alsace-Moselle.

Victimes des nazis mais aussi des Soviétiques

Une troisième période s'ouvre durant les années 1970 avec la montée en puissance, au sein du mouvement des anciens combattants des Alsaciens-Mosellans, des « malgré-eux » prisonniers des Soviétiques. La similitude entre les conditions de vie dans les camps soviétiques et nazis parachève la mise à égalité de leurs souffrances avec celles des déportés résistants : les incorporés de force s'affirment comme victimes des deux totalitarismes, nazi et stalinien. Parallèlement, un accord d'indemnisation est signé entre la France et la République fédérale d'Allemagne. À partir de 1981, la Fondation entente franco-allemande (FEFA) gère un capital permettant l'indemnisation individuelle des « malgré-eux » et des actions d'information et de recherche sur l'incorporation de force. En 2008, le principe d'indemnisation est étendu aux femmes.

Le 11 novembre 2025, le président de la République a dévoilé une plaque aux Invalides « en mémoire des Alsaciens et Mosellans tombés au cours de la Seconde Guerre mondiale et des incorporés de force » *(lire p. 34-36)*. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre et à l'occasion de la commémoration de la fin du premier conflit mondial, dans le haut lieu de la mémoire militaire nationale, la cérémonie vise à marquer la fin de la « sortie de guerre » en réintégrant pleinement les incorporés de force alsaciens-mosellans dans l'histoire nationale. Cette réconciliation mémorielle a été rendue possible par le renouveau et le dynamisme des recherches historiques qui permettent de maîtriser la complexité de ce passé traumatique et, ainsi, de le dépasser.

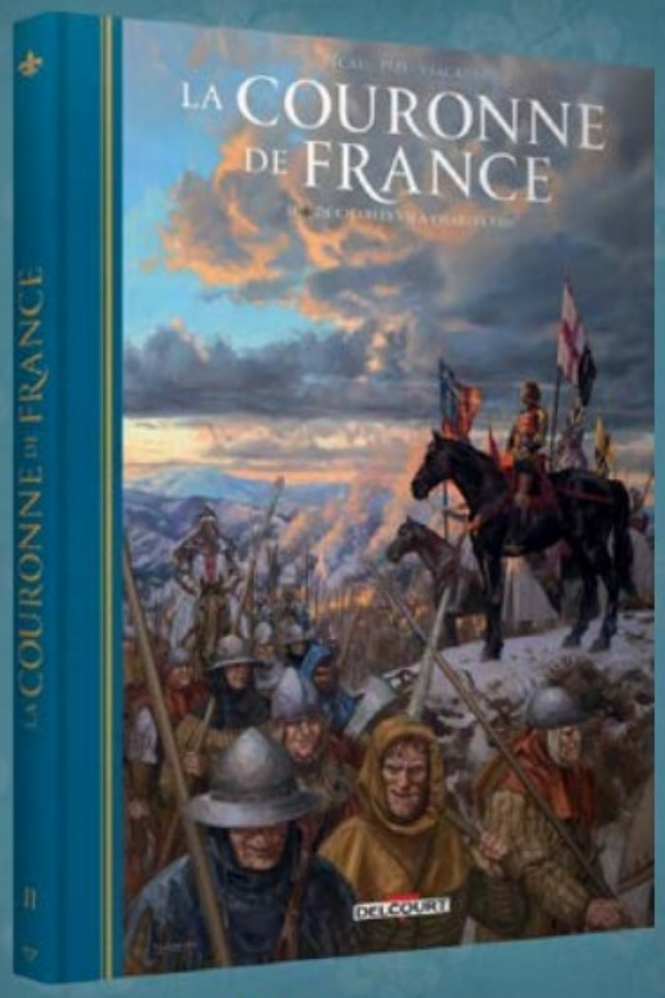
LA COURONNE DE FRANCE

PLUS DE 500 ANS D'HISTOIRE DE LA ROYAUTÉ FRANÇAISE



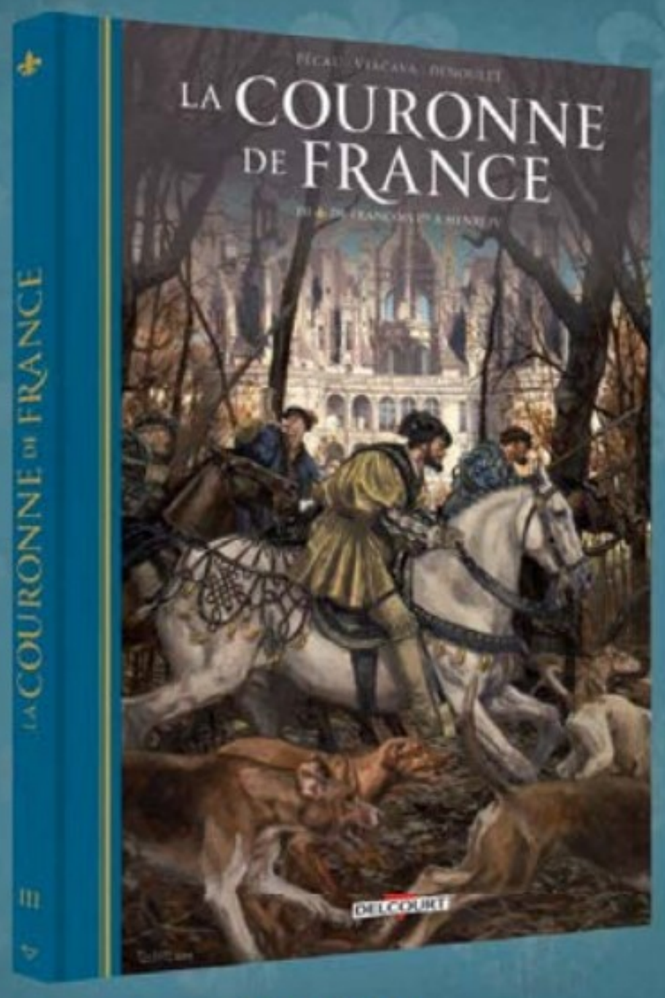
TOME 1

DE PHILIPPE AUGUSTE
À PHILIPPE LE BEL
(1165-1314)



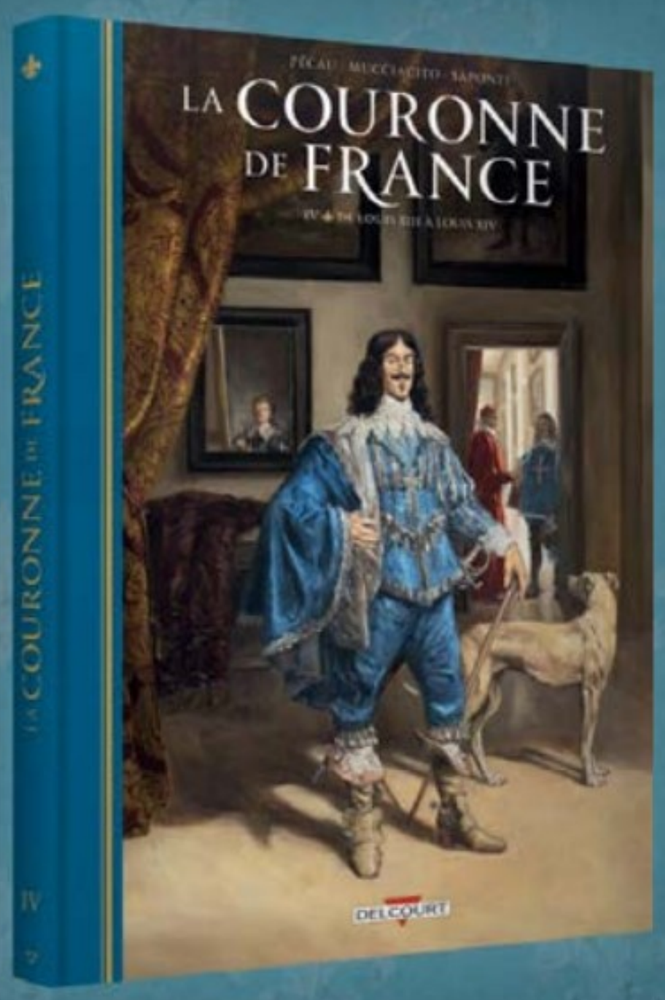
TOME 2

DE CHARLES VII
À CHARLES VIII
(1403-1498)



TOME 3

DE FRANÇOIS IER
À HENRI IV
(1494-1610)



TOME 4

DE LOUIS XIII
À LOUIS XIV
(1601-1715)



TOME 5

DE LOUIS XIV
À LOUIS XV
(1638-1774)

SÉRIE COMPLÈTE DISPONIBLE LE 30 AVRIL

© 2026, Groupe Delcourt

DELCOURT

Récit

Sophie Germain, génie oublié des mathématiques

Depuis la dernière réforme du lycée en 2018, le nombre de filles choisissant la spécialité maths a baissé de 60 % (contre 30 % chez les garçons), et les mathématiciennes ne sont que 22,8 % dans l'enseignement supérieur. Une crise des vocations qui impose de redécouvrir Sophie Germain, dont on célèbre cette année le 250e anniversaire, et qui s'est battue en son temps pour pénétrer le milieu très masculin des scientifiques. PAR SOPHIE VIGUIER-VINSON

Paris, 1789. L'agitation révolutionnaire retombe, au cœur de la nuit. Dans l'une des bâtisses de la rue Saint-Denis, une frêle jeune fille se faufile pour gagner la bibliothèque familiale. Elle allume un morceau de bougie subtilisé, à l'aide du foyer qui rougeoie encore. C'est Sophie Germain, qui, emmitouflée dans une couverture, s'installe devant un livre. Point de romance, il s'agit de l'*Histoire des mathématiques*, de Jean-Étienne Montucla (1758). Exaltant pour la jeune lectrice. À 13 ans, elle y découvre la fin tragique d'Archimède, le savant qui aurait été trop absorbé par une démonstration de géométrie, lors du sac de Syracuse en 212 av. J.-C., pour se méfier de son meurtrier. Si une telle science est capable de détourner l'esprit d'un danger mortel, c'est qu'elle est digne de tous les investissements, se dit-elle. Bravant les mœurs de son époque, elle va consacrer sa vie à la découverte et à la pratique des mathématiques au plus haut niveau, au point de contribuer à leur essor et au progrès de la physique.

Une grande bibliothèque, une bonne maison : autant d'indices laissant deviner le milieu bourgeois fortuné dont Sophie Germain est issue, quand elle vient au monde, le 1er avril 1776. Son père est un riche marchand, propriétaire du Cabas d'Or. Très instruit et ouvert aux idées des Lumières, il est élu député du tiers état pour la ville de Paris aux États généraux de 1789, avant de siéger à l'Assemblée nationale constituante jusqu'en 1791. Il a trois filles, Marie-Madeleine, Marie-Sophie (dite Sophie) et Angélique-Ambroise, que l'on prépare surtout à être de bonnes épouses.

Jour et nuit, elle étudie et refait les démonstrations

Leur instruction se limite aux rudiments probablement dispensés par la mère, mais c'est assez pour permettre à la cadette de s'emparer des nombreux ouvrages de la maison. Elle découvre *L'Encyclopédie ou le dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, dirigé par Diderot et D'Alembert, le fameux livre de Montucla et le *Cours de mathématiques à l'usage des gardes du pavillon et de la marine*, du mathématicien Étienne Bézout, ou encore les *Leçons de calcul différentiel et* •••



IMAGEBROKER/HEINZ-DIETER FALKENSTEIN/COLL. CHRISTOPHEL

Bosse des maths Cette image numérique est inspirée de la sculpture du crâne de Sophie Germain, volontairement déformé et allongé, conformément à une pratique en vogue jusqu'au milieu du XIXe siècle, vraisemblablement pour des raisons esthétiques.

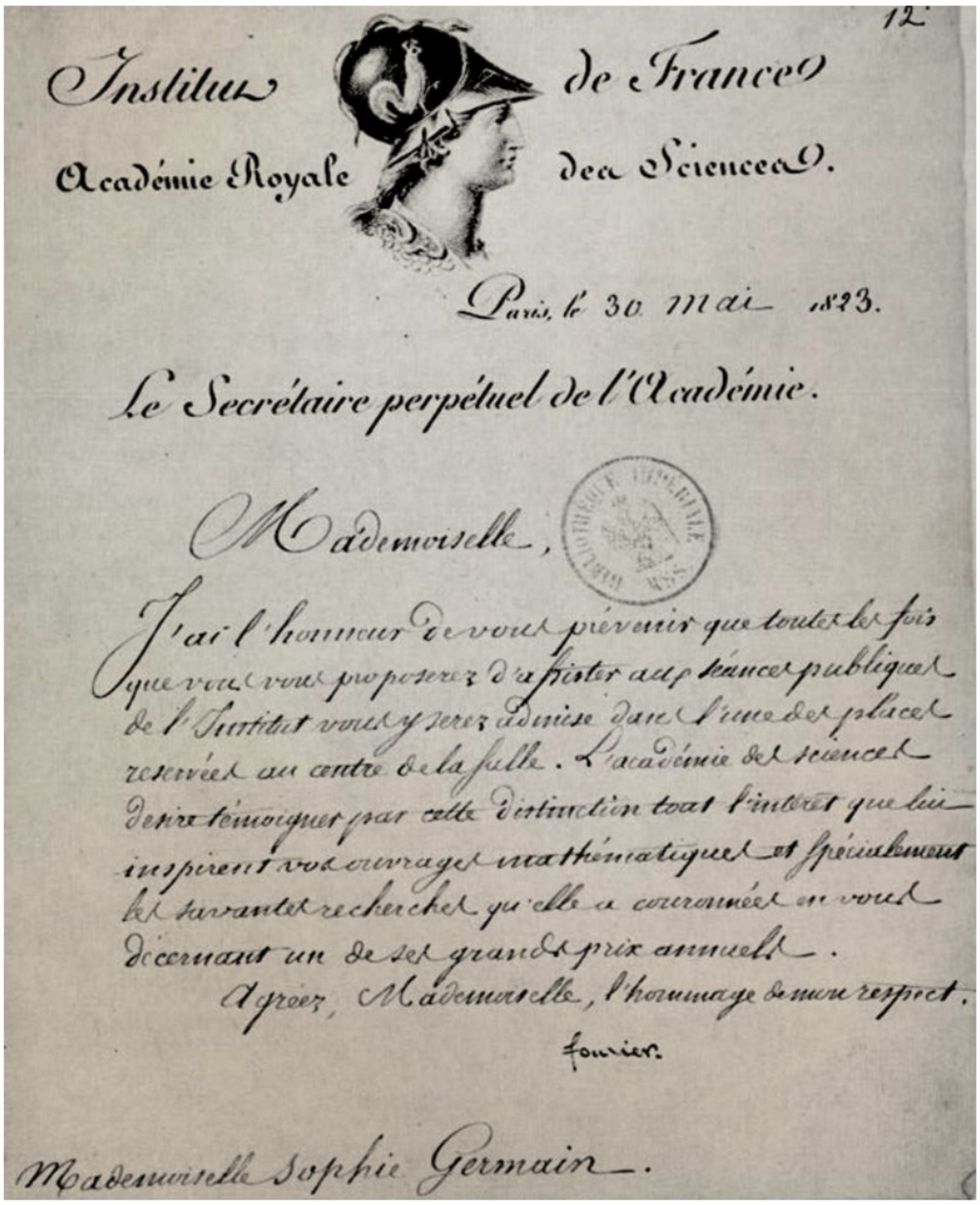
••• *de calcul intégral* (1777), de Jacques Antoine Joseph Cousin. Jour et nuit, elle les dévore et refait les démonstrations. Ses parents tentent de la dissuader, la privant de chandelles pour l'empêcher d'étudier la nuit, mais cèdent face à sa détermination. Elle poursuit donc sa formation en autodidacte. Tombe-t-elle sur les ouvrages d'astronomie de Newton et d'Euler, elle se met au latin pour les lire dans leur version originale.

Elle constate finalement qu'elle n'a accès qu'aux sciences déjà dépassées. Mais comment entrer dans la course de la recherche quand on est une très jeune femme, à la fin du XVIII[e] siècle? Alors que la page de la Terreur se tourne, la nouvelle École centrale des travaux publics – vite rebaptisée École polytechnique – est inaugurée en décembre 1794. Sophie Germain

> « Polytechnique étant réservée aux garçons, Sophie doit ruser pour récupérer les cours »

aimerait tant en être mais l'institution est réservée aux garçons. Elle intrigue, se promène à proximité, toujours accompagnée de l'un de ses parents, définitivement ralliés à son engagement pour les sciences.

Apprenant qu'un élève, Antoine Auguste Le Blanc, est démissionnaire, elle se fait passer pour lui auprès de l'administration et récupère les cours de plusieurs professeurs, dont la *Théorie des fonctions analytiques* (1797) du mathématicien Joseph-Louis Lagrange. Elle commente les propositions et envoie ses notes à l'auteur qui en fait publiquement l'éloge, forcément en l'absence de l'intéressée travestie. Quand l'étudiante finit par révéler son identité, le maître stupéfait salue son courage et son talent exceptionnel. Il l'encourage et lui présente l'*Essai sur la théorie des nombres* de son confrère Adrien-Marie Legendre. Celui-ci devient vite un guide indispensable pour lui permettre de s'attaquer au «grand théorème» de Fermat. Il lui fait découvrir les travaux de Carl Friedrich Gauss, surnommé le «Prince des mathématiques», auteur des *Disquisitiones arithmeticae* en 1801. Sophie Germain reprend le nom de Le Blanc pour écrire au mathématicien allemand, surpris par la finesse de ses analyses.



Institut de France
Académie Royale des Sciences.

Paris, le 30 mai 1823.

Le Secrétaire perpétuel de l'Académie.

Mademoiselle,

J'ai l'honneur de vous prévenir que toutes les fois que vous vous proposerez d'assister aux séances publiques de l'Institut vous y serez admise dans l'une des places réservées au centre de la salle. L'académie des sciences désire témoigner par cette distinction tout l'intérêt que lui inspirent vos ouvrages mathématiques et spécialement les savantes recherches qu'elle a couronnées en vous décernant un de ses grands prix annuels.

Agréez, Mademoiselle, l'hommage de mon respect.

Fourier.

Mademoiselle Sophie Germain.

BNF/BIBLIOTHÈQUE ÉCOLE POLYTECHNIQUE

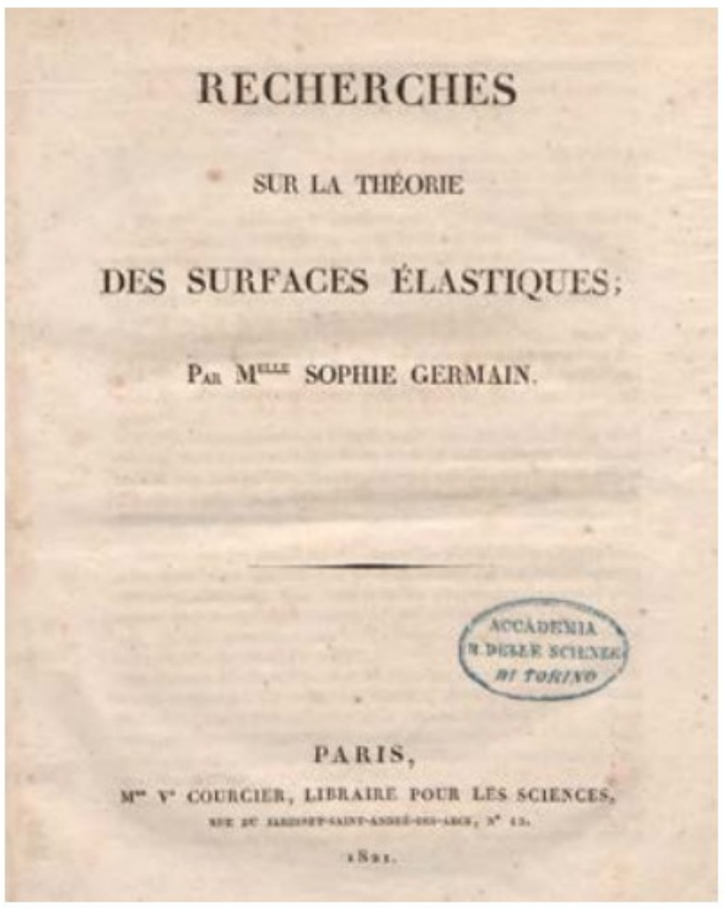
Elle craint le ridicule attaché au titre de femme savante

En 1806, quand les troupes napoléoniennes s'emparent de Brunswick, où réside Gauss, elle craint pour la vie de son mentor, qu'elle imagine tel Archimède, inconscient du danger. Elle demande alors à un ami de son père participant aux opérations militaires d'assurer la sécurité du mathématicien. Mais le savant doit bien avouer ne jamais avoir entendu parler de sa protectrice. Celle-ci tombe le masque dans une lettre de février 1807: «Je ne vous suis pas aussi parfaitement inconnue que vous le croyez; mais que, craignant le ridicule attaché au titre de femme savante, j'ai autrefois emprunté le nom de M. Le Blanc pour vous écrire.» Et Gauss de lui avouer son admiration en retour: «Lorsqu'une personne de ce sexe, qui, par nos mœurs et par nos préjugés, doit rencontrer infiniment plus d'obstacles et de difficultés que

Reconnaissance Ce n'est qu'en 1823 que Sophie Germain est enfin admise à siéger à l'Académie des sciences auprès de ses collègues masculins, grâce à son ami Joseph Fourier, secrétaire perpétuel.



WWW.BRIDGEMANART.COM



DR

Déterminée Après avoir appris les mathématiques en autodidacte, Sophie Germain correspond avec plusieurs scientifiques, dont l'Allemand Carl Friedrich Gauss (à g.). S'intéressant à la théorie des nombres mais aussi à la physique mathématique, elle publie notamment un ouvrage sur les surfaces élastiques (à dr.) en 1821.

les hommes à se familiariser avec ses recherches épineuses, sait néanmoins franchir ces entraves et pénétrer ce qu'elles ont de plus caché, il faut sans doute qu'elle ait le plus noble courage, des talents tout à fait extraordinaires, le génie supérieur.»

Beau succès d'estime, mais Sophie Germain reste très isolée pour mener ses recherches, une femme ne pouvant rencontrer librement ses homologues scientifiques masculins. Pour obtenir une pleine reconnaissance, elle décide de concourir pour un prix exceptionnel de l'Institut de France, lancé en 1809 par Napoléon sur les «surfaces élastiques» en vibration. L'Empereur avait été fasciné par la démonstration de l'acousticien allemand Chladni, présentant des figures géométriques formées par du sable saupoudré sur une plaque de cuivre que l'on fait vibrer à l'aide d'un archet. Le son est ainsi rendu visible, mais comment? La mathématicienne se lance alors en physique et envoie trois mémoires. Le second reçoit une «mention très honorable» et le troisième lui vaut le fameux prix en 1816, qu'elle ne peut même pas recevoir directement, faute d'avoir obtenu une invitation. Une bassesse parmi d'autres. Elle n'est admise à siéger à l'Académie des sciences (remplaçant l'Institut) qu'en 1823, grâce à son ami le mathématicien et physicien Joseph Fourier, devenu secrétaire perpétuel.

Dans l'intervalle, elle a déjà repris ses recherches sur Fermat mais n'ose publier ses résultats. Legendre les évoque en note de bas de page dans l'un de ses essais, soulignant l'intérêt de l'une de ses démonstrations. Celle-ci est aujourd'hui connue sous le nom de «théorème de Sophie Germain». Ses propres publications sont essentiellement consacrées à ses travaux sur les surfaces élastiques, au cours des dernières années de sa vie. Sa reconnaissance devient internationale, alors que le *Journal für die reine und angewandte Mathematik* («Journal de mathématiques pures et appliquées» à Berlin) publie deux de ses articles et que l'université de Göttingen doit lui remettre un doctorat honorifique, sur la recommandation de Gauss. Emportée par un cancer du sein en 1831, elle n'a pas le temps de le recevoir.

Un esprit encyclopédiste prouvé par ses écrits

Si Sophie Germain a toujours été absorbée par sa passion, marginalisée dans sa communauté scientifique et ne s'est pas mariée, elle aura joui d'une vie sociale riche, grâce au soutien sans faille de sa famille. Passionnée des arts, elle sort, va au théâtre, assiste à des concerts. Elle étudie la musique des Grecs et des Romains, au détour de ses recherches sur le son et les surfaces élastiques. De quoi illustrer un certain esprit encyclopédiste, dont témoignent également ses écrits philosophiques publiés post mortem en 1833, grâce au travail d'édition de son neveu: *Considérations générales sur l'état des sciences* et *Pensées diverses*. Des arts aux sciences, la mathématicienne reconnaît que «les sujets sont différents, mais le jugement est constamment appuyé sur ce type universel qui appartient également et au beau et au vrai». Posant toujours un regard enthousiaste sur le monde à décrypter.

Au nom de Sophie Germain

Depuis 2003, un prix porte le nom de la mathématicienne. Il est décerné par l'Académie des sciences pour récompenser des travaux de recherche fondamentale en mathématiques. Un juste retour des choses, alors qu'elle n'a pas pu recevoir directement celui qui lui a été décerné en 1816. On compte également plusieurs rues au nom de Sophie Germain, à Paris, en région parisienne comme à Orsay et Bagneux ou dans de grandes villes de France telles Toulouse et Brest. Des établissements scolaires et universitaires portent aussi le patronyme de la scientifique un peu partout dans l'Hexagone. Et beaucoup plus loin…
un cratère de la planète Vénus ! Retour sur terre dans la capitale, où une injustice sera bientôt réparée : aucune femme n'a son nom inscrit sur la frise du premier étage de la tour Eiffel, parmi les 72 scientifiques, ingénieurs et industriels, choisis par le constructeur. Pas même celui de Sophie Germain dont les travaux sur les surfaces élastiques ont contribué à la réalisation de l'édifice. La mairie de Paris a annoncé qu'il y figurerait sur une nouvelle frise dédiée à 72 femmes scientifiques, d'ici l'année 2027. S. V.-V.

La Grande Loge de France se dévoile

Au siège parisien de cette obédience maçonnique, la deuxième plus importante en France avec ses 31 000 « frères », un musée et un restaurant viennent d'ouvrir leurs portes au public. Immersion au cœur d'une institution qui entend bousculer les clichés sur la franc-maçonnerie.

PAR CHARLES GIOL



KHOROSHAIEVA NATALIA/SP

D'une fratrie à une autre C'est dans un ancien couvent du 17e arrondissement que se situe le siège de la Grande Loge de France (ici, le temple Franklin Roosevelt).

Rue Louis-Puteaux, artère discrète du 17e arrondissement, une façade de brique en impose au passant. Et l'interroge. Que signifie ce monogramme en fer forgé, «SAP»? Il faut avoir franchi le seuil du bâtiment pour apprendre qu'il désigne saint Antoine de Padoue. Car nous sommes bel et bien dans un ancien couvent, bâti à la fin des années 1880 pour des franciscains qui se dévouaient aux nécessiteux – à une époque où ce quartier des Batignolles, aujourd'hui cossu, était populeux et pauvre. En 1905, moins de vingt ans après la construction du bâtiment, la loi de séparation des Églises et de l'État pousse les religieux vers la sortie. Ceux qui vont leur succéder sont des «frères» d'un tout autre ordre, fers de lance de la nouvelle laïcité républicaine: les francs-maçons de la Grande Loge de France. En 1911, ils acquièrent en effet le vaste édifice laissé vacant, pour en faire leur siège et y accueillir leurs loges.

La transparence contre le complotisme

Un siècle plus tard, si l'hôtel de la Grande Loge de France – la «GLDF», comme on l'appelle dans un monde maçonnique féru de sigles et d'initiales – n'est pas entièrement visitable, ses portes s'ouvrent de plus en plus aux non-initiés. Certes pas le soir, lorsque la vingtaine de temples aménagés dans ces murs accueille des «tenues» (ces réunions que chaque loge tient deux fois par mois): à ces heures vespérales, seuls des frères arpentent les couloirs, les salles, la bibliothèque de l'ancien couvent…

Mais dans la journée, désormais, une simple réservation sur Internet permet à tout un chacun d'entrer pour visiter, en priorité, le musée remanié depuis l'automne dernier, et qui présente de très riches collections historiques. À l'heure •••

1
2

••• du déjeuner, un élégant restaurant, installé au sous-sol dans l'ancienne crypte, attend le néophyte; on a été jusqu'à confier sa carte à un chef fort médiatisé: Thierry Marx.

«Nous n'avons rien à cacher», proclame Jean-Raphaël Notton, l'actuel grand maître de la GLDF qui, en juin 2025, s'est fait élire sur un programme d'«ouverture au monde». Ses électeurs? Des représentants des plus de 900 loges fédérées par l'obédience, qui sont installées un peu partout en métropole, dans les outre-mer, et même dans plusieurs pays étrangers. La GLDF est la deuxième obédience de France par le nombre de membres – 31000 sur les 180000 francs-maçons de France. M. Notton est médecin de formation, ancien directeur d'un groupe hospitalier privé; il ne manque aucune occasion d'encourager le public à «oser pousser les portes» de son institution. Une politique de transparence qui, à ses yeux, reste le meilleur moyen de lutter contre les fantasmes et les clichés sur la franc-maçonnerie – et contre des simplifications tendancieuses, en forte recrudescence à l'heure de l'explosion du complotisme en ligne.

« Se mettre en ordre intérieurement »

Derrière son grand maître, la GLDF a donc bien l'intention de sortir de cette ombre où le phénomène maçonnique avait vu le jour et prospéré jadis. Y voit-elle un moyen de se distinguer davantage d'un grand frère encombrant, le Grand Orient de France? Première obédience du pays, réunissant aujourd'hui plus de 50000 membres répartis dans 1400 loges, le «GO» tire prestige d'une ancienneté qui le fait remonter à 1773. Mais la GLDF n'est pas en reste; car si elle n'a vu le jour qu'en 1894, elle s'inscrit dans une tradition ésotérique bien plus ancienne: avant même le Grand Orient existait en effet une première «Grande Loge de France», dont la GLDF moderne revendique la filiation. Créée dès le milieu du XVIIIe siècle pour fédérer les premières loges françaises apparues sur un modèle venu d'outre-Manche, celle-ci a même eu pour grand maître le comte de Clermont, prince de la maison de Condé, dont le portrait accueille le visiteur rue Louis-Puteaux.

L'actuel grand maître de la GLDF ne rechigne pas à en évoquer le rite propre, ce «rite écossais ancien et accepté» que, dès 1804, un franc-maçon français avait rapporté des États-Unis. Et qui fait la part belle à des traditions plus marquées que celles du GO. «La tradition écossaise est le réceptacle de millénaires de recherches, le creuset de savoirs innombrables, issus de la gnose, la cabale, l'alchimie, l'hermétisme, explique M. Notton. Au début des tenues, le rituel est un passage nécessaire, qui permet à chacun de se mettre en ordre intérieurement, avant que ne démarrent nos travaux collectifs.» Plus ouvert à la spiritualité que le «rite français» pratiqué par le Grand Orient, plus attaché aussi à l'ésotérisme, l'écossisme séduit, pendant tout le XIXe siècle, des loges qui, en 1894, se réuniront sous l'égide de la Grande Loge de France, seconde du nom.

Entre les bannières de loges, les tabliers de maçons, les épées de cérémonie et autres documents richement illustrés où sont consignés d'innombrables rituels, les objets pré- •••



Longue histoire (1) Le grand temple Pierre Brossolette incarne la dimension spirituelle de l'ordre. (2) Dans la bibliothèque, les frères peuvent puiser la matière de leur projet, « travailler à l'amélioration constante de la condition humaine ». (3) Bâti vers 1888, l'édifice franciscain devient le siège de la Grande Loge de France en 1911. (4) Confisquées par les nazis, puis récupérées par les Soviétiques pour être transférées en URSS en 1945, ces « archives russes » furent restituées en 1999-2000 et forment une partie des fonds d'archives historiques de l'ordre. (5) Parmi plusieurs peintures anciennes, le portrait du comte de Clermont (en haut), grand maître de la première GLDF, accueille le public.

JULIEN MUGUET/HANSLUCAS

KHOROSHAIEVA NATALIA/SP

AFP

Points, triangles et compas Le musée expose une partie importante de sa collection de plus de 3 000 objets : tabliers, montres de gousset décorées de symboles maçonniques, maquettes de temples… L'occasion de dissiper les idées reçues et de se livrer à un travail d'explication et de transparence.



KHOROSHAIEVA NATALIA/SP



STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

••• sentés au musée de la GLDF témoignent de la richesse de cette tradition en matière de symboles. Mais au-delà du rite, qu'est-ce qui sépare la GLDF du Grand Orient? Le grand maître rappelle que son obédience a souvent vogué moins à gauche que le GO et que, tout en partageant les grands combats que furent le dreyfusisme et la loi de 1905, s'est moins engagée que lui dans le débat politique.

Travailler à devenir meilleur

Les Écossais sont par ailleurs restés fidèles à leur non-mixité originelle – ce qui ne les a pas empêchés de favoriser la création de loges féminines, réunies dans l'obédience-sœur de la Grande Loge féminine de France. Tout cela ne serait-il pas la marque d'une approche plus personnelle, moins engagée de la pratique maçonnique? «Nous considérons qu'avant de donner des leçons au monde, chacun de nous doit d'abord travailler à être un peu meilleur lui-même, admet M. Notton. Nous espérons que notre recherche personnelle nous permettra d'avoir une action positive à l'extérieur, mais suivant une démarche plus individuelle que collective.» Lors des «tenues», il est interdit en tout cas de parler de religion, tout comme de politique. Mais alors, que peuvent bien se dire les frères, dans la privauté retrouvée des horaires fermés à la visite? En quoi consiste précisément cette «recherche personnelle» que le grand maître de la GLDF présente comme le cœur du travail maçonnique? Ces questions resteront sans réponse; elles relèvent de la part active de mystère qu'entretient une institution ouverte, c'est vrai, mais toujours discrète. H

Musée de l'hôtel de la Grande Loge de France,
8, rue Louis-Puteaux (Paris, 17e). Visites individuelles et de groupe, uniquement sur réservation sur www.gldf.org, rubrique « Musée ».

Le grand temple Pierre Brossolette, l'esprit de résistance

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la GLDF a souffert, évidemment, de la politique antimaçonnique de Vichy ; après la dissolution précoce des loges par l'État français – dès le mois d'août 1940 ! –, le siège parisien s'est trouvé investi par des officines vichystes et par la Gestapo, qui y ont saisi les archives afin de dresser des listes de francs-maçons. La presse collaborationniste ira jusqu'à publier certaines d'entre elles… Resté sur place et retrouvé à la Libération, le fichier constitué par Vichy n'est pas la moins émouvante des pièces conservées par le musée. Certaines fiches sont exposées aux côtés de documents témoignant de la persécution des francs-maçons sous l'Occupation et de leur fréquente participation à la Résistance. Parmi les icônes de la maison : Pierre Brossolette, initié en 1927 à la loge Émile-Zola, et qui, après avoir été arrêté par les Allemands au printemps 1944, s'est suicidé pour ne pas parler sous la torture. En 2014, quelques mois avant le transfert de ses cendres au Panthéon, son nom a été donné au grand temple de l'hôtel de la GLDF, dont les portes sont ouvertes aux visiteurs du musée, à la fin de leur parcours. Aménagé dans la partie supérieure de l'ancienne chapelle du couvent, il incarne cette dimension « spirituelle », réaffirmée par l'obédience depuis la Libération. Contrairement au Grand Orient, la Grande Loge de France n'a pas supprimé de sa constitution la référence au « Grand Architecte de l'Univers ». Sous le plafond voûté du grand temple Pierre Brossolette, les bannières de loges encadrent des baies à vitraux. Le décor maçonnique – la pyramide surmontant l'autel, les trois colonnes incarnant la Sagesse, la Force et la Beauté, le damier noir et blanc symbolisant les oppositions que le maçon doit apprendre à dépasser – s'inscrit sans heurt dans l'ancien espace franciscain. C. G.

STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA/OPALE.PHOTO



CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNVALET-HISTOIRE DE PARIS



Marc Dugain & la marquise de Brinvilliers

L'écrivain et réalisateur puise dans l'Histoire la matière première de son œuvre. La célèbre empoisonneuse a piqué sa curiosité et lui a inspiré un roman dont le titre, *Légitime Violence*, assume sa provocation. PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE GATIGNOL

HISTORIA – Qu'est ce qui a motivé votre intérêt pour cette criminelle?

Marc Dugain – Je tiens ma passion pour la littérature des romans d'Alexandre Dumas et, depuis que je suis gamin, les règnes de Louis XIII et Louis XIV m'ont toujours attiré, que ce soit sur un plan artistique, architectural… Mes convictions personnelles y participent aussi: je suis protestant et intéressé par la question de la révocation de l'édit de Nantes. Mais, pour être honnête, c'est un associé de ma société de production qui a déclenché ma curiosité pour cette femme. Comme il s'étonnait que je ne me sois jamais penché sur l'affaire des Poisons, je me suis mis à creuser le sujet. Je suis tombé sur la marquise de Brinvilliers (1630-1676), que je connaissais mal, et j'ai constaté que ce personnage entrait en résonance avec l'un des axes de mon travail: la question de la restitution de la violence.

Ce n'est pas la première fois que vous écrivez sur une figure de meurtrier…

Pour mon livre *Avenue des géants*, j'ai enquêté sur le cas d'Edmund Kemper, un tueur en série américain des années 1960-1970, en me demandant d'où venait la violence chez un individu. Que se passe-t-il quand quelqu'un est en proie à des bouffées sauvages? Comment ça fonctionne? Concernant celles de Kemper, je me suis rendu compte que leur déclenchement tenait aux mauvais traitements qu'il avait subis dans son enfance. Avec la marquise de Brinvilliers, j'ai retrouvé cette problématique dans une autre époque. Cette femme, dont la mère est morte en couches, a été abusée sexuellement par un valet et par ses frères: elle s'est confiée sans succès à son père. Sa violence terrifiante ne vient pas de nulle part; une autre [violence] l'a fait surgir et c'est cela que signifie le titre de mon roman. Mais je ne suis pas favorable à la vendetta!

Comment expliquer votre désir de comprendre ces mécanismes?

Dans mon enfance, j'ai été très touché par l'histoire de mon meilleur ami. Son père avait tué sa mère sous ses yeux, dans des conditions atroces. Quand cet homme est parti en prison pour vingt ans, mon ami a été recueilli par un abbé qui s'est occupé de lui comme d'un fils et je me suis toujours étonné de l'équilibre que cet être d'une gentillesse profonde était parvenu à conserver. En voyant comment il avait dépassé ses traumatismes, je me suis beaucoup interrogé: pourquoi les uns y parviennent-ils et d'autres pas? Et quelle est la part de volonté? Certains vous diront qu'elle permet de tout surmonter, mais je ne crois pas qu'elle suffise. Il y a des événements tellement graves, tellement engrammés dans la mémoire d'un individu, qu'ils ne peuvent que ressortir, sous une forme très souvent contestable.

> « La violence terrifiante de cette criminelle ne vient pas de nulle part. Une autre violence l'a fait surgir… »

L'empoisonneuse n'est pas la seule facette de la marquise à vous avoir intéressé…

Elle cochait pas mal de cases dans l'ordre de mes préoccupations. En plus de ce que j'évoquais, elle permettait d'aborder la question du traitement de la femme au XVII^e siècle et d'étudier un thème que j'avais déjà exploré dans mon film *L'Échange des princesses*: celui de son utilisation à des fins politiques. À l'époque, tous les mariages sont arrangés et elle est un enjeu de dot – ou de territoire – puis un ventre pour s'assurer une descendance. Cette façon de la considérer choque aujourd'hui mais sa «marchandisation» dure très longtemps et concerne toutes les civilisations. Au Moyen Âge, elle est livrée avec les arpents de terre. Au XVII^e siècle, alors que Louis XIV se trouve dans une démarche de conquête, l'idéologie qui consiste à s'en servir comme d'un outil de pouvoir •••

« A l'époque de la marquise de Brinvilliers, la femme est un enjeu de dot ou de territoire, puis un ventre pour s'assurer une descendance »

• • • territorial fonctionne à plein. Lorsque ce dernier épouse Marie-Thérèse, la fille du roi d'Espagne, il n'a aucun intérêt pour elle en tant que telle.

Autour de votre protagoniste, vous dépeignez une société totalement obnubilée par la question des successions…

C'est en effet une obsession ! Et les femmes sont enfermées à la fois dans la reproduction et la religion : un carcan monstrueux qui va, globalement, durer jusqu'à la fin du XIXe siècle en Occident. En plus de cela, la marquise subit une violence terrible au sein de sa propre famille. Ce qui est intéressant, c'est que contrairement aux milliers de femmes qui ont vécu des choses similaires et n'ont pas réagi ou pas pu réagir, elle passe à l'acte : elle empoisonne tout le monde. En même temps, elle en tire un bénéfice pécuniaire important. Il s'agissait d'une figure à la vie assez dissolue, assez libertine, dont l'esprit présentait des dispositions antisociales. Elle était habitée par une forme de nymphomanie, renouvelait l'acte sexuel avec un sentiment de pouvoir sur les hommes : celui d'être désirée sans que ce soit réciproque, sans jamais appartenir à personne. Cette configuration psychologique suscitait ma curiosité.

Vous donnez l'impression d'être très marqué par la précarité de la vie durant le Grand Siècle…

Cette dimension m'a toujours fasciné. Aujourd'hui, avec un peu de chance, vous pouvez espérer vivre assez longtemps. Au XVIIe siècle, la perspective était très courte. Quand quelqu'un tombait malade, il avait un risque sur deux de mourir : le rapport à l'existence était donc totalement différent. La mortalité infantile, par exemple, changeait complètement le rapport aux enfants. Moi qui suis très attaché aux miens, j'y pense souvent en me disant qu'il m'aurait été impossible de vivre cette relation d'affection. Dans les milieux aisés, dans un premier temps, les enfants revenaient aux femmes, les servantes s'en occupaient ; le père ne les voyait jamais avant qu'ils ne passent aux hommes à l'adolescence, quand on leur apprenait à se battre. Entre les parents et leur progéniture, la distance était

Bio express Marquise de Brinvilliers

Elle voit le jour dans la capitale, le 2 juillet 1630. Elle est la fille d'Antoine Dreux d'Aubray, lieutenant civil au Châtelet de Paris et de Marie Olier. À l'âge de 21 ans, elle épouse Antoine Gobelin, futur marquis de Brinvilliers. En 1666, elle provoque la mort par empoisonnement de son père et, quatre ans plus tard, récidive avec ses deux frères, sans éveiller les soupçons. Mais, lorsque son complice et amant, Jean-Baptiste Godin de Sainte-Croix, décède de mort naturelle en 1672, les autorités trouvent des pièces compromettantes au domicile du défunt.

Démasquée, la marquise s'enfuit avant d'être arrêtée en 1676. Après un procès qui passionne l'opinion, elle est décapitée puis brûlée le 17 juillet en place de Grève. Grâce à ses aveux, la police découvre l'existence d'un vaste réseau de marchands de poisons et d'individus pratiquant des rituels de sorcellerie. Scandale hors norme, l'affaire des Poisons éclate et va éclabousser de nombreux membres de la cour, ce qui aboutira à 36 condamnations à mort. La principale accusée, Catherine Deshayes, dite « La Voisin », est brûlée vive en 1680.

phénoménale. D'autant que, je le répète, la mort était partout et la cour en permanence en deuil. Prenez la tragique série qui frappe Louis XIV. En quelques mois, il a perdu son fils, ses petits-fils et il a fini par se retrouver sur son lit de mort avec un arrière-petit-fils, le futur Louis XV, pour seul héritier au trône. Tout ça en grande partie à cause de la variole – appelée alors petite vérole. Devant la menace de disparaître du jour au lendemain, on observait deux types de comportements. Ceux qui avaient la foi considéraient que la vraie vie n'était pas de ce monde: je vous renvoie, à ce propos, à toute la bigoterie du règne de Louis XIV, où l'Église pesait un poids considérable et imprimait le rythme des journées. Et puis, à côté de ça, une minorité réagissait en disant: «Tout ça ne m'intéresse pas, moi je veux vivre vite et en profiter.» Marie-Madeleine d'Aubray, marquise de Brinvilliers, elle, n'a ni dieu ni maître. Elle a pris conscience que sa vie a été salie dès son enfance et n'attend rien de la religion. Madame de Sévigné et bien d'autres lui ont reproché d'avoir tué pour de l'argent. Certes, il s'agissait d'une motivation: elle en avait besoin pour faire la fête et mener grand train. Elle est donc allée le prendre chez ceux qui avaient saccagé sa vie: son père, ses frères… C'est ainsi qu'on peut expliquer ses crimes.

Quels sentiments éprouvez-vous à son égard?

Une forme de compassion pour ce qu'elle a vécu. Je ne dis pas que j'approuve la façon dont elle s'est vengée et je ne cautionne pas le fait qu'elle ait empoisonné tous ceux qui lui avaient fait du mal. Je crois en l'État de droit et en la justice. En revanche, il me semble qu'elle n'a pas été écoutée et je pense qu'aujourd'hui, elle bénéficierait de circonstances atténuantes. Elle méritait la prison, mais pas d'être dénoncée comme une sorte de sorcière et décapitée.

> “Je n'approuve pas la façon dont elle s'est vengée, mais je pense qu'aujourd'hui, elle bénéficierait de circonstances atténuantes”

Bio express Marc Dugain

Il naît en 1957, à Dakar, au Sénégal, d'un père physicien et d'une mère diplômée d'HEC, l'une des premières cadres dirigeantes après la Seconde Guerre mondiale. Il fait carrière dans la finance, puis l'aéronautique : en 2000, il devient P-DG d'une compagnie d'aviation. La littérature s'invite dans son CV en 1998, avec la publication de *La Chambre des officiers*, roman inspiré par l'histoire de son grand-père maternel, gueule cassée de 1914-1918. Après ce coup d'essai très remarqué suivent de nombreux romans documentés, mêlant l'Histoire et la fiction. *La Malédiction d'Edgar* (2005) ausculte le personnage de Hoover, l'intraitable patron du FBI ; *Une Exécution ordinaire* (2007) livre une analyse du pouvoir en Russie de Staline à Poutine ; *Ils vont tuer Robert Kennedy* (2017) examine l'assassinat du frère cadet de JFK. L'écrivain vient de faire paraître *Submersion* chez Albin Michel, a adapté certains titres sur grand et petit écran. Le cinéma lui doit également *L'Échange des princesses* (2017) ou *Eugénie Grandet* (2020). Il prévoit de transposer *Légitime Violence* à l'horizon 2027.

Comment amèneriez-vous les jeunes générations, dont vous regrettez qu'elles se détournent de l'Histoire, à s'intéresser à cette figure?

J'expliquerais qu'elle raconte un moment de la condition féminine et qu'il est important de l'assimiler pour comprendre le positionnement actuel des femmes. Les jeunes ont du mal à comprendre qu'il y a une généalogie des choses, alors que la force d'un développement intellectuel est de plonger aux racines de chaque problème. J'ai donné de nombreuses conférences sur mon roman *La Chambre des officiers* en milieu scolaire. Un jour, une gamine de troisième qui faisait un peu la maligne m'a interpellé en me lançant: «Tout ça, c'est du passé, on s'en fiche un peu!» Une autre élève a alors pris la parole. Elle a expliqué qu'elle était croate et que son frère avait été défiguré cinq ans auparavant, pendant la guerre. Le silence a duré jusqu'à la fin de mon intervention… H

Une dame, emmitouflée au point qu'il ne peut entendre son cœur, et… un jeu d'enfants : Laennec vient d'inventer, en 1816, le stéthoscope, simple cylindre de papier qu'il perfectionne ensuite tout comme sa méthode d'auscultation.

PAR JEAN-NOËL FABIANI-SALMON – ILLUSTRATION D'ANTOINE DUSAULT

Aujourd'hui, s'il n'existait qu'un instrument pour symboliser la médecine, ce serait bien sûr le stéthoscope ! Le seul fait de serrer ses branches autour de son cou ou de le porter en sautoir suffit pour que les malades d'un hôpital vous gratifient d'un « Docteur ! »

Nous sommes en 1816 à l'hôpital Necker, rue de Sèvres, dans ce Paris des débuts de la Restauration. Le nouveau médecin des lieux s'appelle René Théophile Hyacinthe Laennec (1781-1826), un Breton de Quimper. Quand on le voit traverser la cour de l'hôpital de son pas pressé, on sent l'homme préoccupé. C'est un ascète, les joues creusées sous des favoris exubérants, les lèvres minces, le nez fin et pointu, la mèche de cheveux en bataille. Sa redingote est un peu élimée et ses bottes aux talons éculés tombent en vrille sur ses chevilles. « Pas très soigné sur lui le docteur, sans doute célibataire, toujours plongé dans ses pensées », commentent les religieuses qui le croisent en se pressant avant le lever du jour, après avoir chanté matines, vers les pavillons des malades.

Un seul patient par lit !

Ce que ne savent pas encore les sœurs infirmières de l'hôpital Necker, c'est que René est un savant qui a bien compris la leçon de ses maîtres et qu'il veut trouver les moyens de les mettre en pratique. Ce que lui répétait Xavier Bichat (1771-1802), mort si jeune : « Il faut que tu appliques une méthode d'observation des malades sans faille, et pour comprendre les maladies, comparer les signes observés aux lésions que tu verras à l'autopsie, c'est la méthode anatomo-clinique. »

Ce que les sœurs en cornette n'ont pas non plus saisi du personnage, c'est l'intensité de sa foi. René est un catholique fervent dont les principes de pauvreté et de charité gouvernent la vie. Travailler à Necker plutôt qu'à la Charité, où il exerçait jusqu'alors sous la houlette du grand Corvisart (1755-1821), ancien médecin de l'Empereur, est une incontestable promotion pour le brillant Laennec. Il devient ainsi chef du service de médecine interne de

l'hôpital le plus moderne de Paris, créé en 1778 à l'initiative de Suzanne Necker, où l'on pousse le luxe à ne coucher qu'un seul patient par lit. Mais en ce petit matin frisquet d'octobre 1816, alors que Laennec traverse à pas rapides le fameux carré de Necker, les petites cornettes ne se sont pas trompées sur un point : il est soucieux, plus encore qu'à l'habitude, comme il se dirige vers le pavillon des femmes.

Tel un oignon pudique

S'il est si pressé ce matin-là, c'est parce qu'il a laissé en suspens, la veille, le diagnostic d'une jeune patiente, et que cela lui déplaît profondément. Cette femme, assez dodue pour ne pas dire grasse, semblait s'étouffer au décours de longues crises de toux, comme si elle allait passer de façon imminente. Il l'avait soigneusement examinée et avait bien cherché à écouter son cœur et ses poumons en posant l'oreille sur sa poitrine, comme c'était l'habitude à l'époque. Mais étaient-ce les multiples épaisseurs de vêtements qu'elle gardait sur elle comme un oignon pudique ou l'abondance de sa poitrine, il n'avait rien entendu, à peine le bruit lointain des battements du cœur. Pour le Breton, d'une pruderie de chanoine, il n'était pas question de la faire déshabiller. Mais il avait eu une idée dans la nuit. Il s'était remémoré un jeu qui l'amusait à Quimper quand il était enfant et que lui avaient rappelé les gosses dépenaillés que son phaéton avait croisés la veille sous les guichets du Louvre. Un des gamins grattait l'extrémité d'une longue poutre avec la pointe d'un canif et à l'autre extrémité, l'oreille collée à la poutre, ses camarades recueillaient les sons, se bousculant pour entendre en riant ces sonorités magiquement transmises.


DUSAULT

De retour au chevet de sa patiente, il arrache quelques pages du cahier que la sœur infirmière tient à la main. Il les roule alors en cylindre, en pose une extrémité sur la poitrine de sa malade tout en écoutant de l'autre côté. Et là, ô miracle, il peut entendre les bruits de son cœur ! Elle a bien une sorte de roulement à la pointe du cœur qu'il a déjà rencontré chez d'autres femmes cardiaques, et dont il sait qu'il signe le rétrécissement de la valve mitrale. Il connaît le traitement : il faut lui faire des saignées quand elle étouffe. Le grand Hippocrate, notre maître à tous, l'avait bien dit. Cela améliorerait son état. Du moins pour quelque temps… Ce jour-là, le docteur Laennec venait d'inventer le stéthoscope ! H



LUCA ZONTIN/DESTINY FILMS/SP

Estomac bien accroché Alors que les populations n'ont pas de quoi se nourrir, ces jeunes femmes mangent à leur faim mais au péril de leur vie. Pendant deux ans, elles goûtent tous les repas du chef nazi, qui craint l'empoisonnement. De quoi perdre l'appétit !

La terreur au menu du Führer

Réquisitionnées par les SS, une quinzaine de jeunes Allemandes ont testé les repas de Hitler, retranché dans son bunker prussien de 1942 à 1944. Une histoire méconnue, révélée en 2012 par Margot Woelk, la dernière survivante des goûteuses. De ce témoignage sont nés un livre et un film.

Chaque jour, les mêmes filles, triées sur le volet, étaient récupérées à leur domicile, soumises à une prise de sang pour prouver leur bonne santé puis attablées de force dans l'enceinte d'une école, pour tester, midi et soir, les plats végétariens destinés au Führer. Un protocole lugubre mis en place par les nazis, pour vérifier qu'aucune nourriture empoisonnée ne soit présentée à Hitler, qui mangeait systématiquement une heure après le travail accompli par les goûteuses. Durant plus de deux ans, en Prusse-Orientale, Margot Woelk a ainsi, contrainte et forcée, vécu perpétuellement dans la peur d'être intoxiquée, sans jamais apercevoir le Führer terré dans la «tanière du loup», le quartier général du front de l'Est. Elle est la seule survivante du groupe de femmes, toutes les autres – veuves, mères, célibataires ou mariées – ont été fusillées par les troupes russes. Margot a pu, par miracle, s'échapper à Berlin. Mais ce

n'est qu'à plus de 90 ans que la vieille dame révèle son secret à un journaliste du *Berliner Zeitung*, récit repris quelques années plus tard dans le roman de Rosella Postorino, *La Goûteuse d'Hitler*, paru en 2019 chez Albin Michel, et dont le film s'inspire.

Traitées comme du matériel de détection

Sans montrer le conflit et ses ravages, le réalisateur italo-suisse aborde la Seconde Guerre mondiale en brossant le destin de ceux qui en subissent les conséquences ou sont, malgré eux, forcés de s'y adapter. Il s'attache à la solidarité entre les goûteuses, prisonnières d'un système auquel la plupart d'entre elles ont d'abord adhéré, avant de, parfois, douter. Confrontées aux mêmes dangers, prises au piège dans le même étau, elles sont tantôt complices, tantôt rivales, embarrassées de manger à leur faim alors que la population n'a plus de quoi se nourrir, mais risquant leur vie à chaque bouchée. «J'ai essayé de faire comprendre combien il était important de rester dans l'intime de la narration, alors même que de grands événements historiques faisaient rage à l'extérieur», explique le réalisateur qui filme les humains les plus vulnérables: les femmes, les personnes âgées et les enfants.

Si la majorité des scènes se déroule autour d'une table, la caméra n'oublie pas le quotidien de son héroïne, ses relations avec ses beaux-parents, la méfiance qui règne, l'attente insoutenable des lettres de son mari au front. Dans un contexte où la fuite est impossible et le refus inimaginable, avec la sécurité d'un salaire et un repas nourrissant impossible à refuser, Silvio Soldini parvient à montrer brillamment la violence et l'indécence de la situation que vivent ces jeunes femmes traitées comme du matériel de détection.

YETTY HAGENDORF

Les Goûteuses d'Hitler,
film de Silvio Soldini
avec Elisa Schlott, Max Riemelt, Alma Hasun (123 min).
Sortie le 20 mai 2026.



LUCA ZONTINI/DESTINY FILMS/SP

CHAQUE JOUR, RETROUVEZ L'HISTOIRE AVEC UN GRAND F.

9H
LES GRANDS DOSSIERS DE L'HISTOIRE
AVEC
FRANCK FERRAND

RADIO CLASSIQUE

dab+

Cahier Écrans

Cinéma

Etty, vers la spiritualité



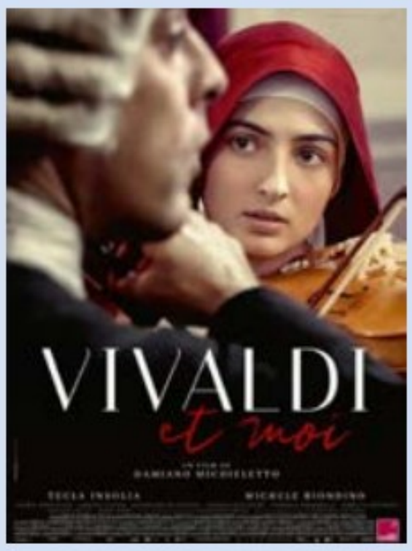
REINER BAJO/LES FILMS DU POISSON/ARTE/SP

Autrice d'une œuvre puissante et mystique rédigée au début de la Seconde Guerre mondiale, Etty Hillesum (1914-1943) est l'héroïne méconnue de cette passionnante série. Hagai Levi, réalisateur de *BeTipul* (*En thérapie*, adapté en France en 2021), filme l'occupation nazie d'Amsterdam, sans reconstitution ni nostalgie, comme si le journal d'Etty restait d'une flagrante actualité. Jeune romancière juive, en souffrance psychologique, libre et survoltée, Etty consulte le docteur Spier, psychanalyste charismatique, ce qui va engendrer un profond bouleversement émotionnel et surtout spirituel chez elle. Dans son journal intime, elle raconte ses peurs, mais aussi son refus de la haine, sa quête de sens, son engagement comme volontaire au camp de transit de Westerbork, avant d'être déportée. Ces écrits servent de canevas à Hagai Levi, qui réalise un film troublant sur la capacité de résistance spirituelle face à l'horreur de la Shoah. Y. H.

Etty, série de Hagai Levi en deux parties (de 3 x 45 min chacune), avec Julia Windischbauer, Sebastian Koch. Sortie le 6 mai 2026.

Cinéma

Les musiciennes de Vivaldi



Au début du XVIIIe siècle, l'Ospedale della Pietà à Venise abrite un conservatoire de musique de haut niveau qui forme de jeunes orphelines. Elles se produisent masquées ou cachées derrière une grille mais leur virtuosité attise la curiosité des souverains et des notables. Parmi les plus douées, Cecilia est promue premier violon par Vivaldi. Devenu prêtre, le compositeur est engagé par l'institution en 1703, comme maître de violon, puis directeur musical. Son arrivée à la Pietà sonne comme une renaissance pour les musiciennes, en particulier pour Cecilia, qui trouve dans la musique un débouché inespéré à son talent et ses sentiments. Mais son désir d'émancipation sociale va à l'encontre des règles de l'Église catholique. Centré sur le destin de la jeune femme tout en donnant une large place à Vivaldi, ce premier film de Damiano Michieletto, metteur en scène d'opéra, est une magnifique immersion dans la société vénitienne du XVIIIe siècle. Y. H.

Vivaldi et moi, de Damiano Michieletto avec Tecla Insolia, Michele Riondino (110 min). Sortie le 29 avril 2026.

TÉLÉVISION

Une victime très suspecte

Marguerite Steinheil est retrouvée ligotée sur son lit, son mari et sa mère assassinés. Très vite, la demi-mondaine surnommée la « pompe funèbre » depuis que le président Félix Faure est mort en sa galante compagnie, passe du statut de victime à celui de principale suspecte… En s'inspirant d'un fait divers survenu en 1908 et en usant des codes du thriller médiatico-judiciaire, cette ultime saison de la trilogie *Paris Police* dissèque une société patriarcale où les femmes n'ont d'autre choix que de jouer des coudes et de leur sororité. Cynique et actuelle, elle conclut la trilogie avec brio. STÉPHANIE GATIGNOL

Paris Police 1910, de Fabien Nury (6 x 52 min). À partir du 27 avril sur Canal +.

Cinéma schizophrène

Fascinées par la gloire et les contradictions de « l'usine à rêves », les sœurs Kuperberg éclairent la façon dont les studios de Hollywood ont accepté les exigences imposées par Hitler, entre 1933 et 1939, en évacuant de leurs films les scènes jugées défavorables et les références aux persécutions. Destinée à préserver leurs intérêts économiques, cette « collaboration pragmatique » suscite un récit d'autant plus captivant qu'un paradoxe le traverse : la plupart de leurs dirigeants étaient juifs. S. G.

Hollywood sous la croix gammée, de Clara et Julia et Kuperberg. Le 3 mai à 20 h 50 sur Histoire TV.

Ces Français passés à l'ennemi

Deux soldats en uniforme allemand posent pour la photo aux côtés d'un pendu… Comme eux, des milliers de Français s'engagèrent aux côtés des nazis entre 1941 et 1945. En reconstituant plusieurs trajectoires, ce documentaire étayé révèle comment ces individus ont participé à la « Shoah par balles » et aux massacres de civils perpétrés sur le front est, au sein de la Légion des volontaires français, comment ils ont traqué les résistants sur le territoire national en intégrant la Milice et… nourri l'idéologie de l'extrême droite après l'épuration. S. G.

Les Soldats français du Reich, de Jean Bulot (2 x 60 min), sur arte.tv jusqu'au 15 septembre.

Sèvres, le goût Rothschild

Le Mobilier national met en lumière l'engouement immodéré de la dynastie de banquiers pour les prestigieuses productions de la Manufacture de Sèvres.



DR/SP

VILLA ET JARDINS EPHRUSSI DE ROTHSCHILD/ANTHONY LANNERETONNE/SP

Comme un musée La Villa Ephrussi (ici la chambre de Béatrice de Rothschild) regorge de trésors de Sèvres, à l'image de ce vase « urne antique » dont le décor est attribué à Charles-Nicolas Dodin (1757).

« La porcelaine de Sèvres est un luxe éclairé: elle plaît aux yeux, honore l'industrie et fait rayonner le goût français. » L'éloge serait de Diderot, mais les Rothschild auraient pu le reprendre à leur compte. De génération en génération, les différentes branches de la famille ont convoité les plus belles pièces sorties de cette manufacture fondée en 1740 et, par la suite, permis aux grands musées du monde d'en bénéficier. Béatrice Ephrussi, la propriétaire de la célèbre villa de Saint-Jean-Cap-Ferrat, légua plus de mille Sèvres à l'Académie des beaux-arts en 1934. Mais les autres membres du clan ont aussi fait preuve d'un solide appétit pour les chefs-d'œuvre de « pâte tendre », objets de conseils, jalousie ou concurrence au point que l'on vit, parfois, plusieurs Rothschild enchérir lors d'une même vente!

Œuvres spoliées

En retraçant, sur un siècle et demi, leur passion pour « l'or blanc », l'exposition montre des créations virtuoses parmi lesquelles deux vases d'exception. L'un, dit « à têtes d'éléphant » fit vraisemblablement partie des collections de Louis XV avant de rejoindre celles de Ferdinand de Rothschild. L'autre, un « vaisseau à mât » prêté par le Louvre, fut livré à la Pompadour en 1760 pour son hôtel d'Évreux, l'actuel Élysée: il passe pour le Sèvres le plus précieux des collections Rothschild en France. Sur neuf sections, le parcours permet d'appréhender le « goût Rothschild », ce mélange d'opulence, d'audace et de confort que les amateurs d'art avertis exprimèrent dans leur soixantaine de châteaux et hôtels particuliers. Il met aussi en scène leur réputé sens de la fête et le faste de leurs tables.

Le récit rappelle aussi que, lors de la Seconde Guerre mondiale, leurs trésors devinrent une cible des persécutions antisémites. Les œuvres spoliées par les nazis leur ont, en grande partie, été restituées. Vichy aussi adopta, le 22 juillet 1940, et sans aucune pression de l'Allemagne, une loi lui permettant de déchoir de leur nationalité les Français ayant quitté le territoire sans autorisation officielle. Édouard, Robert, Maurice, Philippe et Henri de Rothschild en furent les premières victimes, avec la mise sous séquestre de leurs biens, qui ont été vendus ou préemptés par les musées nationaux… et n'ont toujours pas été rendus. **S. G.**

Sèvres, une passion Rothschild. De Paris à la Villa Ephrussi, Mobilier national, Paris (13e), jusqu'au 26 juillet. mobiliernational.culture.gouv.fr

La Fayette, homme public



CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-HISTOIRE DE PARIS

Alors que les États-Unis s'apprêtent à célébrer les 250 ans de leur indépendance, les Archives nationales illustrent les sentiments contrastés suscités par le « héros des deux mondes ».

Parce que son action militaire et diplomatique a contribué à l'indépendance américaine, Gilbert Du Motier de La Fayette (1757-1834) s'est hissé sur un piédestal aux États-Unis, mais, vu de France, son rôle dans les révolutions de 1789 et de 1830 vaut au personnage d'être beaucoup plus discuté. C'est en étudiant cette dichotomie et en illustrant les incessantes campagnes enthousiastes ou hostiles dont il fit l'objet que les Archives nationales retracent une carrière étirée sur plus de quatre décennies. Revenu d'Amérique auréolé de gloire, La Fayette est au sommet de son influence durant les deux premières années de la Révolution. Mais, dès 1790, ce partisan d'un régime constitutionnel qui concilie l'ordre et la liberté est attaqué sur sa droite comme sur sa gauche: les royalistes lui reprochent son inaction lors des journées des 5 et 6 octobre 1789, marquées par l'invasion du château de Versailles; d'autres le vilipendent comme aristocrate et républicain de façade. Alors que son portrait, reproduit par milliers sur des sabres, des éventails ou des médailles, connaît une diffusion sans précédent, des publications et des gravures s'emploient à saper sa popularité. On raille le m'as-tu-vu ou le traître à la nation; on relaie ses prétendues «soirées amoureuses» avec Marie-Antoinette, on le croque en coq courtisan, en singe fanfaronnant… Les calomnies participent au retournement de l'opinion et au déclenchement des violences populaires. En août 1792, après la prise des Tuileries, le marquis fuit à l'étranger. Arrêté dans les Pays-Bas autrichiens, il passera cinq ans en captivité et ne pourra rentrer en France qu'en 1799.

En déroulant sa trajectoire jusqu'à la fin de sa vie, en 1834, l'exposition montre comment cet homme fut continuellement ballotté par un flot d'images contradictoires et tour à tour bénéficiaire ou victime d'un phénomène dont les Archives nationales nous rappellent qu'il n'est pas une invention récente, mais puise ses racines au XVIIIe siècle: la culture de célébrité. La Fayette, qui s'est efforcé de maîtriser sa légende, y apparaît aussi comme l'un des premiers hommes politiques modernes à avoir compris l'importance de l'opinion publique et des médias dans la construction de la notoriété. **S. G.**

La Fayette entre France et Amérique. Histoire et légende, Archives nationales, Paris (3e), du 1er avril au 14 juillet. www.archives-nationales.culture.gouv.fr



HISTORIQUEMENT SHOW

Une fois par mois, retrouvez Eric Pincas, rédacteur en chef d'Historia, dans le magazine *Historiquement Show* sur HISTOIRE TV.

Chaque **samedi à 20h15**, Jean-Christophe Buisson y reçoit historiens, spécialistes et chroniqueurs pour évoquer toute l'actualité de l'histoire.

EN PARTENARIAT AVEC HISTORIA

HISTOIRE TV

bouygues canal 121 · DISPONIBLE AVEC CANAL+ canal 118 · free canal 205 · orange canal 124 · SFR canal 177

Louis XVI au-delà des caricatures

On l'a dit petit, gros, velléitaire. Il semblerait, pourtant, que Louis XVI ait été plutôt grand pour son époque, plutôt mince, et pétri de certitudes… Considérant que le dernier souverain de l'Ancien Régime fut trop souvent résumé à sa fin tragique ou réduit à des clichés, l'exposition de l'hôtel abbatial de Lunéville s'emploie à explorer le personnage dans toute sa complexité humaine, politique et spirituelle. Tout en suivant, du berceau à l'échafaud, le destin de celui qu'il choisit de nommer l'« inconnu de Versailles », le musée sonde sa personnalité, ses goûts, ses affections et s'appuie, pour les illustrer, sur près de mille objets (tableaux, meubles, porcelaines, orfèvrerie, etc.).
De salle en salle, le monarque est présenté sous les traits d'un intellectuel cultivé, aimant s'adonner au travail manuel et à la mécanique de précision, d'un roi ingénieur ouvert aux progrès de la science, d'un collectionneur d'art et mécène raffiné, enclin à promouvoir la culture et le patrimoine. Il apparaît encore comme chrétien ouvert aux autres religions (protestantisme ou judaïsme), comme un père aimant et un individu soucieux de la condition des enfants, qu'ils soient abandonnés ou atteints de surdité. L'exposition et l'opulent catalogue en trois volumes qui la prolonge ont l'ambition de combler un manque car, aussi surprenant que cela paraisse, Louis XVI est l'un des rares rois de France auxquels ni le Louvre ni Versailles n'ont consacré de rétrospective. De quoi leur donner des idées ? S. G.

Louis XVI, l'inconnu de Versailles, hôtel abbatial de Lunéville (54), du 10 avril 2026 au 28 février 2027.
luneville.fr/culture-patrimoine/espace-museal-hotel-abbatial



COLL. LEROY-D'AMAT/SP

La tête haute Loin des clichés, Louis XVI est un personnage bien plus complexe qu'il n'y paraît. Portrait par Duplessis (v. 1777).



GALERIE CHRISTOPHE GAILLARD, PHOTOGRAPHIE REBECCA FANUEL/E/ADAGP PARIS, 2025/SP

Ceija Stojka, entre ombre et lumière

En ouverture de l'exposition, un portrait en noir et blanc de Ceija Stojka (prononcez «Tchaïa Stoïka») laisse entrevoir un tatouage sur son avant-bras. Née en Autriche dans la communauté rom des Lovara, cette peintre autodidacte (1933-2013) a survécu aux camps d'Auschwitz, Ravensbrück et Bergen-Belsen où elle fut déportée de l'âge de 10 ans à 12 ans. Une tragédie vécue dans le silence jusqu'à ce que la quinquagénaire publie un livre, en 1988, dans lequel elle brise le tabou du génocide des Tsiganes, puis qu'elle se mette à créer un millier de peintures et dessins à partir de l'année suivante.

Le temps du bonheur puis les camps

Le musée des Beaux-Arts de Besançon a rassemblé 112 de ses créations pour nous restituer la puissance de cette œuvre apparentée à l'art brut pour laquelle l'artiste utilise des pinceaux, mais aussi ses doigts, ses mains, parfois sa bouche ou son visage. Une première section raconte le temps du bonheur, entre scènes de vie à l'intérieur des roulottes et émerveillement devant le spectacle de la nature. Puis viennent, par contraste, les toiles évoquant l'expérience terrible de la déportation. On notera que Ceija Stojka peint simultanément dans les deux registres, opérant d'incessants allers-retours entre ombres et lumières, et que la couleur qui irradie dans son travail demeure présente dans les scènes les plus terribles. Un troisième volet se focalise sur un motif récurrent dans l'œuvre: celui de l'œil. L'œil qui peut être celui du nazi qui surveille, mais surtout celui qui voit et est en mesure de témoigner. En fin de parcours, une toile évoquant le génocide rwandais montre que, jusqu'au bout, la survivante a gardé les siens ouverts sur toutes les tragédies du monde. **S. G.**

Ceija Stojka. « Garder les yeux ouverts », musée des Beaux-Arts et d'Archéologie de Besançon jusqu'au 21 septembre.
www.mbaa.besancon.fr

Radiographie de « l'affaire espagnole »

Bien avant 1936, la guerre d'Espagne se façonne dans une république minée par les réactionnaires et provoque le réveil des forces démocratiques.



INTERFOTO /AURIMAGES

No pasarán Le peuple républicain dresse des barricades de fortune pour résister aux assauts franquistes. Madrid (1936-1939).



La Seconde République espagnole, proclamée en 1931, apparaît comme une sorte de laboratoire dans lequel s'exercent toutes les forces contraires. L'Italie fasciste mais aussi l'Angleterre libérale la voient comme un loup révolutionnaire dans la bergerie européenne. Cinq ans plus tard, l'empressement à la sauver de Franco est loin d'être unanime, malgré le Front populaire en France. C'est alors qu'apparaît, à travers les Brigades, une citoyenneté internationale. Face à la violence d'une guerre civile qualifiée d'« affaire espagnole » par les diplomates, une guerre où l'on combat moins qu'on ne fusille, elle prend la forme d'une lutte antifasciste, Rome et Berlin soutenant militairement le Caudillo.

Clarification politique

Pour comprendre comment ce pays, au cœur des préoccupations politiques des chancelleries, s'est retrouvé à l'écart lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté, il faut lire l'excellent récit de François Godicheau, Pierre Salmon et Mercedes Yusta Rodrigo qui, chez le même éditeur (Tallandier), s'inscrit dans une approche collective identique à celle du *Monde nazi* (2024) et de *Vichy, histoire d'une dictature* (2025).

À partir d'archives, de témoignages et de travaux de recherche, cette synthèse revient sur les différentes étapes qui ont précédé l'assassinat de la démocratie par les forces réactionnaires et l'extrême droite espagnole. Ce livre permet de réinstaller la guerre d'Espagne entre les deux conflits mondiaux, non pas comme une sorte d'exception européenne, mais au contraire comme la manifestation d'une clarification politique jamais faite. Et pour cela, il faut la saisir d'abord dans ses dimensions nationales, au travers de ceux qui l'ont vécue de l'intérieur, et pas seulement à travers la mythologie véhiculée par Orwell ou Malraux. Les auteurs mettent de côté le combat du torero républicain contre le taureau franquiste pour montrer l'ensemble de l'arène et ce qui s'y passe. Et le spectacle n'en est pas moins éclairant. La République espagnole – comme celle de Weimar – a cédé non par faiblesse mais par la compromission des classes dirigeantes. C'est bien ce qu'avait vu Georges Bernanos dans *Les Grands Cimetières sous la lune* (1938) en parlant de « charnier de tous les renoncements de l'Europe ». Quatre-vingt-dix ans plus tard, les enjeux mémoriels de cette tragédie politique, sociale et religieuse n'ont pas disparu.

LAURENT LEMIRE

La Guerre d'Espagne, 1936-1939. La démocratie assassinée, de François Godicheau, Pierre Salmon et Mercedes Yusta Rodrigo (Tallandier, 480 p., 25,50 €).

La sombre partition du nazisme

Contrôlée, comme tous les arts, par le IIIe Reich, la musique fusionne avec le national socialisme et accompagne sa politique.

C'est sans doute la seule dictature dont on peut identifier la bande-son. Et le travail d'Isabelle Mity aide brillamment à distinguer toutes les variantes d'une musique pas vraiment faite pour adoucir les mœurs, de l'opéra à la fanfare. Après s'être intéressée aux *Actrices du IIIe Reich* (Perrin, 2022), cette historienne et contributrice régulière d'*Historia* s'est penchée avec la même rigueur sur ses maîtres chanteurs. Pour Hitler, Wagner occupe une place de choix dans cette fusion quasi mystique de la musique et de la politique, mais il n'est pas le seul.

Goebbels à la baguette

D'autres ont accompagné l'orchestre nazi jusque dans les camps de la mort, sous la baguette du chef de la propagande, Joseph Goebbels. Mais la musique manifesta aussi sa résistance à l'instrumentalisation idéologique et à l'antisémitisme. Mahler, Mendelssohn ou Offenbach sont entendus et Coco Schumann joue ce jazz détesté par le Führer mais apprécié du public. Une note d'espoir dans cette sombre partition à laquelle de grands chefs tels Furtwängler ou Karajan, des cantatrices comme Elisabeth Schwarzkopf ou des compositeurs comme Carl Orff ont plus ou moins participé. Avec son livre passionnant qui ouvre un champ peu exploré des études culturelles sous le nazisme,



Isabelle Mity montre la funeste réalité derrière la fameuse réplique de Woody Allen : « Je ne peux pas écouter trop de Wagner, ça me donne envie d'envahir la Pologne. » L. L.

Les Maîtres chanteurs du IIIe Reich : musiques et musiciens sous le nazisme, d'Isabelle Mity (Perrin, 340 p., 23 €).

Festival Imaginales

À la rencontre de l'autre et de soi

Cette année encore, les passionnés de fantasy, science-fiction, fables oniriques et autres littératures fantastiques se précipiteront à Épinal, du 28 au 31 mai, pour assister aux Imaginales, ce festival hors-norme dédié aux mondes imaginaires. 200 auteurs français et internationaux, 12 expositions, 100 stands, 11 prix littéraires… Ce n'est pas un hasard si les Imaginales s'imposent, depuis près de vingt-cinq ans, comme l'un des plus importants événements du genre en Europe. Cette édition, portée par l'affiche hypnotisante de l'artiste spinalienne Babayaga Pepperland, s'articulera autour du thème de l'alter ego, ou comment la quête de l'autre conduit finalement à la découverte de soi. Rencontres, dédicaces et conférences ponctueront ces journées dans le cadre bucolique du parc du Cours, favorisant les échanges entre public et écrivains, auteurs de BD, illustrateurs et artistes, mais



aussi les liens avec les sciences humaines par l'intervention d'historiens et d'universitaires. *Historia*, partenaire du festival, participe ainsi à deux tables rondes, animées par Victor Battaggion, rédacteur en chef adjoint du magazine : « Pirates et autres brigands des mers, violence et liberté au gré des flots » et « Écrire sur une figure historique réelle : documentation, enjeux et liberté ». Professionnels et amateurs, enseignants, bibliothécaires et élèves nourriront, par la remise de nombreux prix, la vocation de transmission de cette manifestation attirant près de 40 000 visiteurs. À la nuit tombée, en plus des projections, performances, jeux de rôle (et bal costumé spectral !) auront lieu, lors des Nocturnes, de spectaculaires jeux son et lumière sous la forme de videomapping qui feront vibrer les architectures de la belle cité vosgienne. Pour apprendre, rêver et s'émerveiller en grand. MATHILDE SAMBRE

Et 20 millions de Françaises !

Les hommes ne sont pas seuls à faire l'Histoire. Éric Alary se passionne ici pour les femmes qui, elles aussi, ont vécu et agi sous l'occupation allemande.

Auteur de nombreux ouvrages, Éric Alary s'intéresse cette fois aux femmes sous l'Occupation. Il appuie ses développements et analyses sur une bibliographie conséquente, utilisant notamment de nombreux journaux intimes et correspondances déposés depuis trente ans maintenant à l'APA (Association pour l'autobiographie) basée à Ambérieu-en-Bugey. Ces textes, rédigés par des anonymes, apportent une touche humaine saisissante et reflètent la pluralité et la diversité des histoires personnelles et collectives.

Il constate que les «femmes sont souvent au second plan de toutes les études historiques», ce qui s'applique tout à fait à la période de la Seconde Guerre mondiale, au-delà de quelques personnalités mises en avant de nos jours. Et pourtant, tout au long de ces années, les femmes ont joué un rôle déterminant. Dans leur vie personnelle et familiale, seules souvent, devant faire face à bien des problèmes de la vie quotidienne, elles ont été les «reines des sacrifices et de la débrouillardise». Beaucoup se sont aussi engagées: accueil des réfugiés à partir de 1940, cache d'enfants juifs, passage de la ligne de démarcation ou des frontières, actions dans la Résistance même si, comme l'écrit l'auteur, «les



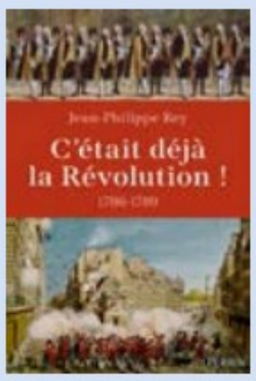
hommes, dans un sursaut viril, les confinent dans des fonctions subalternes, à de rares exceptions près». Ces combattantes de l'ombre ont été victimes de préjugés sexistes. Alary aborde également le thème rarement évoqué des «malgré-elles», ces Alsaciennes et Mosellanes engagées de force dans des organisations nazies, oubliées par la mémoire nationale et les historiens pendant des décennies *(lire p. 60-62)*. En 1957 seulement, elles obtiennent un statut de «personnes contraintes au travail en pays ennemi».

L'auteur nous offre aussi quelques portraits glaçants de femmes qui ont sombré dans la collaboration. Et il consacre de longs développements à la «collaboration horizontale», ces femmes qui, par naïveté ou par conviction, par amour parfois aussi, ont entretenu des relations avec l'occupant.

La partie «Libération en trompe-l'œil» mérite elle aussi une lecture attentive. Aux espoirs du retour à la paix succèdent de nombreux déboires pour les femmes, et la «Libération remet chaque sexe à sa place, sans pitié», notamment dans l'intimité des foyers. La «femme nouvelle devra attendre encore un peu». DENIS LEFEBVRE

Les Femmes sous l'Occupation, d'Éric Alary (Perrin, 448 p., 24 €).

Avant 1789, déjà un vent de liberté



En 1962, dans un livre devenu classique, Jean Egret désignait sous le nom de « pré-Révolution » les années troublées qui ont précédé 1789 et s'intéressait d'abord aux cercles dirigeants. Jean-Philippe Rey élargit l'enquête à l'opinion et à l'influence de la conjoncture internationale. Comme Egret, il identifie l'échec d'une « révolution par le haut », la révolution royale voulue par un Louis XVI faible, mais il ajoute à cette dimension institutionnelle une analyse politique plus ample : durant ces années, l'agitation populaire a été endémique ; les idées de liberté et d'égalité triomphent. Dans les esprits, avant même que la Bastille tombe, la Révolution est faite. THIERRY SARMANT

C'était déjà la Révolution ! 1786-1789, de Jean-Philippe Rey (Perrin, 336 p., 23,90 €).

« Le dernier homme qui savait tout »



Le jésuite allemand Athanasius Kircher (1602-1680) appartient à la race disparue des savants universels. Il a été tout à la fois mathématicien, astronome, géographe, archéologue et linguiste. En traduisant du latin un ample panorama de ses écrits, Laurent Ferri nous introduit à un âge de curiosité encyclopédique, entre humanisme et Lumières, entre mythe et raison. Kircher cherche à déchiffrer les hiéroglyphes ; aidé d'un microscope, il croit identifier le mode de propagation de la peste ; synthétisant les connaissances disponibles en Occident, il publie un traité sur l'empire de Chine ; il construit un mégaphone et une lanterne magique. Un beau livre pour partager l'enthousiasme des précurseurs. T. S.

Athanasius Kircher. Un savant-machine à l'âge baroque, de Laurent Ferri (Les Belles-Lettres, 400 p. 26,90 €).



Une cité entre ombre et brouillard

Trieste, 1970. Les frontières mouvantes et les déplacements de population nourrissent une tension palpable, renforcée par la proximité de la Yougoslavie. Les fragiles équilibres Est-Ouest sont menacés par un projet de coup d'État de nostalgiques du fascisme, et voilà que l'informateur privilégié du service de renseignement de la Défense est assassiné ! L'institution met un autre collaborateur, un journaliste torturé, sur l'affaire. Un passionnant roman noir qui croque une époque sur le fil du rasoir.

ISABELLE MITY

La Nuit sur la frontière,
de Pietro Spirito
(Métailié, 230 p., 20,50 €).

La femme cachée du Duce

Après Munich et Berlin, le commissaire Sauer et ses acolytes sont à Venise pour éliminer Mussolini et Hitler lors de leur première rencontre. Mais les comparses, intrigués par la présence d'une mystérieuse recluse sur une île de la lagune, changent leurs plans. Qu'a donc fait Ida Dalser, la première femme du Duce, pour finir cloîtrée dans un asile ? Et où est le fils caché du dictateur ? De la Cité des Doges à Milan, Massimi, très inspiré par cet épisode de l'histoire italienne, livre une trépidante enquête. I. M.

Le Pacte de Venise,
de Fabiano Massimi
(Albin Michel, 500 p., 22,90 €).





Une terrible histoire de famille

Si nous n'attendions pas ce spécialiste de la pop culture sur le terrain de la Seconde Guerre mondiale, nous savions qu'il possédait un vrai talent d'écrivain. Et il en fallait pour raconter avec force et sobriété l'histoire du convoi n°53, parti de Drancy et arrivé trois jours plus tard à Sobibor. Plusieurs prisonniers parvinrent à s'échapper, en sciant le plancher d'un des wagons. Tous furent repris. Quatre survécurent à l'enfer : Sylvain Kaufmann, Hughes Steiner, Robert et Paul Fogel, le grand-père de l'auteur. Ce livre est leur tombeau.

GÉRARD DE CORTANZE

Les Évadés du convoi 53,
de Benjamin Fogel
(Gallimard, 298 p., 21 €).

Un beignet aux saveurs du pays

L'éditeur prévient : ce roman historique est basé sur des faits réels. Jane, comme 250 autres volontaires, part en Angleterre remonter le moral des troupes américaines qui préparent le débarquement, en leur offrant un peu de ce pays qu'ils ont quitté, à commencer par ces fameux donuts indispensables à tout américain qui se respecte. La Doughnut Corporation of America fournit à ces héroïnes du quotidien 468 machines à beignets. Sillonnant les campements, elles en fabriquèrent ainsi près de 5 millions ! G. C.

Donut Girl,
de Lauriane Bordenave
(Les Escales, 232 p., 21 €).



Le Paris joyeux d'avant la peste

Voici une histoire éditoriale aussi extravagante que celles de la pièce de Cyrano de Bergerac, *L'Art de persuader*, retrouvée 350 ans après qu'elle a été écrite, ou de ces inédits de Céline, volés, cachés, récemment publiés chez Gallimard. Sebastian Haffner, mort en 1999, était un journaliste allemand, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. On lui doit des essais passionnants sur Hitler, le pacte germano-soviétique, Bismarck, etc. Le livre que publient aujourd'hui les éditions Robert Laffont est une pépite. Si certains savent, qu'opposant de la première heure au régime nazi, Sebastian Haffner s'était installé en Angleterre avec sa fiancée, peu connaissent son escapade parisienne au printemps 1931. Publié en Allemagne pour la première fois en 2025, ce livre constitue un document passionnant sur le Paris de l'époque. «Quelle euphorie dans ces pages! Quel bonheur de l'instant, ample et rapide!» nous dit le critique Volker Weidermann dans sa postface. Comme il a raison! Et comme Haffner, âgé alors de 24 ans, sait nous faire vibrer au plus près des jeunes gens d'une génération – insouciante, frivole – bientôt broyée par la guerre, mais qui peuvent encore perdre gaiement leur temps à fumer des Gitanes et boire du thé chinois tout en parlant littérature. Écrit en quelques semaines à l'automne 1932, on retrouve dans ce roman virevoltant les accents de l'Henry Miller de *Jours tranquilles à Clichy* ou de l'Hemingway de *Paris est une fête*. Un vrai bonheur de lecture! G. C.



Adieux, de Sebastian Haffner (Robert Laffont, 221 p., 20 €).



GIL LEFAUCONNIER

“Le principal héros, c’est la ville d’Orléans, avec ses habitants”

À l’occasion du lancement d’une collection sur les cités assiégées, Laurent Vissière revient sur sa passion pour les BD et le Moyen Âge.

HISTORIA – Comment et pourquoi un universitaire capé, issu de l’École normale supérieure et de l’École nationale des chartes, agrégé d’histoire, spécialiste reconnu du Moyen Âge tardif, publiant des ouvrages très sérieux chez des éditeurs qui le sont tout autant, en est-il arrivé à se lancer dans la BD, comme scénariste?

Laurent Vissière – Trois éléments peuvent être mis en avant. Le premier est simple: ma vraie et ma seule passion depuis l’enfance, c’est la BD, je dévorais les volumes d’Hal Foster, *Prince Vaillant*, que je connaissais par cœur, et je m’imaginais même devenir dessinateur de BD. Mais je n’avais pas ce talent, et je me suis lancé dans des études d’histoire médiévale. Le second est lié à *Historia*. À l’occasion de la remise du premier prix *Historia* de la BD, j’ai fait la connaissance de la scénariste France Richemond, qui m’a proposé de faire quelque chose avec elle. J’ai accepté, bien sûr! Le troisième est lié à mes activités universitaires. Au fil de mes recherches, j’ai beaucoup travaillé sur la vie quotidienne dans les cités assiégées au XVe siècle, notamment sur les journaux de siège souvent inédits qui racontent la vie quotidienne des défenseurs. J’avais là une documentation exceptionnelle, très théâtrale puisque pendant un siège, il y a une unité de temps, de lieu et d’action, le tout dans un huis clos. J’avais alors en tête un volume sur le siège d’Orléans (1428-1429), mais les éditions Delcourt ont voulu lancer une collection sur les cités assiégées, avec une commande immédiate de cinq volumes. Le premier, sur Orléans, vient de sortir, trois autres arriveront dans les bacs d’ici à janvier 2027 et le dernier sera livré un peu plus tard. Tout se fait très vite, car l’éditeur a voulu créer un effet de collection. Nous évoquerons successivement les sièges de Beauvais, Nancy, Monaco et Rouen. Tous sont de nature différente et, à chaque fois, nous changerons de perspective.

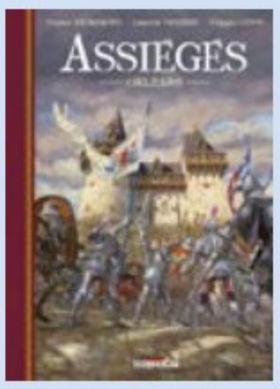
Dans quelle optique ce premier volume a-t-il été réalisé?

Dans notre scénario, France et moi, nous ne racontons pas un siège, nous développons une vraie histoire, nous faisons vivre le siège d’Orléans. Le principal héros, c’est la ville en tant que telle, avec ses habitants, leur vie quotidienne, alors qu’ils sont confrontés à un confinement.

Une ville, et des personnages hauts en couleur, avec un rôle important…

C’est évident. Bien sûr, il faut évoquer Jeanne d’Arc et son rôle providentiel. Elle impulse une dynamique, redonne confiance aux assiégés. Nous n’apportons pas de nouveaux éléments sur elle, nous offrons une autre lecture. Tous les autres personnages, à quelques exceptions près, sont authentiques, assail-

Vivre un siège au quotidien



Le siège d’Orléans par les Anglais constitue un moment fort de la guerre de Cent Ans. Décisif aussi par le rôle qu’a joué Jeanne d’Arc dans la libération de cette ville en mai 1429. France Richemond, Laurent Vissière (co-scénaristes) et Filippo Cenni (dessinateur) y consacrent un passionnant ouvrage. Leurs pages font vivre ce siège et développent une histoire qui emporte le lecteur. Nous comprenons vite que les assaillants ne pouvaient pas l’emporter, tant leurs erreurs ont été nombreuses. Surtout, nous vivons avec les assiégés, soldats et civils, hommes et femmes, confrontés à l’enfermement. Servi par un superbe dessin, ce volume romancé mais historiquement inattaquable se dévore avec délice. D. L.

Assiégés. Orléans, de France Richemond, Laurent Vissière et Filippo Cenni (Delcourt, 128 p., 29,95 €).

lants comme assiégés. Certains ont joué un rôle déterminant. Ainsi, maître Jehan: il est celui qui a mis au point la couleuvrine [pièce d'artillerie, ndlr] pendant le siège. Par lui, nous comprenons la révolution militaire en cours.

Ce siège d'Orléans dure six mois, c'est une durée exceptionnelle…

Pour l'époque, oui. C'est la première caractéristique de cette affaire: un acharnement de l'assiégeant. La seconde est une accumulation d'erreurs tactiques. Bref, c'est un siège de nuls. Les uns comme les autres sont lamentables. À aucun moment la situation n'a été désespérée. Les Anglais ne se lancent jamais complètement à l'assaut et n'arrivent même pas à établir le blocus de la ville. Résultat: elle a été ravitaillée jusqu'au bout, sans la moindre difficulté. De leur côté, les assiégés n'ont pas su embrayer sur les fautes de leurs adversaires. Alors qu'ils étaient très nombreux, et sans doute parfois davantage que les Anglais, ils auraient dû sortir de la ville, et mener des opérations de guérilla. Ils ne l'ont fait qu'à la fin, galvanisés par Jeanne d'Arc. La suite est connue.

Au fil des pages, on est saisi par la rigueur du travail réalisé, et on imagine les difficultés que vous avez rencontrées, les choix que vous avez dû faire.

Pour la cathédrale d'Orléans, il a fallu extrapoler, imaginer, donc trancher, dans la mesure où on ne dispose d'aucune vue de ce bâtiment avant sa destruction par les protestants au XVIe siècle. Nous avons été confrontés aux mêmes difficultés pour Monaco, dans la mesure où la ville a été entièrement reconstruite après le siège de 1506. Nous avons aussi fait des choix en matière de vocabulaire et de langue. Nous n'avions pas envie d'utiliser un vieux français de cuisine, comme on le voit trop souvent, ni d'employer un vocabulaire trop contemporain. Pour un effet «vieille langue», nous avons repris les insultes d'époque, à partir du livre d'une collègue universitaire sur les jurons au Moyen Âge!

Les femmes seront très présentes dans ces cinq parutions…

Nous avons voulu intégrer dans ces histoires des personnages féminins crédibles. Et, là encore, c'était très compliqué. Bien sûr, pour Orléans, Jeanne d'Arc s'impose, mais c'est un cas à part. Trop souvent, en BD, un personnage féminin est un modèle masculin qu'on féminise, ou alors une femme qui se pâme pour le héros. C'est absurde. Nous avons essayé de trouver un juste milieu. Tout le monde a un rôle à jouer, les femmes comme les hommes, dans une société entièrement militarisée, profondément machiste, mais qui n'est pas misogyne. Ainsi, elles soutiennent les hommes sur les remparts. Toutes les femmes ne sont pas Jeanne d'Arc, mais il est intéressant de les faire vivre.

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS LEFEBVRE



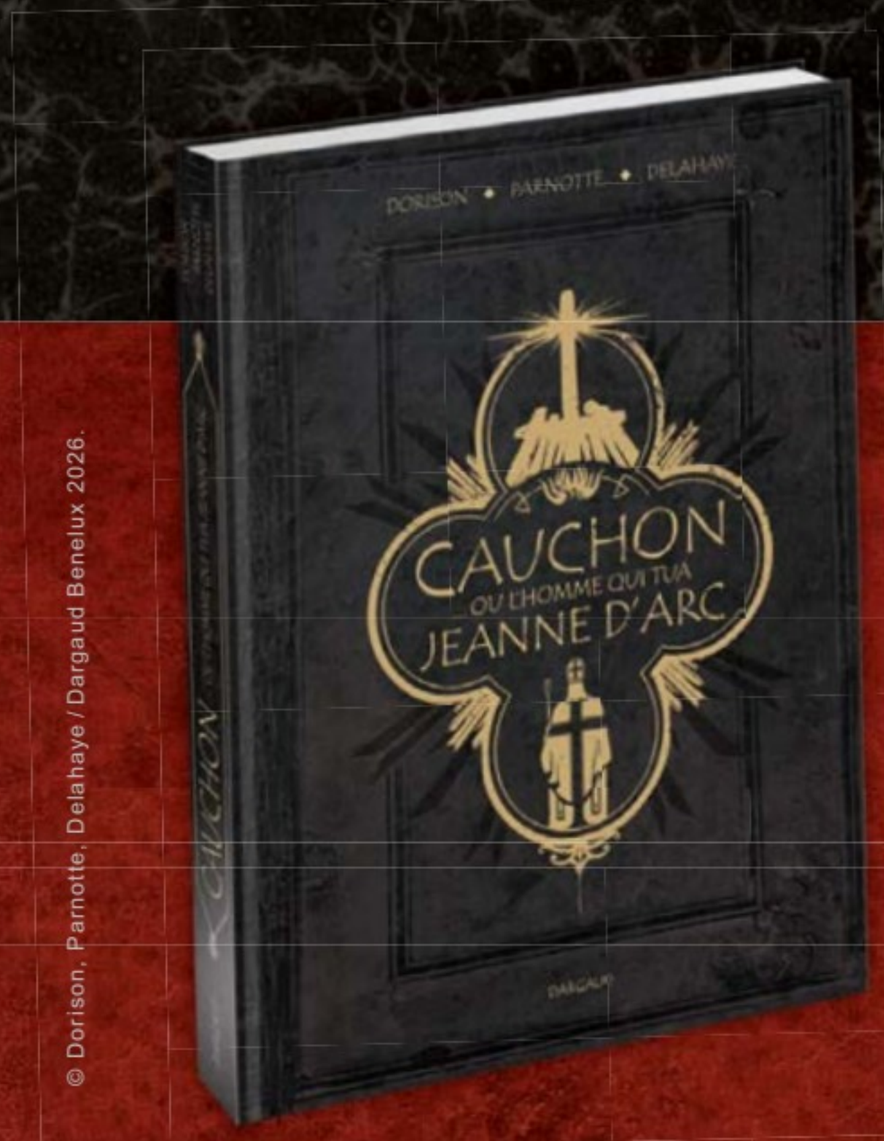
DORISON ◆ PARNOTTE ◆ DELAHAYE

CAUCHON
...OU L'HOMME QUI TUA JEANNE D'ARC

L'homme
le plus détesté



du royaume
de France.



Le procès de la célèbre Pucelle d'Orléans
comme vous ne l'avez jamais lu !

La nouvelle fresque historique
de Xavier Dorison, le scénariste de

1629 & UNDERTAKER

Le Point DARGAUD AU RAYON BANDE DESSINÉE

© Dorison, Parnotte, Delahaye / Dargaud Benelux 2026.

MÊME LES SOUVERAINS PRÊTENT SERMENT SUR LES SUJETS DE FOI !

GRAND BIEN LEUR FASSE.

J'AI PLUS PEUR DE DÉPLAIRE À DIEU QU'AUX ROIS.

QU'ON LA BRÛLE TOUT DE SUITE !

ELLE SE MOQUE DE NOUS ! SORCIÈRE !

SILENCE !

ET VOUS...! COMMENCEZ PAR NOUS DIRE VOTRE NOM ET VOTRE ÂGE...

SI VOS "VOIX" N'Y VOIENT PAS D'INCONVÉNIENT, NATURELLEMENT...

HAHAHAHAHA

MON NOM EST JEANNE... J'AI 19 ANS.

D'OÙ VENEZ-VOUS ?

D'UN PETIT VILLAGE, DOMRÉMY.

ÊTES-VOUS BAPTISÉE ?

OUI.

BIEN... RÉCITEZ LE PATER NOSTER

...

© Dorison, Parnotte, Delahaye / Dargaud Benelux 2026.

À SUIVRE...

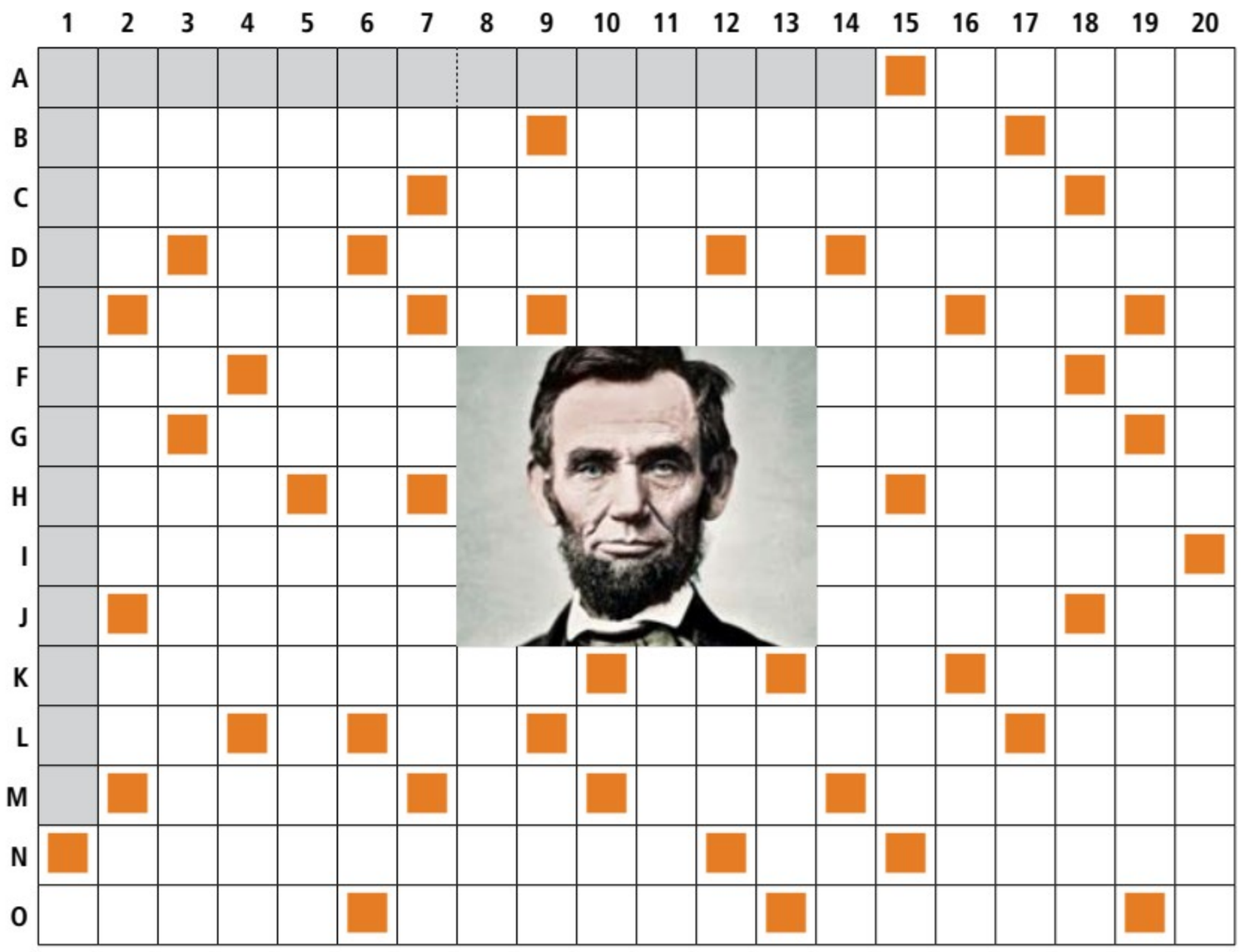
Vous avez rendez-vous avec l'histoire.



HORS-SÉRIE
9,90
SEULEMENT

Mots croisés Par Pascal Wion

En partenariat avec www.cruciverbiste.club



CC0 WIKIMEDIA COMMONS

HORIZONTALEMENT : A. Personnage en illustration. L'armée prussienne du duc de Brunswick y fut vaincue par les Français le 20 septembre 1792. – **B.** Princesse phéacienne qui recueillit Ulysse après le naufrage de son navire. Guerrier troyen dont l'amitié avec Nisus est devenue légendaire. Elle s'opposa à la politique du général de Gaulle. – **C.** Le traité qui y fut signé en 1745 garantit à Frédéric II de Prusse la possession de la Silésie. Peintre florentin qui eut Le Pérugin et Léonard de Vinci pour élèves. Napoléon Bonaparte à Ajaccio. – **D.** Il avait une vraie tête de faucon. Coule en France, coulée à Hawaï. Ville qui devint la capitale de l'Indochine française en 1902. Savant anglais qui dirigea l'école palatine d'Aix-la-Chapelle fondée par Charlemagne. – **E.** Christiania autrefois. Ancienne capitale du Nivernais. Personnage de Spielberg. – **F.** Réseau international. De Lusignan, il fut roi de Jérusalem et seigneur de Chypre. Montagne de Grèce. Un des incorruptibles. – **G.** Les premiers se déroulèrent à Athènes en 1896. Il a disparu de l'île Maurice au XVIIIe siècle. Affluent du Rhône. – **H.** Princesse de Kiev qui fut canonisée. Cité portuaire de Phénicie qui fut la rivale de Tyr. – **I.** Drame hugolien à l'origine d'une bataille. Ancienne cité de Mésopotamie proche d'Our. – **J.** Grand prêtre d'Israël. Bien ficelée. Terre de Saint-Martin. – **K.** Qui se disent de gauche. Capone à Chicago. Tête d'ibis. Ancien royaume d'Asie. – **L.** Luth oriental. Sujet d'empire. Mère de Richard Cœur de Lion. Ancienne capitale d'Arménie. – **M.** Sur la Seine ou sur la Saale. Autobiographie romancée ? Victoria ou Constance. Cléopâtre pour Mankiewicz. – **N.** Orateur athénien qui fut l'adversaire de Philippe II de Macédoine. Puissance du XXIe siècle. Matés dans le désordre. – **O.** Sarrasine qui défendait l'accès au château fort. Général romain qui a vaincu Attila aux champs Catalauniques. Ce qu'est devenue la Côte-de-l'Or en 1957.

VERTICALEMENT : 1. Il succéda à ce personnage à la présidence des États-Unis. – **2.** Jeune soldat républicain tué à 14 ans par les royalistes pendant la guerre de Vendée. Clément Ader s'est envoyé en l'air avec lui. Son château abrite le musée Louis-Philippe. Protecteur de la phalange. – **3.** École libre. Connaît la débâcle en Russie. Prêtre mort sur le bûcher en 1634 après avoir été condamné pour sorcellerie dans l'affaire des démons de Loudun. – **4.** Chevalier au régiment d'Auvergne. Mère de Persée. Casus belli en 1870. – **5.** Noble espagnol ou ex-édile de Paris. Nom de quatre princesses égyptiennes de la dynastie des Ptolémée. – **6.** Coup de raquette magique. Il fut nommé maréchal d'Empire à la suite de la victoire de Wagram en 1809. Plus fort que César ou Alexandre. – **7.** Yo-Yo pour un violoncelliste. Zeus l'envoya paître. Légende de la croix. Tantale. – **8.** Nommé chef du gouvernement en avril 1942, il accentua la collaboration avec l'Allemagne nazie. Sa dame fut découverte en 1897 sur un site archéologique ibère proche d'Alicante. – **9.** À l'est d'Éden. Fringue ou nippe. – **10.** Fils d'Agrippine la Jeune. En plein cœur de Venise ou à la sortie de Rimini. – **11.** Le prix Nobel de chimie lui a été décerné en 1911. En droit féodal, terre libre et exempte de toute redevance. – **12.** Monte en Corse. Épouse de Jacob. – **13.** Région d'Asie Mineure où se situait la cité de Xanthos. Fut battu par le roi de France. – **14.** Compagnons du nouveau monde ? Philosophe scolastique qui fut le maître d'Abélard. Ancien service de renseignement français. – **15.** On peut y visiter le palais du Potala. Il fut cinq fois président du Conseil pendant la IIIe République. – **16.** Elle fut en 1979 la première femme présidente du Parlement européen. Nom de l'esclave du roi Amphitryon dans la pièce éponyme de Plaute. Il est considéré comme le septième avatar du dieu Vishnou. – **17.** Nymphes qui étaient au nombre de trois mille. Circule à Kawasaki. – **18.** Saint normand. Vaut do. Ancien nom de Tokyo. Siège de conférence. – **19.** Prophète mésopotamien qui prêcha le manichéisme. Personnification du Ciel dans la mythologie grecque. – **20.** Personnage du *Roman de Renart*. Principauté du golfe Persique.

Solution du n° 949

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
A	P	A	U	L	D	E	S	C	H	A	N	E	L	■	R	O	G	E	R	S
B	O	R	L	E	A	N	S	■	E	S	O	N	■	G	A	L	I	L	E	E
C	I	R	M	A	■	F	■	A	N	S	E	L	M	E	■	T	R	U	M	P
D	N	E	■	N	I	A	G	A	R	A	■	I	E	N	A	■	L	A	I	T
E	C	E	R	D	A	N	■	R	I	S	L	E	■	G	U	I	■	R	■	I
F	A	■	O	R	■	T	A							I	S	■	A	D	A	M
G	R	O	D	E	R	I	C							S	T	U	C	■	N	A
H	E	D	O	■	A	N	I							K	R	E	M	L	I	N
I	■	A	G	I	S	■	E							H	A	■	E	■	M	I
J	B	L	U	C	H	E	R							A	S	A	■	V	I	E
K	O	I	N	T	■	C	■	I	S	I	S	■	E	N	I	G	M	E	S	■
L	O	S	E	I	L	L	E	■	I	R	A	I	S	■	E	R	A	S	M	E
M	Z	Q	■	N	■	A	G	A	M	E	M	N	O	N	■	A	S	T	E	R
N	■	U	T	O	P	I	E	■	O	N	■	O	P	E	P	■	S	A	■	O
O	Z	E	U	S	■	R	E	N	N	E	S	■	E	Y	L	A	U	■	Y	S

L'humeur

d'Emmanuel de Waresquiel



De la difficulté des transitions politiques

S'il est une période de notre histoire où le drame affleure de façon paroxysmique, c'est bien celle qui s'inscrit entre le débarquement de Napoléon au Golfe-Juan le 1er mars 1815 et le retour de Louis XVIII à Paris le 8 juillet de la même année. Le Bourbon, restauré en avril 1814, quitte précipitamment Paris le 19 mars pour l'exil. Le 20, Napoléon Ier, tout droit sorti de l'île d'Elbe où on l'avait relégué depuis presque un an, le remplace comme par enchantement. Lui aussi est un revenant. Il avait abdiqué le pouvoir en troquant son Empire pour une île minuscule. Trois mois plus tard, peu après Waterloo (18 juin 1815), il l'abandonne à nouveau, cette fois pour toujours. On lui destine encore une île, autrement moins accueillante que la première. Louis XVIII rentre à Paris et remonte sur le trône. Tout cela a duré un peu plus de cent jours, si l'on en croit le calendrier. Il faut, pour comprendre ce moment extraordinaire, s'interroger sur ce que furent les forces et les faiblesses de la monarchie, restaurée plus de vingt ans après la proclamation de la République en septembre 1792.

La Charte constitutionnelle octroyée par le roi aux Français en juin 1814 a sans doute été la première Constitution viable de notre histoire. Après tout, elle se maintient bon an mal an jusqu'en 1848. Sur le papier, elle n'a rien de révolutionnaire, elle est transactionnelle. La Charte, c'est la Révolution couronnée : le maintien de l'organisation administrative de l'Empire, le retour des « droits de la nation » dont on n'avait plus entendu parler depuis 1789 : l'égalité devant la loi et les emplois ; les libertés de réunion, de conscience et de presse ; l'inviolabilité des biens nationaux. De quoi faire du gouvernement de la Restauration l'un des plus étonnants et l'un des plus libéraux d'Europe. Pourtant, le libéralisme même du régime explique en partie ses échecs. Le libéralisme n'a jamais eu bonne presse en France. La liberté retrouvée de commerce et la politique de stricte orthodoxie budgétaire qui conduit à maintenir certains impôts impopulaires hérités de l'Empire et à comprimer les dépenses ont été mal vécues. Mais la véritable cause de cet échec, c'est le jeu des vanités, des symboles et des représentations. Encore une vieille tradition française !

Si la Restauration ne constitue pas un retour à l'Ancien Régime, elle en a pris les couleurs. À commencer par le drapeau blanc qui remplace le tricolore. Après un quart de siècle de convulsions, l'« oubli » et le « pardon » prêchés par le roi et son gouvernement n'ont été, pour une partie du pays, que des mots. Deux France se sont retrouvées face à face, celle de l'Ancien Régime et celle de la Révolution. L'ancienne noblesse émigrée a considéré que le retour des Bourbons était sa victoire. En mars 1815, Louis XVIII est tombé faute d'avoir une armée mais aussi, et surtout, parce que, une fois de plus dans l'histoire contemporaine de la France, ce que Thiers appelle le « réel d'imaginaire » l'a emporté dans les esprits. Les proclamations « révolutionnaires » lancées par Napoléon contre les Bourbons et la « féodalité » à l'époque du « vol de l'Aigle », le choc des légitimités et des souverainetés – celle des Bourbons et celle de Napoléon –, le retour de la guerre civile et de la guerre étrangère ont fait le reste en plaçant en juillet 1815 le pays dans une position autrement difficile et délicate qu'il ne l'avait été l'année précédente. Les Cent-Jours le prouvent, en France les transitions politiques prennent rarement les chemins du compromis. Certes, la nation est indivisible depuis 1789, mais depuis deux siècles elle ne l'est le plus souvent que dans nos rêves.

E. de Waresquiel

> « Le choc des légitimités et des souverainetés – celle des Bourbons et celle de Napoléon – et le retour de la guerre placent le pays dans une position difficile… »

HISTOIRE TV

INÉDIT

CALIGULA
LES TRÉSORS RETROUVÉS

LUNDI 25 MAI DÈS 20H50

À 20H50: L'ARCHITECTE DE L'EXCÈS

À 21H45: LES PALAIS FLOTTANTS DE CALIGULA

IL N'A RÉGNÉ QUE QUATRE ANS SUR L'EMPIRE ROMAIN
ET POURTANT SON NOM HANTE ENCORE L'HISTOIRE !

bouygues canal 121
DISPONIBLE AVEC CANAL+ canal 117
free canal 205
orange canal 127
SFR canal 177
Chips Time
.nordnet.
Vialis
WiBox
REPLAY DISPONIBLE JUSQU'À 60 JOURS
© ALMA PRODUCTIONS & HISTOIRE TV

Entre nuit et lumière



Découvrez la collection !

Le podcast du Mur des Noms, monument à la mémoire des Alsaciens et Mosellans morts pendant la Seconde Guerre mondiale.
Inauguration en 2026 à Schirmeck.

Dix parcours de vie parmi les 40 000 Alsaciens et Mosellans morts ou disparus pendant la Seconde Guerre mondiale.

À vos écoutes !



Paul Steinmetz (1929-1944). Archives familiales, DR / Lucien Risser (1915-1944). Archives familiales, DR / Suzanne Blaise (1927-1944). Archives familiales, DR / Max (1922-1942), Genny (1923-1942), Fanny (1919-1942), Berthe (1921-1942) Moszkowicz. Archives familiales, DR / Hélène Faller, ép. Ernwein (1894-1943). Archives d'Alsace, 757D70 / Joseph Schlienger (1915-1944). Archives familiales, DR / Henri (1921-1943) et Charles Merling (1920-1943). SHD, 21P515 600 et 601 / Robert Gstalter (1912-1942). Archives d'Alsace, 757D88 / Marie Augustine Gaillot, ép. Kieffer (1884-1945). Archives familiales, DR. / Pierrine Fiani (1927-1945). Archives familiales, DR / François Willig (1888-1944). LWV-Archiv, K12 Nr. 405

En partenariat avec :

lemurdesnoms.grandest.fr

Financé par l'Union européenne

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

La Région Grand Est